

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 381 - MARS 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 381

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Les exports français de viande bovine ralentissent en janvier
- Abattages en retrait, prix toujours soutenus

Jeunes bovins

Europe

- Le manque de production maintient les prix hauts

Femelles

Europe

- Le cheptel de vaches en UE a moins reculé en 2025

Maigre

- Régression des envois en début d'année 2026

Veaux de boucherie

- Le veau français à rebours de la tendance européenne

Veaux laitiers

- Cours en hausse faute d'offre

Lait de vache

Collecte laitière

- Collecte française en hausse, prix en baisse

Commerce extérieur

- Quels effets du conflit au Moyen-Orient pour le marché des produits laitiers ?

Marché des produits laitiers

- Hausse de la production mondiale mais rebond des cours des commodités
- Hausse des ventes de produits laitiers à l'export et en rayons

Viande ovine

France

- Un approvisionnement en agneaux limité pour Pâques

UE et monde

- Les exports britanniques poursuivent sur une bonne lancée

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Hausse du cheptel caprin en 2025
- La campagne 2026 sur de bons rails

Un hiver doux et pluvieux qui dynamise la pousse mais complique la mise à l'herbe

Cours soutenus en France, détente en UE

Dernière révision le 23 mars 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

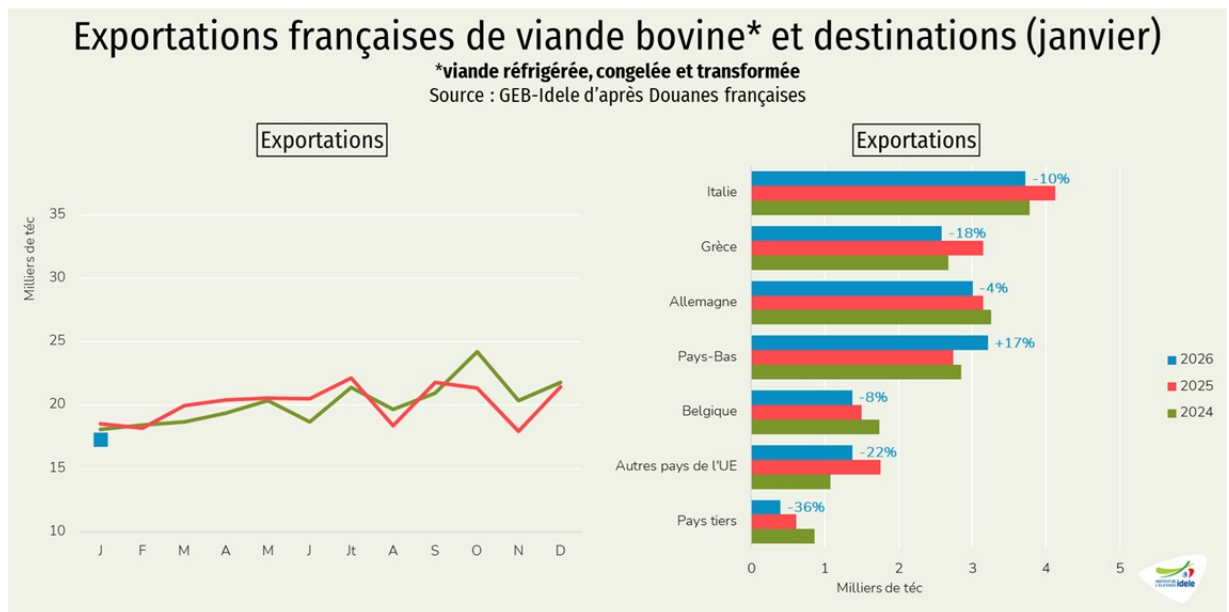
Les exports français de viande bovine ralentissent en janvier

Dernière révision le 23 mars 2026

Les exportations de viande bovine démarrent à rythme ralenti en janvier. En France, en février, l'inflation alimentaire progressait encore un peu, notamment du fait de l'évolution du prix des viandes et des produits animaux.

En janvier les exports de viande bovine n'ont pas décollé

L'année 2026 a démarré avec des exports peu dynamiques. **En janvier, 17 300 téc de viande bovine ont été exportées de France, en recul de 7% /janvier 2025 (-1 300 téc).** La viande de jeune bovin français est moins bien positionnée à l'export que d'autres origines européennes depuis quelques mois (lien vers notre article sur les jeunes bovins en Europe) ce qui a quelque peu freiné les expéditions.



Les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers presque toutes nos destinations :

- **vers l'Italie (-10% /2025, -400 téc)** à 3 500 téc,
- **vers l'Allemagne (-4% /2025 ou -150 téc)** à 3 000 téc,
- **vers la Grèce (-18% ou -600 téc)** à 2 500 téc, touchée au 2^e semestre 2025 par une inflation moyenne de 21% sur le bœuf,
- **vers les autres pays de l'UE (-22% ou -400 téc)** à 1 500 téc,
- **vers les pays tiers (-36% /2025)** à 500 téc, essentiellement vers le Royaume-Uni et la Suisse.

Nos envois de viande bovine ont cependant progressé de 17% vers les Pays-Bas (+500 téc) en janvier, à 3 000 téc, sans que nos imports du Royaume-Uni, en partie ré-expédiés vers les Pays-Bas, n'aient progressé.

Ces pourcentages de variations sont à prendre avec prudence, un seul mois étant disponible en 2026.

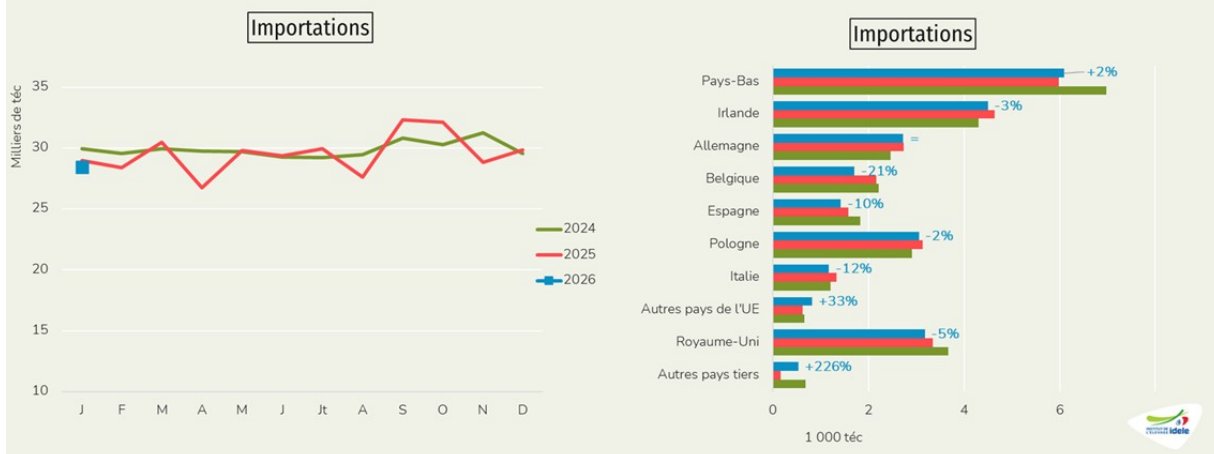
Par ailleurs, depuis la mise en œuvre du Brexit, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Les importations de viande en faible recul

En janvier, les volumes importés se sont effrités de 2% /2025 (-500 téc) à 28 000 téc. Les importations ont reculé de 3% /2025 depuis l'Irlande, de 5% du Royaume-Uni, de 2% de Pologne, de 10% d'Espagne et de 21% de Belgique. Elles ont cependant progressé de 2% depuis les Pays-Bas, notre premier fournisseur, ainsi que de 33% depuis les autres pays de l'UE (+200 téc) à 800 téc. Les États membres habituellement fournisseurs de la France peinent à exporter suffisamment actuellement, les disponibilités étant faibles chez eux. La France se tourne donc vers les Pays-Bas, plateforme de réexport, et vers des fournisseurs plus inhabituels, tels l'Autriche (+35% à 350 téc).

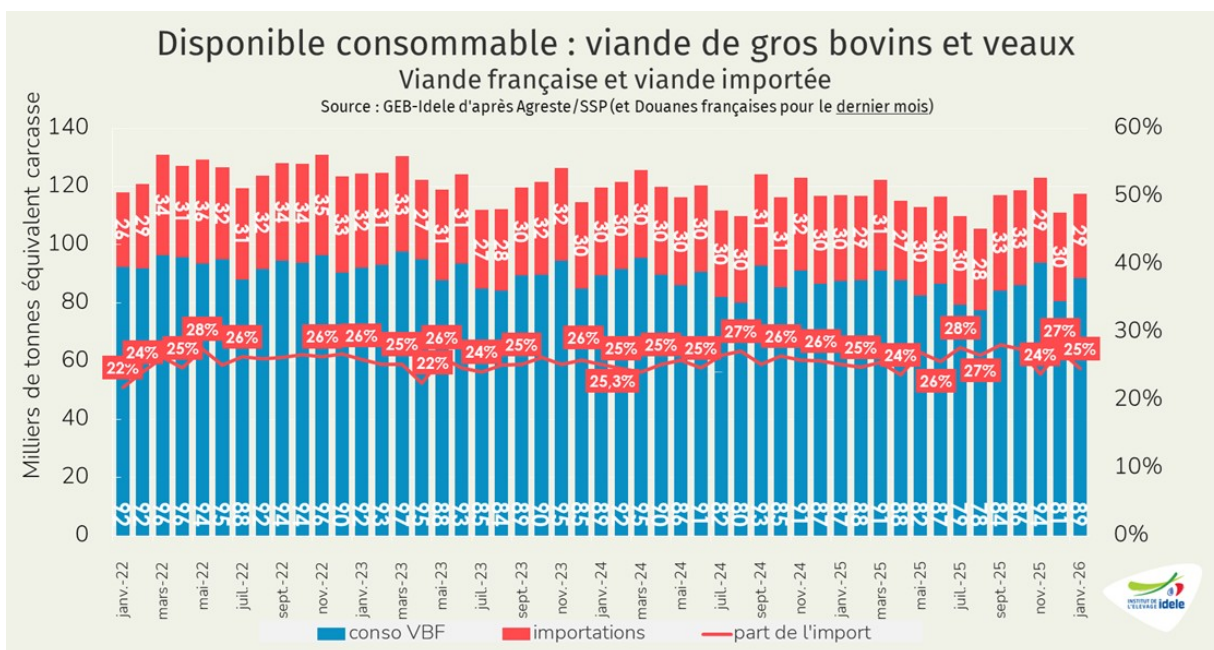
Importations françaises de viande bovine* et provenances (janvier)

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



Le disponible consommable de viande bovine resté stable en janvier

En janvier, la consommation par bilan de viande bovine et de veau était stable en France, à 117 000 téc, grâce aux abattages stables en base CVJA (corrigées des variations inter journalières annuelles selon Agreste). Attention toutefois, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks qui peuvent influencer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes. La part d'import dans la consommation se situait à 25%, comme en janvier 2025.



En février, l'inflation sur l'alimentaire frais encore en hausse

En février selon l'INSEE, l'inflation générale était de 0,9% sur un an (contre 0,3% un mois plus tôt). Cette accélération est liée à une moindre baisse du prix de l'énergie en février 2026 qu'en 2025, qui avait bénéficié de la baisse de 15% du tarif réglementé de l'électricité. L'indice des prix des produits manufacturés recule, comme depuis de nombreux mois, de 0,2% cette fois-ci. L'alimentaire, au contraire, poursuit sa hausse, à 2,0% sur un an contre +1,9% un mois plus tôt. **Les produits alimentaires frais accélèrent à +1,8%, contre +1,1% le mois précédent, notamment du fait des viandes (+3,4% toutes espèces confondues contre +3,2% un mois plus tôt), des produits laitiers et œufs (+1,3% après +1,0%) et du poisson (+4,8% après +1,7% un mois auparavant).**

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Abattages en retrait, prix toujours soutenus

Dernière révision le 23 mars 2026

Début mars, les abattages étaient en retrait après un début d'année plutôt dynamique. Ceci soutient les cours, en particulier ceux des vaches laitières. Les prix des jeunes bovins de race à viande sont stables à baissiers, dans le sillage de l'évolution saisonnière en Italie, mais restent à des niveaux historiquement élevés.

Abattages en recul

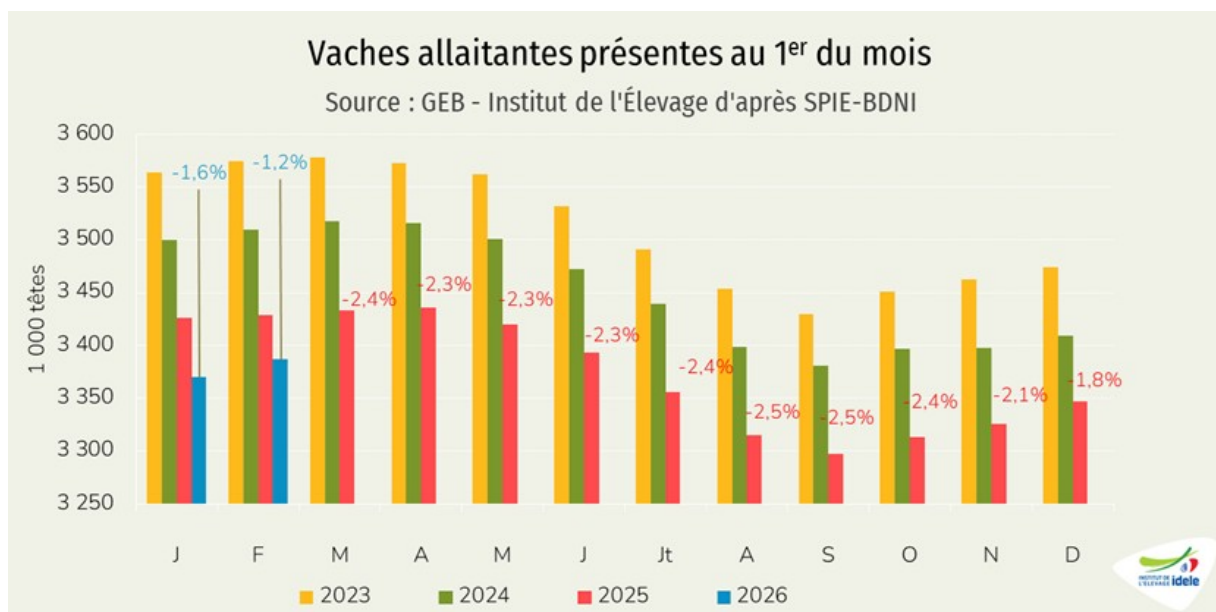
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **les abattages de gros bovins sur les semaines 8 à 11 étaient en recul de 3%** en têtes d'un an sur l'autre. La baisse était moindre en tonnage (-2%), les bons prix de la viande et le faible prix de l'aliment incitant à **alourdir les animaux**.

Dans le détail :

- Les abattages de **vaches allaitantes** ont **reculé de 10%** en têtes et de 8% en tonnage et ceux de génisses de type viande de 2% en têtes et de seulement 1% en tonnage.
- À l'inverse, **les vaches laitières montraient une progression de 3,5% en têtes** et de près de 5% en tonnage, par rapport à un faible niveau en 2025.
- Les **jeunes bovins de type viande affichaient un repli de 5%** en têtes et de 3% en tonnage.
- Les **jeunes bovins de types lait poursuivaient leur déclin structurel** (-6% en têtes et -4% en tonnage).
- À l'inverse, les sorties de **bœufs toutes races confondues poursuivaient leur remontée** (+6% en têtes et +7% en tonnage).

Ralentissement de la décapitalisation

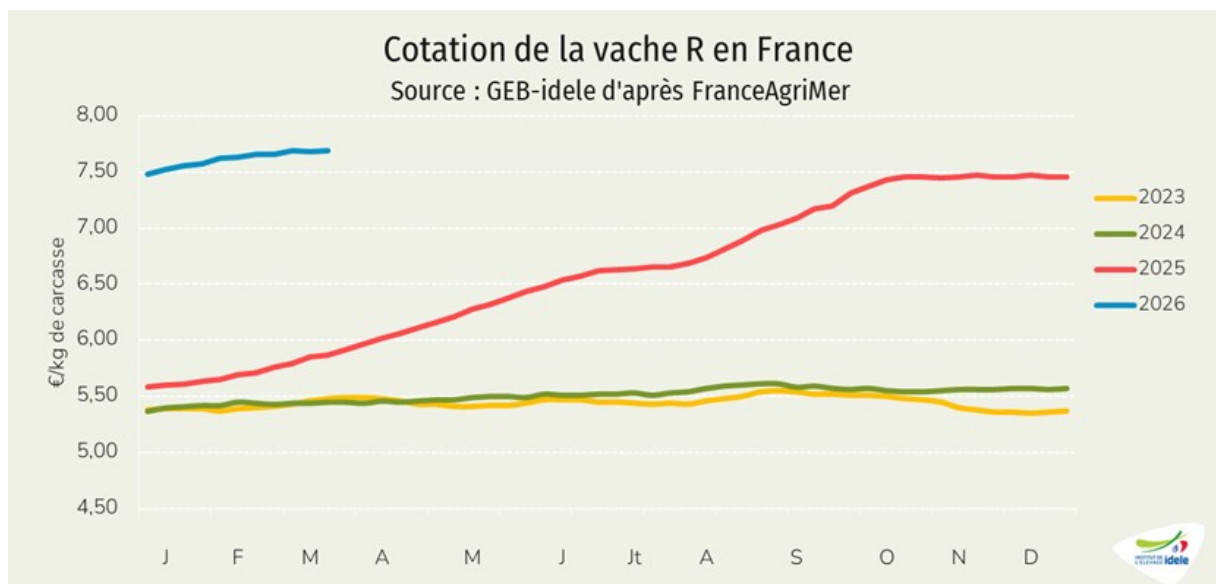
La baisse conséquente des abattages de femelles de type viande laisse présager une poursuite du **ralentissement de la décapitalisation**. On assiste en effet depuis l'automne à une réduction de l'écart entre les effectifs de vaches allaitantes de l'année en cours et ceux de l'année précédente.



Au 1^{er} février, la ferme France comptait **3,387 millions de vaches allaitantes, soit -1,2% /2025**. Le rythme annuel de baisse a donc été divisé par deux par rapport à celui enregistré au printemps dernier (-2,4% et -2,3% en mars et avril).

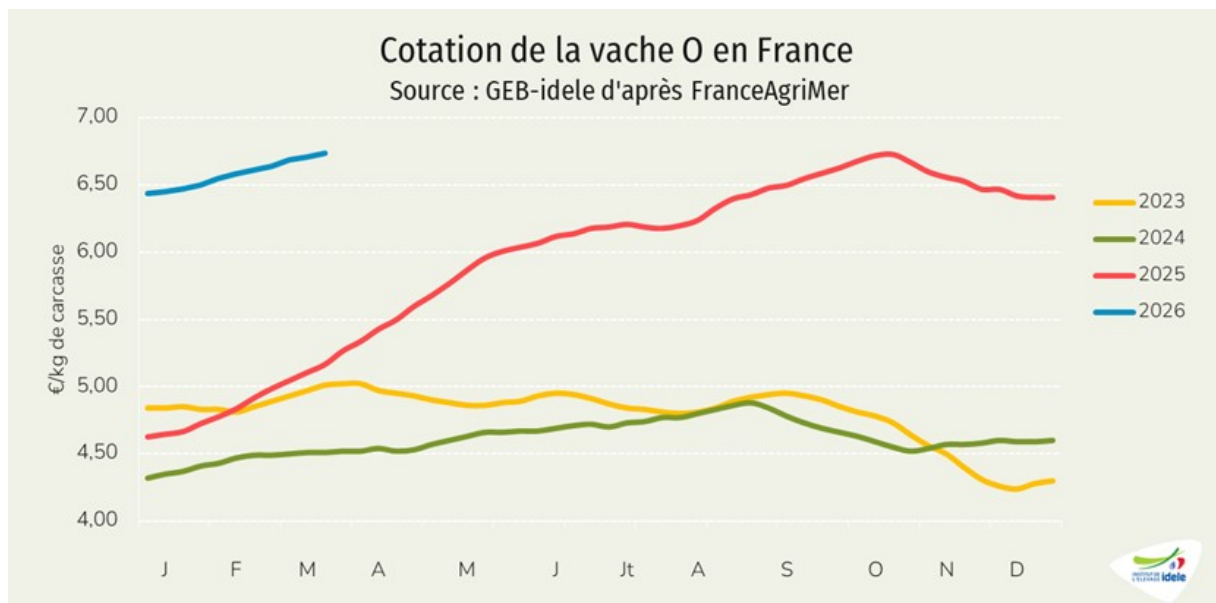
Les cotations des vaches soutenues par le manque d'offre

Les cours des vaches de réforme continuent de progresser. En **type viande**, la hausse des cours, à présent devenue plus lente, répond à la baisse de l'offre, qui découle du recul du cheptel et de la rétention actuelle encouragée par la hausse des revenus.



La cotation de la **vache R** a gagné **21 centimes** depuis le début de l'année pour grimper à **7,69 €/kg de carcasse en semaine 11 (+31% /2025)**. Celle de la **vache U standard** a atteint **8,09 €/kg** la même semaine **(+29% /2025** et +26 centimes depuis le début de l'année).

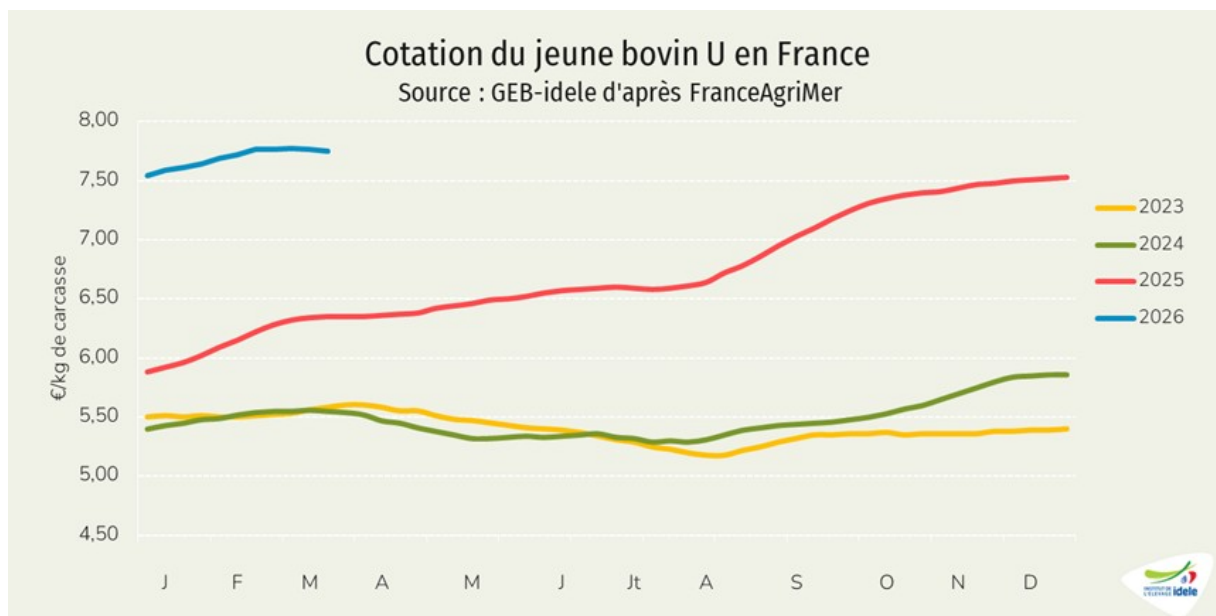
Concernant les vaches laitières, on entre dans une saison de **réduction saisonnière des réformes** liée à l'arrivée des beaux jours et des mises à l'herbe. Ainsi, bien que légèrement supérieurs à l'an dernier, les abattages se réduisent semaine après semaine. **Les prix sont donc orientés à la hausse**, d'autant que le faible nombre de réformes allaitantes conduit les opérateurs à se rabattre sur les laitières.



En semaine 11, la **vache O** cotait **6,74 €/kg de carcasse** (+31% /2025 et +30 centimes depuis la semaine 1). La **vaches P** cotait **6,47 €/kg de carcasse** (+32% /2025 et +37 centimes depuis la semaine 1).

Les cours des jeunes bovins, entre hausse et timide baisse saisonnière

Les cotations des jeunes bovins finis n'évoluent pas dans le même sens selon la conformation. Alors que **la cotation du jeune bovin U résiste**, celle du **jeune bovin R a amorcé une timide baisse saisonnière** dans le sillage des prix européens et **celle du jeune bovin O progresse toujours**, dans le sillage des prix des vaches laitières.

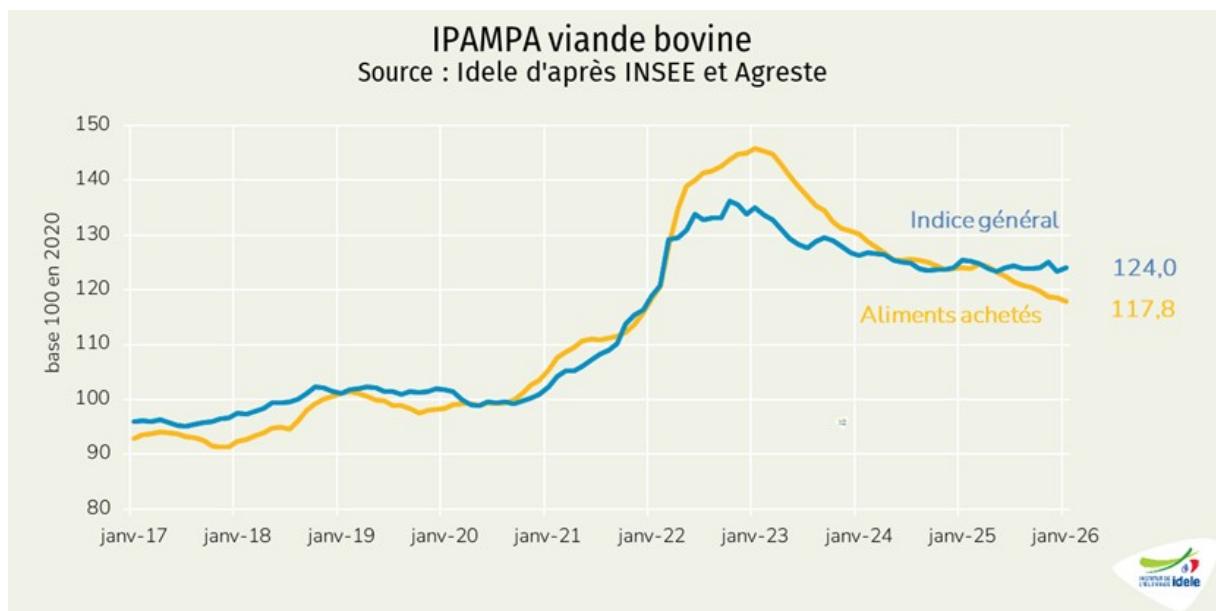


La cotation du **jeune bovin U** a perdu deux centimes depuis son pic de la mi-février, à 7,75 €/kg de carcasse en semaine 11 (+22% /2025). Celle du **jeune bovin R** a perdu 4 centimes, à 7,55 €/kg en semaine 11 (+23% /2025). A l'inverse, celle du **jeune bovin O** a gagné 8 centimes en un mois, à 6,99 €/kg (+32% /2025).

L'IPAMPA relativement stable

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) a peu évolué jusqu'en janvier (dernière donnée disponible). En janvier, il était à l'indice 124,0 (-1,1% / janvier 2025). Les baisses du prix de l'aliment (-5,0%) et de l'énergie (-11,8%) étaient partiellement compensées par la hausse du prix des engrais (+9,5%). **Le conflit au Moyen-Orient déclenché le 28 février a fait flamber le prix de l'énergie et des engrais.**

Son impact ne sera visible sur l'IPAMPA qu'à partir de la publication de l'indice de mars.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

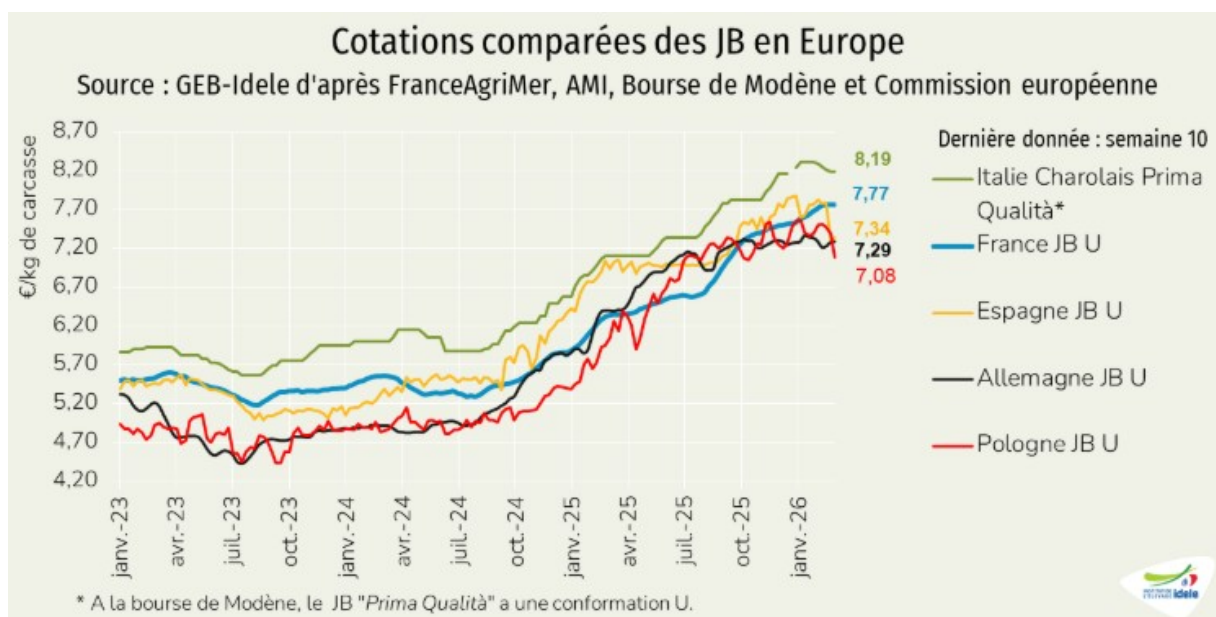
Le manque de production maintient les prix hauts

Dernière révision le 23 mars 2026

Avec une demande qui se tient et une production en baisse ou stable dans la majorité des pays, les abatteurs ne parviennent pas à faire baisser la tension sur les prix des taurillons.

Les prix espagnols et polonais réagissent au conflit au Moyen orient

En cette fin de premier trimestre 2026, les cours des jeunes bovins ont amorcé une timide baisse saisonnière en Italie et en Allemagne, où le manque d'offre leur permet de résister à l'érosion de la demande. En Espagne et en Pologne, pays exportateurs de carcasses ou de vif vers les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, les cotations des jeunes bovins ont perdu une quarantaine de centimes avec le déclenchement du conflit au Moyen-Orient.



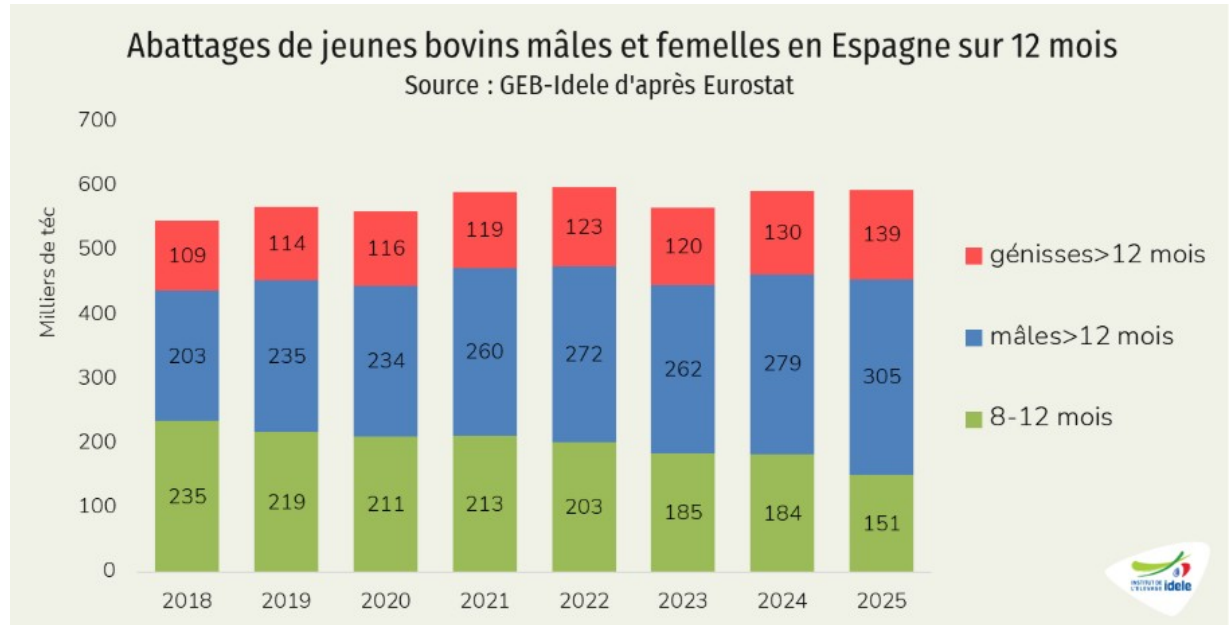
En semaine 10 :

- Le **Charolais italien Prima Qualité** (correspondant à une conformation U) cotait 8,19 €/kg de carcasse (+15% /2025), en baisse de 10 centimes sur quatre semaines,
- Le **jeune bovin U allemand** cotait 7,29 €/kg de carcasse (+14% /2025),

- Le **jeune bovin U français** se stabilisait à 7,77 €/kg de carcasse (+23% /2025).
- Le **jeune bovin U espagnol** s'est replié de 45 centimes en deux semaines, à 7,34 €/kg de carcasse (+6% /2025),
- Le **jeune bovin U polonais** a perdu 40 centimes en deux semaines pour tomber à 7,09 €/kg (+17% /2025).

Espagne : L'Espagne abat des animaux plus lourds

Sur l'ensemble de l'année 2025, la production abattue d'animaux jeunes en Espagne a égalé son niveau de 2024, avec davantage d'animaux de plus d'un an et moins de très jeunes bovins, confirmant la tendance de moyen terme à sortir des bovins plus lourds.



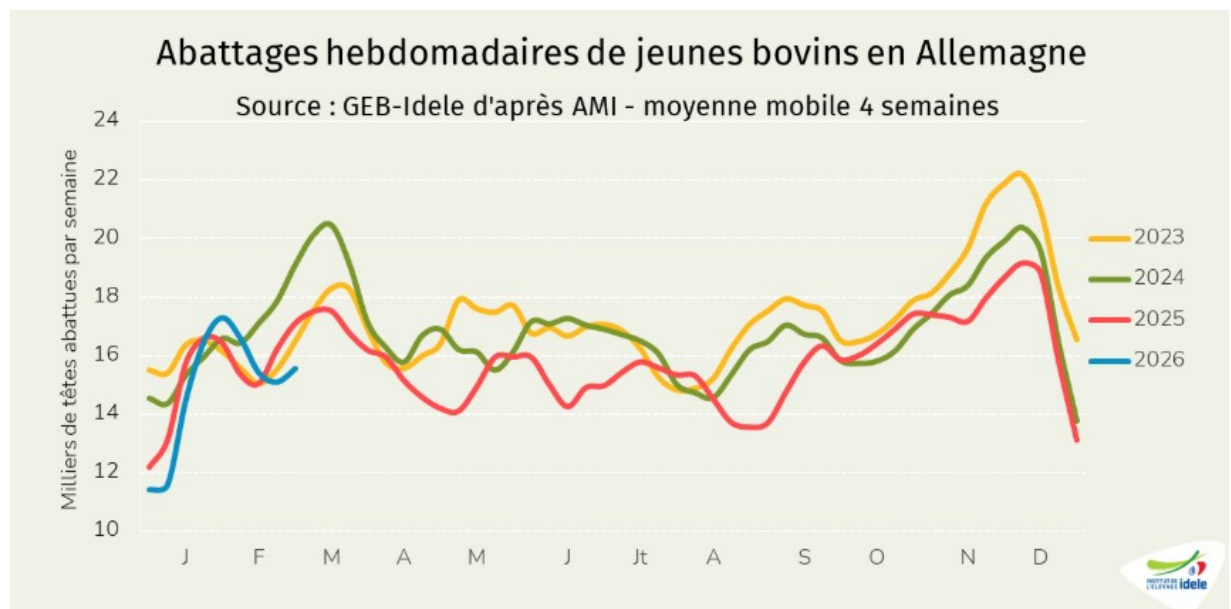
Les **abattages de mâles de plus d'un an** dépassaient la barre des 300 000 têtes, à 305 000 têtes, en hausse de 26 000 têtes /2024. A la hausse des effectifs abattus (+52 000 têtes /2024, à 876 000 têtes) s'est ajoutée celle des poids carcasse (+8 kg en moyenne, à 347 kg). Ce changement de dynamique est la conséquence des envois français de broutards lourds vers l'Espagne (lire notre article sur les broutards du mois précédent). L'alourdissement est également lié à l'intérêt de produire plus de viande sur un animal acheté cher grâce à un aliment bon marché.

À l'inverse, les **abattages de bovins âgés de 8 à 12 mois** ont connu un recul en nombre et en volume sur douze mois, atteignant 151 000 têtes (-33 000 têtes /2024) pour 624 000 têtes (-127 000 têtes /2024).

Le manque d'offre se prolonge en Allemagne

En **Allemagne**, les sorties de jeunes bovins étaient en recul en 2025, en raison notamment de la baisse de disponibilités en veaux. D'après Eurostat, les abattages de jeunes bovins cumulés sur les douze premiers mois de l'année 2025 affichaient une **baisse de 17% /2024**.

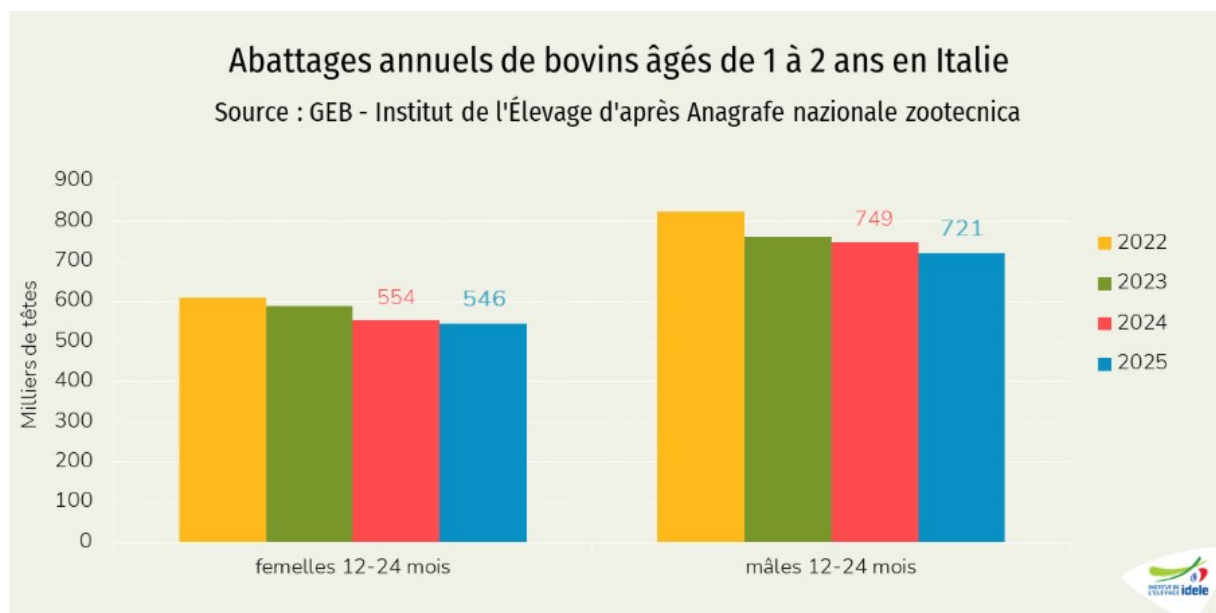
Début 2026, les sorties de taurillons ont continué à baisser d'après AMI.



Sur les semaines 7 à 10, le nombre de jeunes bovins abattus en Allemagne était en baisse de 9% par rapport à 2025. En cumul annuel (10 semaines), les abattages de jeunes bovins ont reculé de 4% selon AMI.

Italie : Recul des abattages faute de disponibilité

La baisse des envois de broutards français depuis plusieurs années **réduit les mises en place en Italie**, limitant d'autant les abattages. En effet, les engraisseurs de la plaine du Pô ont bien tenté de diversifier leurs approvisionnements, mais sans grand succès, la ressource en bovins maigres étant contrainte en Europe du fait de la baisse généralisée du cheptel reproducteur. La production italienne de jeunes bovins est donc orientée à la baisse et 2025 n'a pas fait exception.



En cumul sur l'ensemble de l'année 2025, 721 000 mâles (-27 000 têtes /2024) et 546 000 femelles (-8 000 /2024) ont été abattus.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

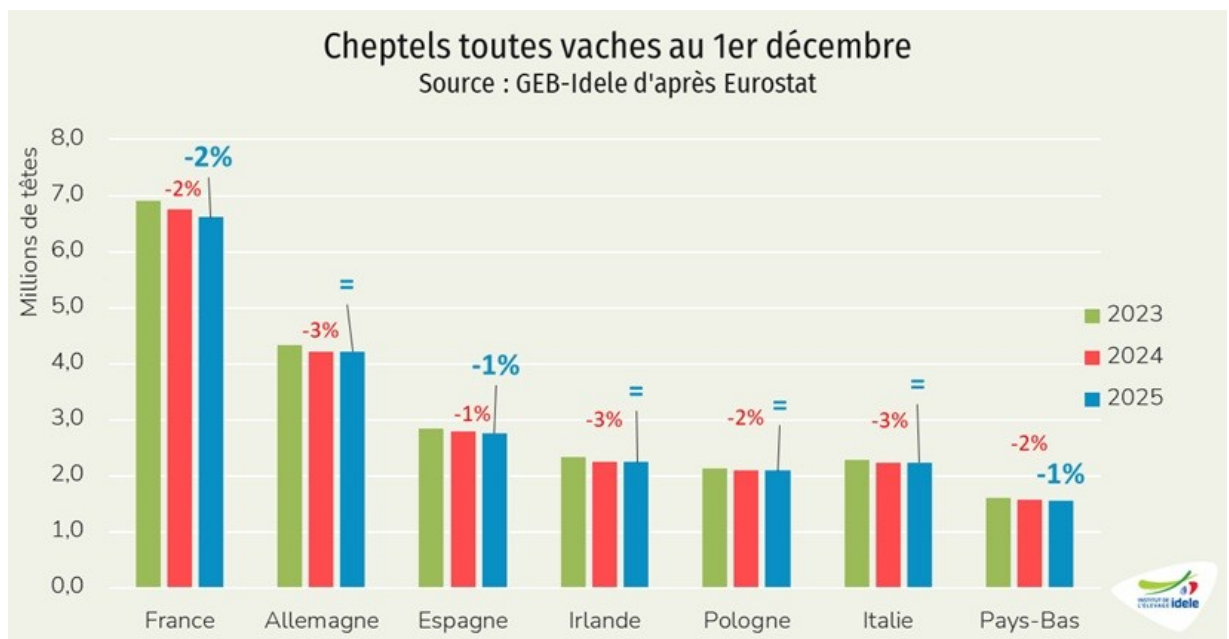
Le cheptel de vaches en UE a moins reculé en 2025

Dernière révision le 23 mars 2026

Les effectifs de vaches en UE ont retrouvé le 1er décembre 2025 leur rythme habituel de recul de 1% annuel, après une année 2024 de décapitalisation rapide. Ce meilleur maintien des effectifs de femelles en UE a entraîné en 2025 des réformes de vaches particulièrement faibles, en recul historique de 5% sur un an. Cette situation se poursuit mi-mars, soutenant les cours.

Le cheptel européen de vaches recule moins fort qu'il y a un an

Eurostat vient de publier les données du cheptel de vaches en Union européenne à fin 2025. Alors qu'il y a un an, fin 2024, on constatait un fort recul du cheptel de vaches de 3% en un an, au 1er décembre 2025, **le cheptel européen est revenu à un rythme de recul conforme aux années passées, de 1% en un an**. L'UE comptait ainsi 29,08 millions de vaches au 1er décembre 2025, en recul de 224 000 têtes en 2025, contre plus de 930 000 têtes perdues en 2024.



La France, 1^{er} cheptel en UE, voit son nombre de vaches reculer tout de même de 2,1%, du fait des épizooties FCO et DNC qui ont entraîné des avortements chez les génisses et donc des retards d'entrée de ces dernières dans le cheptel de vaches. Par ailleurs, la décapitalisation structurelle s'est poursuivie, en lien avec les départs en retraite non remplacés.

En Allemagne, Irlande, Pologne et Italie, pays aux cheptels majoritairement laitiers, le nombre total de vaches fin 2025 s'est stabilisé. En effet, grâce au prix du lait en hausse partout en UE, lié à l'envolée du prix mondial du beurre jusqu'à la fin de l'été, les éleveurs laitiers ont maintenu en ferme leurs vaches laitières pour augmenter leur production de lait et profiter de cette situation favorable. Par la suite, le retournement de la conjoncture laitière au second semestre 2025 n'a pas conduit à un afflux de vaches de réforme.

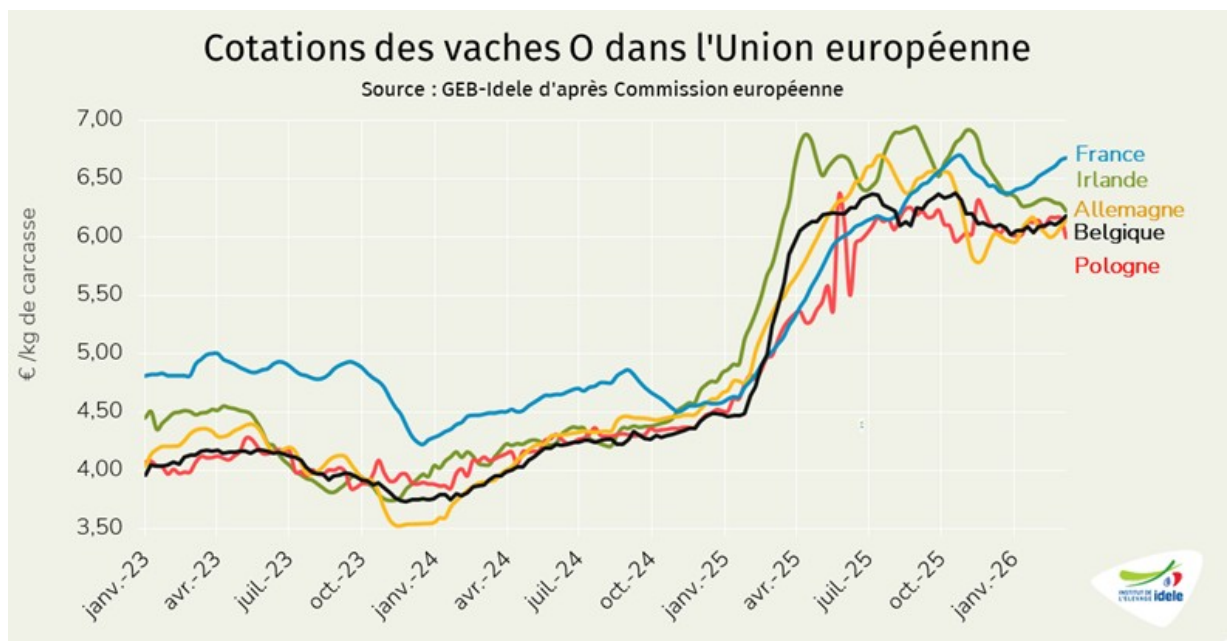
Recul inédit des abattages de vaches en UE sur l'ensemble de l'année 2025

Selon Eurostat, 5,95 millions de vaches ont été abattues en UE en 2025, soit -6% /2024 ou -387 000 vaches abattues (laitières comme allaitantes). Les tonnages abattus issue de vaches ont reculé de 5% sur l'ensemble de l'année, comparée à 2024, avec un total de 1,915 million de téc produites (-103 000 téc). L'exemple de **l'Irlande** est frappant, avec des abattages de vaches en recul de 20% en 2025. Ce recul des abattages a aussi eu lieu dans les autres pays laitiers comme en **Allemagne** (-6% en téc) en **Italie** (-4% en téc) ou en **Pologne** (-6% en téc).

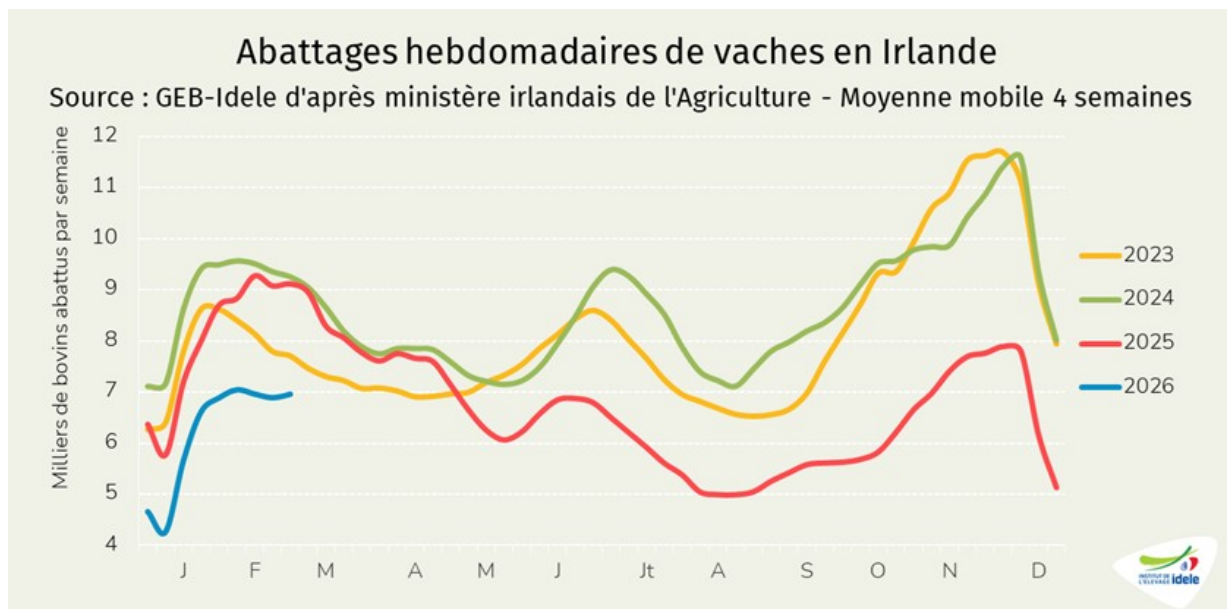
Les cours des réformes restent très élevés

Durant les dernières semaines, de s7 à s10, le cours moyen européen de la vache O a gagné 4 centimes. En semaine 10 de 2026, les cotations étaient les suivantes :

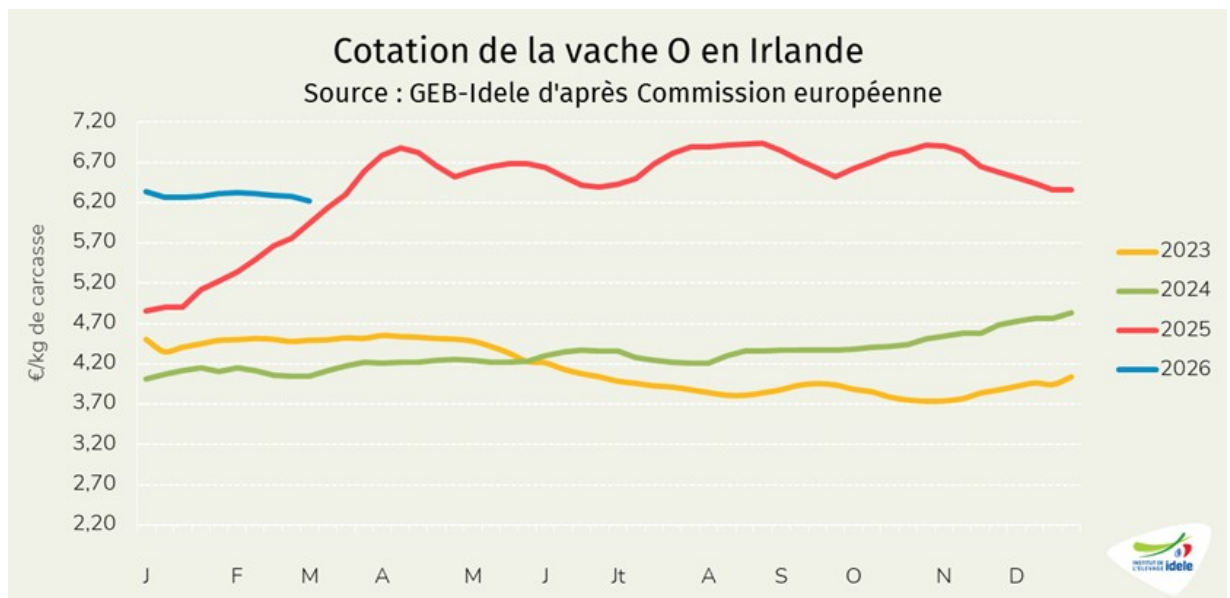
- **6,71 €/kg de carcasse pour la cotation française**, qui a repris sa traditionnelle position de leader en UE (+13 centimes en quatre semaines, +31% /2025),
- **6,22 €/kg de carcasse pour la vache O irlandaise** (-10 cts en quatre semaines après les records de 2025, mais encore +18% /2025),
- **6,18 €/kg de carcasse pour la vache O belge** (+9 cts en quatre semaines et +14% /2025),
- **6,00 €/kg de carcasse pour la vache O polonaise** (-9 cts en quatre semaines mais encore +17% /2025).



Irlande : toujours aussi peu de vaches à l'entrée des abattoirs

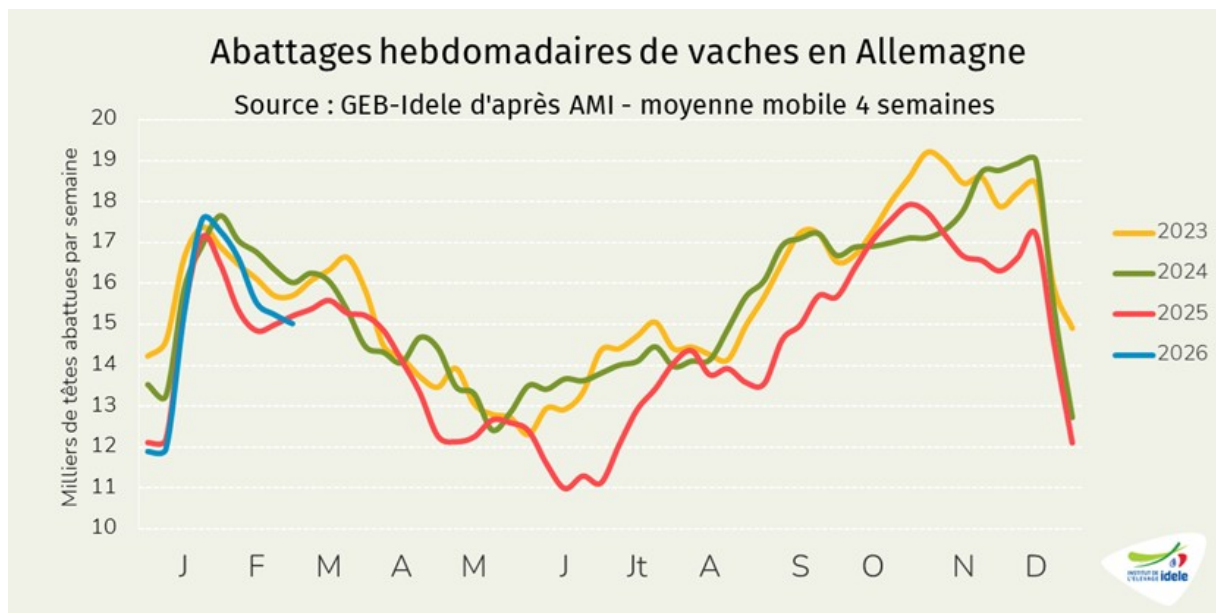


En Irlande, selon le ministère de l'Agriculture irlandais, les réformes de vaches sont toujours très faibles, malgré le recul du prix du lait sur l'île d'Émeraude. Ainsi entre les semaines 7 et 10, les abattages de vaches sont encore en recul de 24% par rapport à 2025 et de 25% comparé à 2024. Avec aussi peu d'abattages, le prix de la vache O reste l'un des plus élevés d'UE, à 6,22 €/kg de carcasse en semaine 10 (+18% /2025).

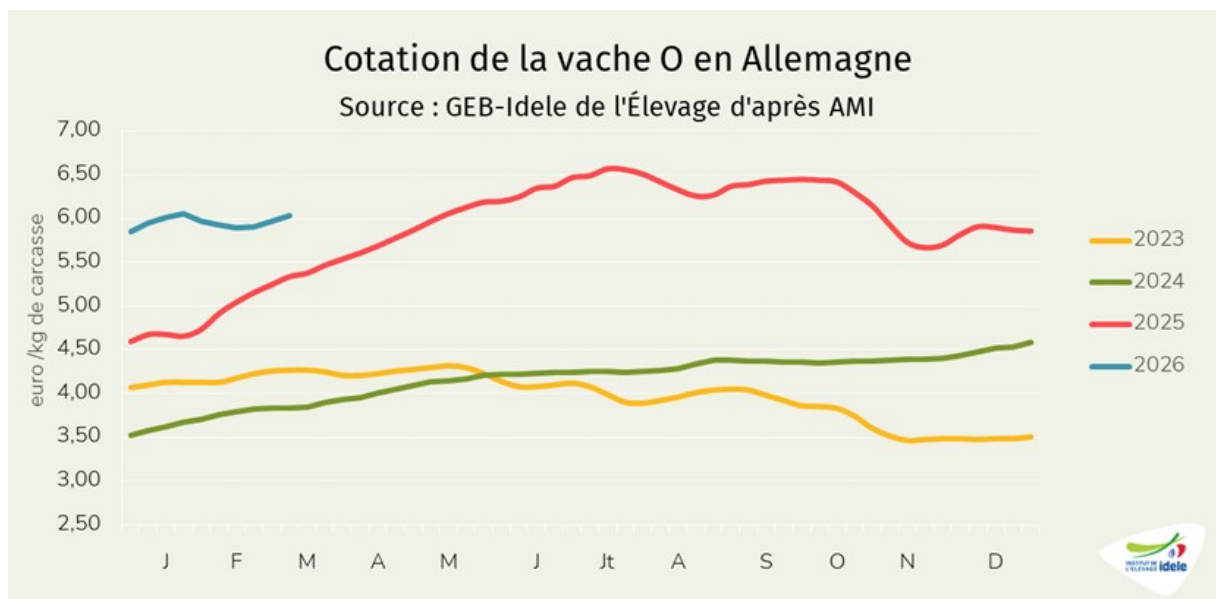


Allemagne : tarissement des abattages après un mois de février dynamique

Les réformes de vaches ralentissent en Allemagne avec l'arrivée des beaux jours. Les niveaux d'abattages sont même inférieurs à ceux de l'année passée.



Après une accélération des abattages de femelles en Allemagne de mi-janvier à mi-février, ces derniers ont de nouveau reculé entre les semaines 7 et 10, de 1% /2025 selon l'indicateur hebdomadaire AMI. Le prix de la vache O a aussitôt ré-augmenté de 10 centimes ces quatre semaines, atteignant 6,03 € kg de carcasse selon AMI (+13% /2025) signe que le marché allemand de la viande de vache est toujours sous tension.



Viandes bovines » Maigre »

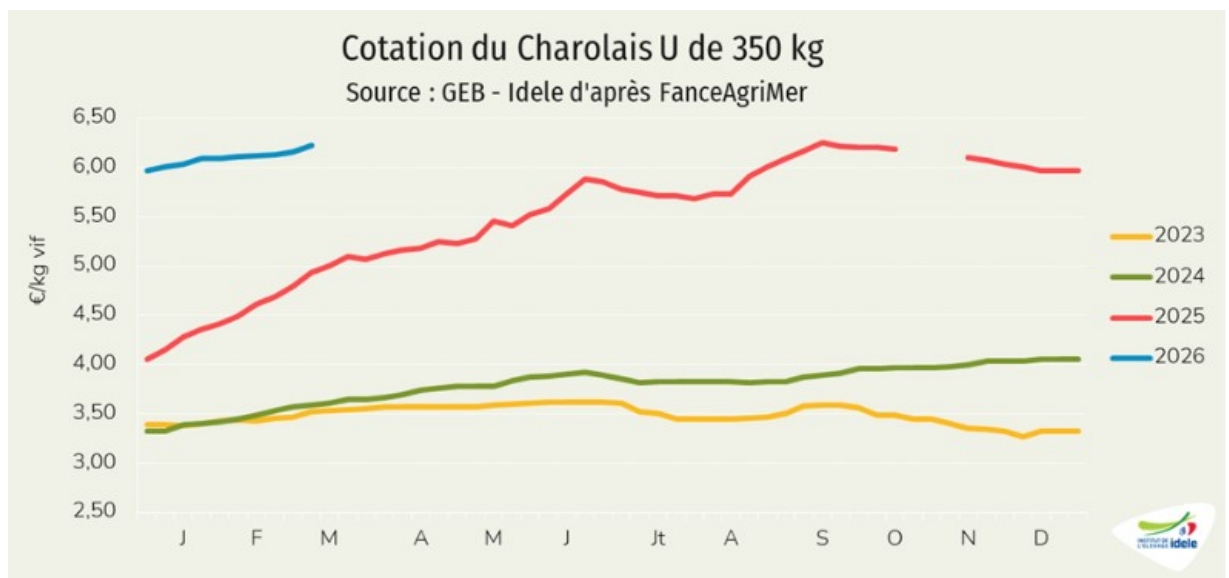
Régression des envois en début d'année 2026

Dernière révision le 23 mars 2026

Le début d'année 2026 est marqué par une offre limitée de brouards, soutenant globalement les prix. Les exportations reculent nettement, que ce soit vers l'Espagne ou vers l'Italie.

Reprise de la croissance des prix pour les charolais

Les cours des brouards charolais poursuivaient leur hausse en début d'année, tandis que les Limousins et les Croisés se stabilisaient au-dessus des 6 € /kg vif.

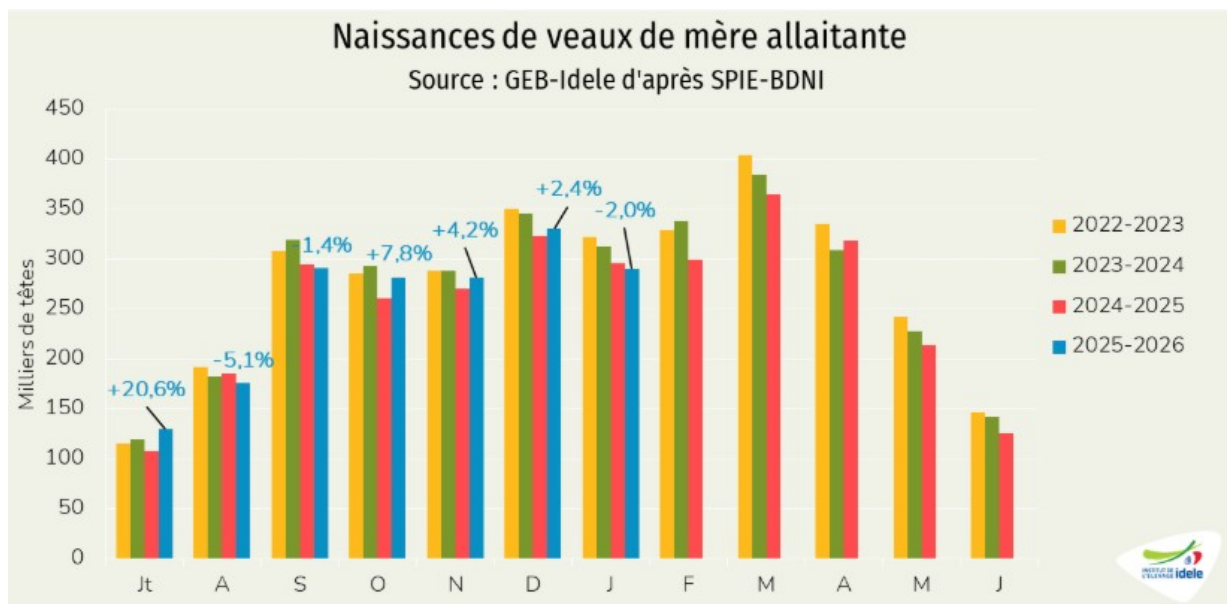


En semaine 11 :

- les **Charolais U de 350 kg** cotaient 6,22 €/kg vif (+1,29 €/2025), en hausse de 11 centimes sur quatre semaines,
- les **Limousins E de 350 kg** atteignaient à 6,15 €/kg vif (+1,20 €/2025), stable sur quatre semaines,
- les **Croisés R de 300 kg** restait inchangé en quatre semaines, à 6,30 €/kg vif (+1,69 €/2025),
- Les **Charolais U de 450 kg** gagnaient 7 centimes en quatre semaines, atteignant 5,53 €/kg vif (+68 cts €/2025),
- La cotation des **Limousins E de 270 kg** est resté la même sur un mois, à 5,80 €/kg vif (+1,35 €/2025).
- Les **Charolaises U de 270 kg** perdaient 5 centimes sur un mois, à 5,50 €/kg vif (+90 cts /2025).

Recul des naissances en janvier 2026

Après une année 2025 en léger recul, les naissances de veaux allaitants sont restés sur la même tendance en janvier 2026.

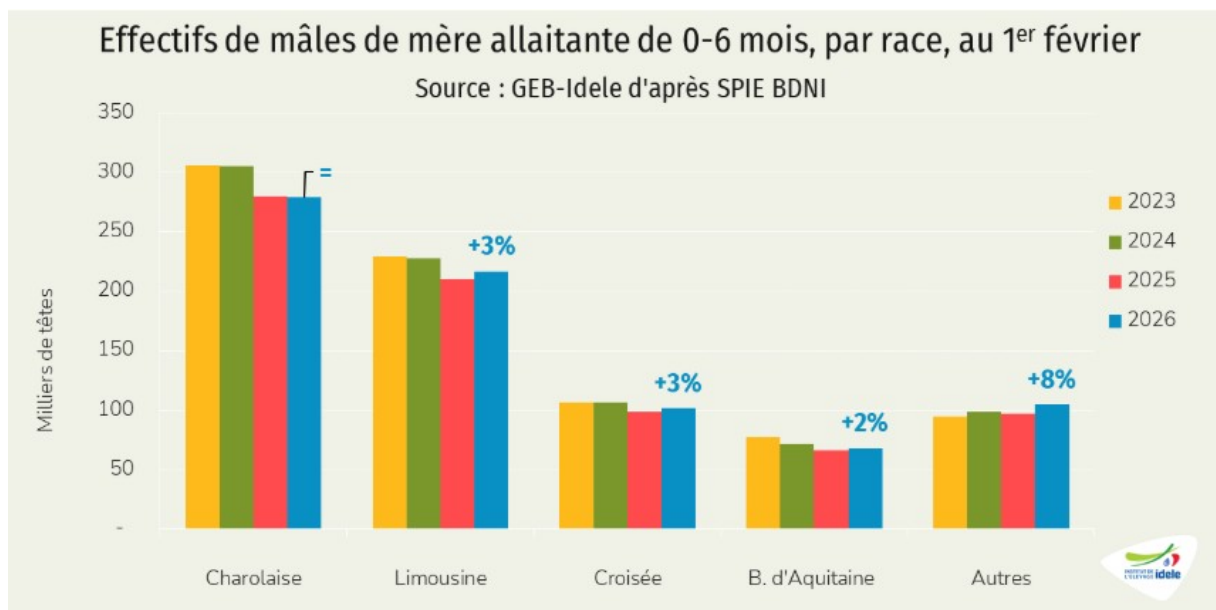


En **janvier**, **290 000 veaux sont nés de mère allaitante**, en baisse de 2% par rapport à 2025. Cela prolonge les chiffres du cumul annuel 2025 qui était déjà en recul de 1,5%/2024 avec 3 110 000 veaux nés soit une baisse de 47 000 veaux.

Malgré tout, en **cumul sur les six premiers mois de campagne** (juillet 2025 – janvier 2026), les naissances allaitantes progressaient de 2,4% /2024-2025, avec 1 782 000 veaux, mais toujours avec un repli de 4% par rapport à la campagne 2023-2024. Après un début d'année 2025 très bas à cause de la FCO-3 lors de l'automne 2024, les naissances ont connu un report de juin 2025 vers juillet 2025, d'où ce rebond au début de la campagne 2025-2026.

Progression des effectifs de broutards de moins de 6 mois

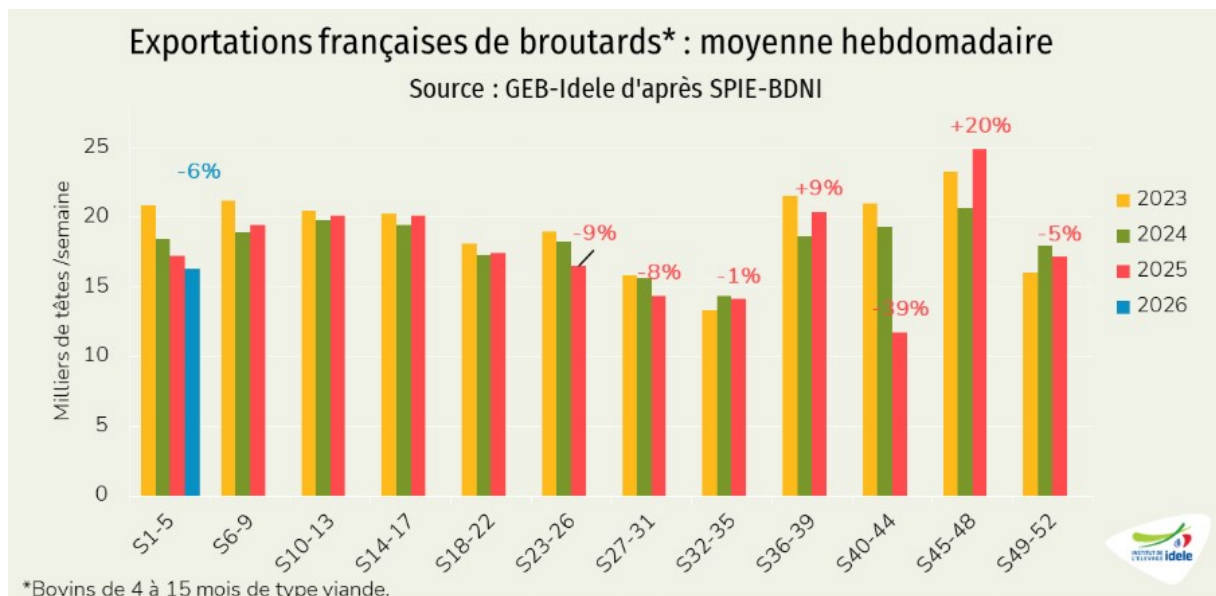
Le retour du dynamisme des naissances d'automne en 2025, après une année 2024 fortement impactée par les maladies vectorielles, conduit à un renforcement des effectifs de broutards (notamment Limousins et Croisés). À l'inverse, les effectifs de broutards plus âgés étaient pénalisés par la faiblesse des naissances en début d'année.



Au 1^{er} février 2025, **771 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les élevages, en hausse de 2% /2025 mais toujours en dessous des niveaux précédent (-5% /2024). À l'inverse, les **effectifs de mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient en baisse, avec seulement 525 000 têtes (-4% /2025, -9% /2024).

Baisse des envois en janvier

En janvier, les envois de bovins âgés de 4 à 15 mois étaient en baisse par rapport aux chiffres de l'année précédente.



Après une année en recul de -3% par rapport à 2024, avec 915 000 têtes, la tendance baissière s'est accentuée en janvier 2026 (semaines 1 à 5) avec **81 000 têtes exportées** (-6% /2025).

Les exportations de **fémmes sont particulièrement touchées par la baisse des envois** (-10%/2025 contre -3%/2025 pour les mâles). Elles ne représentent plus que 32% des exportations, signe qu'une part plus importante de femelles est sans doute gardée pour le renouvellement des troupeaux en France. De même, la baisse des exportations touchait particulièrement les broutards charolais (-11%/2025), tandis que les broutards limousins étaient moins touchés par ce recul (-2%/2025) conséquences de la dynamique actuelle des naissances et de la demande étrangère plus importante pour les Limousins et Croisés.

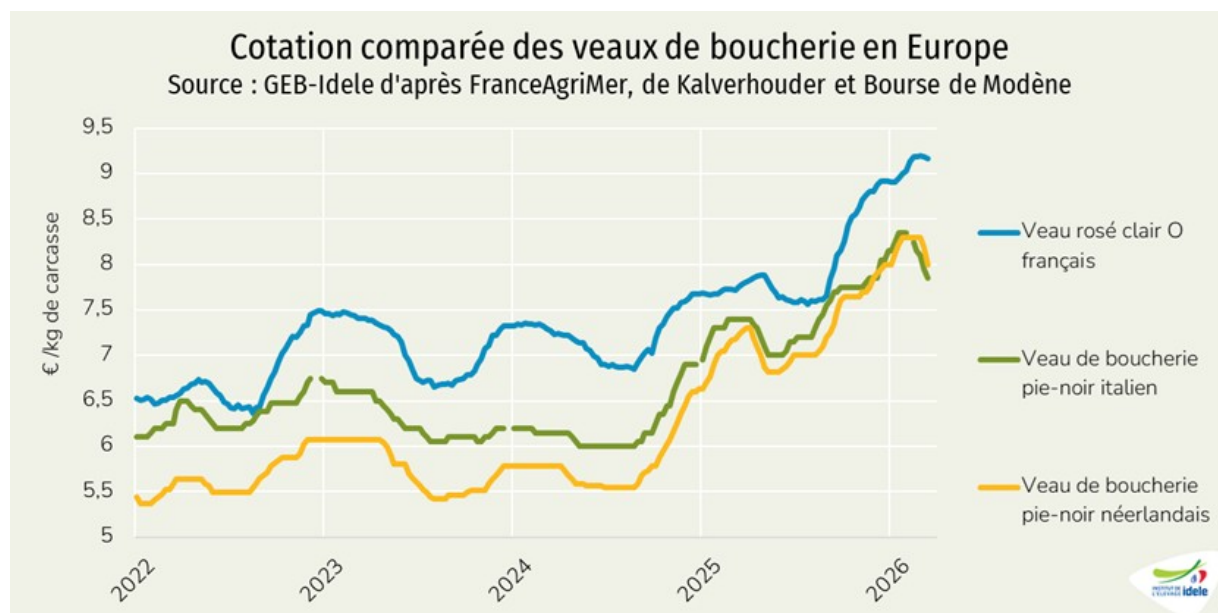
D'après les douanes cette baisse des envois s'expliquerait par une contraction des exportations vers l'Espagne de 36% en janvier. Environ 3 000 mâles lourds et 3 000 broutards de moins de 300 kg en moins auraient été envoyés par rapport à janvier 2025. L'impossibilité d'exporter des bovins vers l'Espagne depuis les zones vaccinales, en plus des diverses zones réglementées, a participé à la baisse des envois. À l'inverse de l'Espagne, l'Italie acceptait déjà en janvier les animaux issus de la zone vaccinale 2 ce qui aurait permis un relatif

La baisse de la consommation de veau en Italie a entraîné dans son sillage les cotations des veaux italiens et néerlandais. À l'inverse, les veaux français se sont stabilisés à un niveau inédit, faute d'offre à abattre dans

l'hexagone.

Baisse des cours dans toute l'UE, stabilisation en France

Les cours des veaux de boucherie étaient orientés à la baisse début mars aux Pays-Bas et en Italie. À rebours de cette tendance, le veau français se stabilisait.

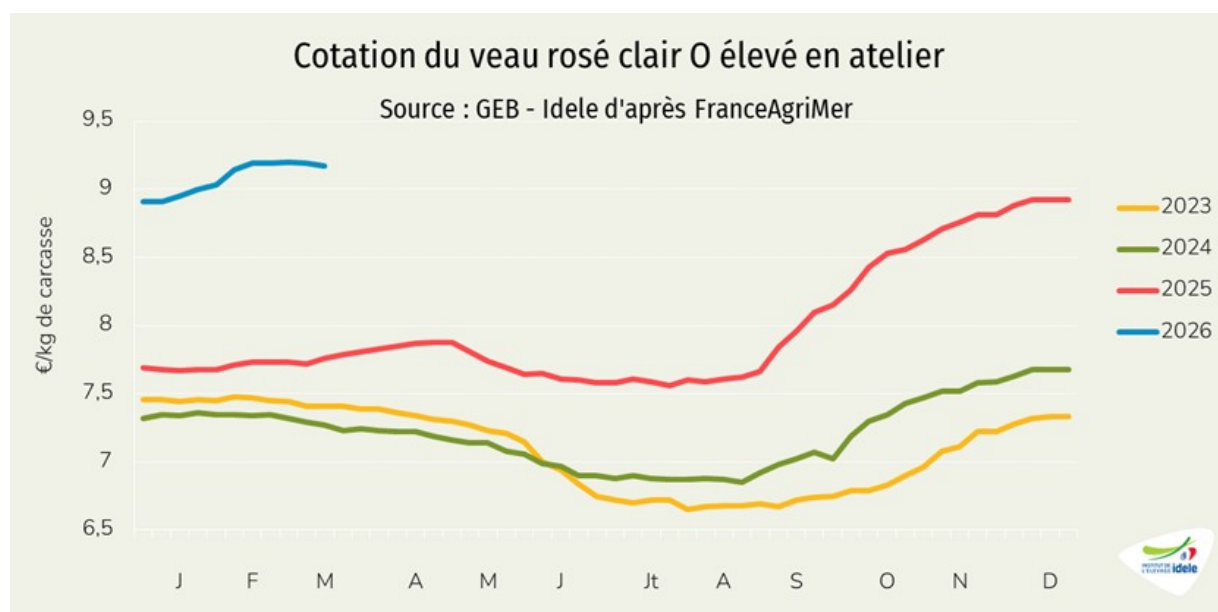


D'après les opérateurs, la consommation marque le pas dans toute l'Europe depuis fin février. Elle reculerait particulièrement en Italie, faisant baisser les exportations néerlandaises. La congélation pour report notamment des avants aurait repris aux Pays-Bas et en France. Les abatteurs attendaient la fin du ramadan (mi-mars) et Pâques (4 avril) pour espérer relancer la consommation.

Dans le détail, en semaine 11 :

- Le **veau de boucherie italien** cotait 7,85 €/kg de carcasse, en baisse de 40 centimes sur un mois. Il restait supérieur de 6% à son niveau de 2025.
- Le **veau de boucherie néerlandais** reculait à 8,00 €/kg de carcasse, toujours supérieur de 11% /2025 mais en baisse de 30 centimes sur quatre semaines.

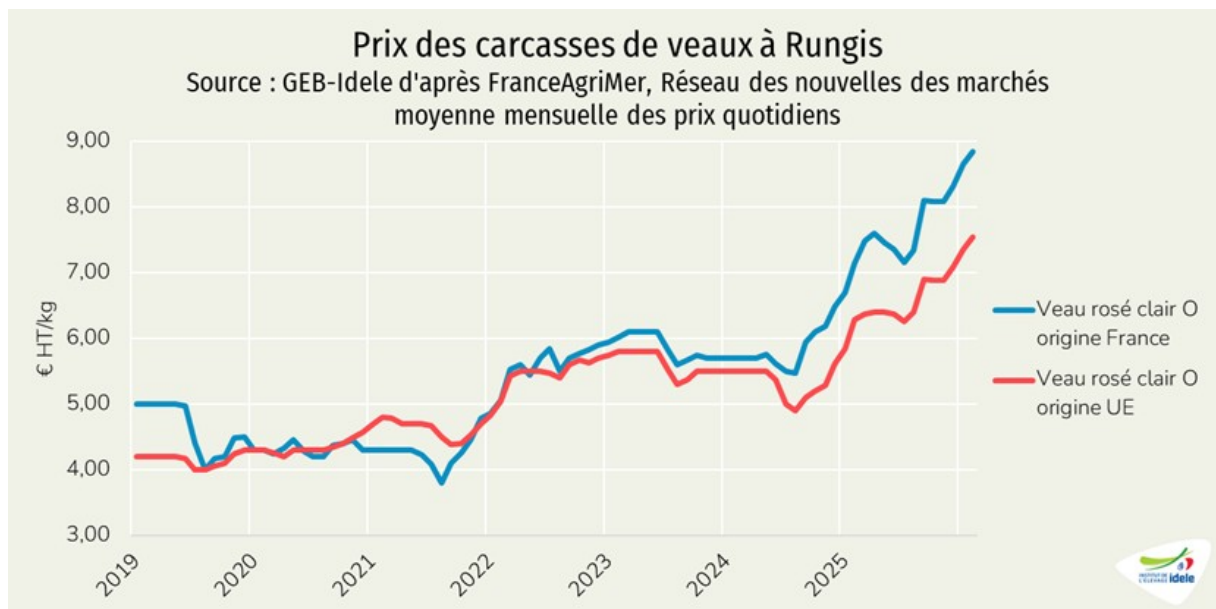
Faute de débouchés italiens, les exportateurs néerlandais se tourneraient un peu plus vers l'hexagone. En effet, les prix des veaux français étaient stabilisés début mars 2026, à rebours des autres producteurs européens et malgré la pression d'un marché atone.



Une légère amorce de baisse semblait poindre en semaine 11 :

- le **veau de boucherie rosé clair O** cotait 9,17 €/kg de carcasse (+18% /2025), en léger recul de 2 centimes sur un mois,
- le **veau de boucherie rosé clair R** cotait 9,57 €/kg de carcasse (+20% /2025), en baisse de 4 centimes en quatre semaines,
- le **veau sous la mère rosé clair U** cotait 11,79 €/kg de carcasse (+14% /2025), en net recul de 33 centimes sur un mois.

Conséquence de ces dynamiques contrastées, l'écart entre les carcasses de veaux françaises et européennes se creusait à Rungis.



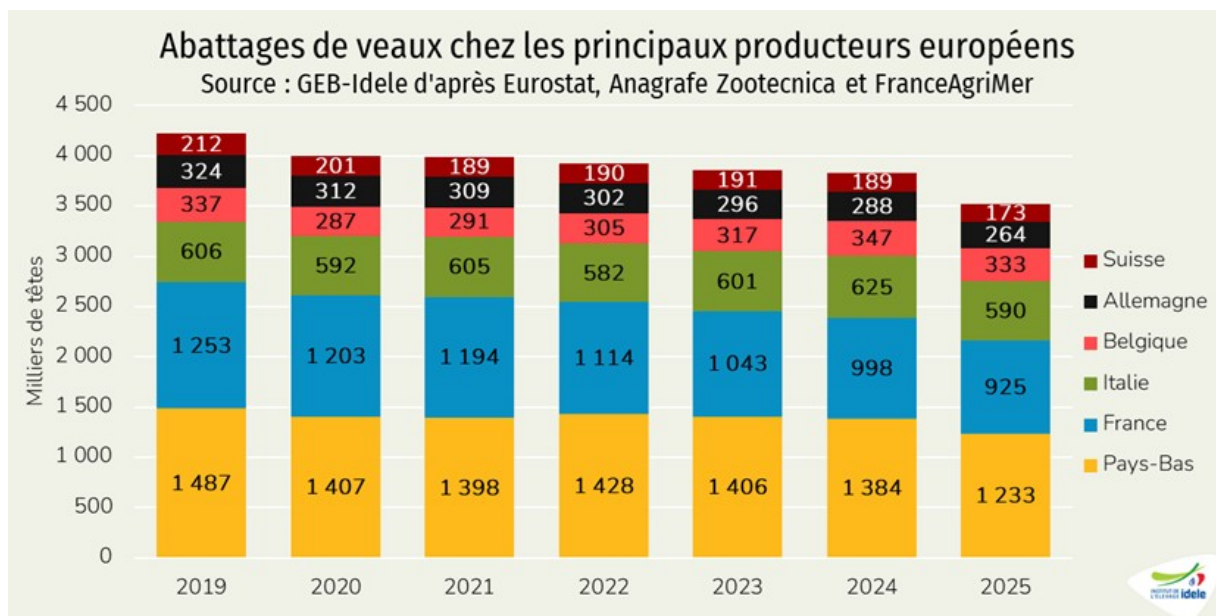
En moyenne entre le 1^{er} et le 16 mars :

- la carcasse de veau rosé clair O origine France s'achetait à 8,90 € HT /kg (+1,41 €/2025),
- la carcasse de veau rosé clair O origine UE s'échangeait à 7,60 € HT /kg (+1,23 €/2025).

L'écart entre les deux cotations continue de se creuser, à 1,30 €, un niveau stable depuis le début de l'année mais inédit sur les cinq dernières années. En mars 2025, l'écart était de 1,11 €.

Nouvelle baisse des abattages en 2025

Les sorties de veaux de boucherie étaient en recul dans toute l'Europe en 2025. Les prix records des veaux laitiers (lire notre article dédié pour en savoir plus) et la consommation relativement prudente n'ont pas incité les intégrateurs à augmenter la production.



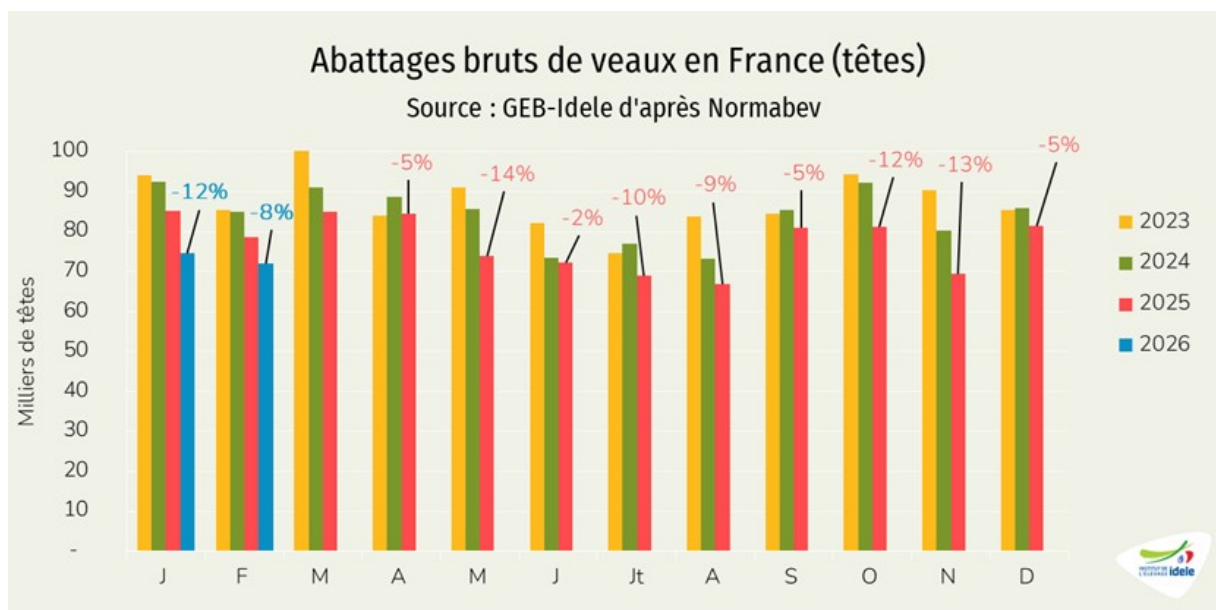
Au total sur l'année 2025 :

- 1 233 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas (-11% /2024) pour 188 000 téc (-12% /2024).
- 925 000 veaux ont été abattus en France (-7%) pour 136 000 téc.
- L'Italie a produit 590 000 veaux, en baisse de 6% après la très bonne année 2024 mais retrouvant un niveau proche des valeurs historiques.
- La Belgique confirme sa bonne dynamique sur le temps long, malgré un recul de 4% par rapport au record de 2024, à 333 000 têtes. La production atteint 59 000 téc (-3% /2024) grâce à des poids carcasse en hausse de 2 kg en moyenne sur l'année.
- L'érosion de la production s'est poursuivie en Allemagne, avec 264 000 veaux (-9% /2024) pour 42 000 téc (-7%). Les poids carcasse étaient en nette croissance et ont gagné 2,8 kg /2024 et 7,1 kg /2023, limitant la baisse de la production par rapport à celle des effectifs abattus.

La baisse de la production européenne se confirme début 2026

En janvier, **74 000 veaux** sont sortis des abattoirs français (-12% /2025), **47 000 veaux** des abattoirs italiens (-7%) et **25 000 veaux** des abattoirs belges (= /2025). Les autres pays producteurs n'ont pas encore publié leurs chiffres.

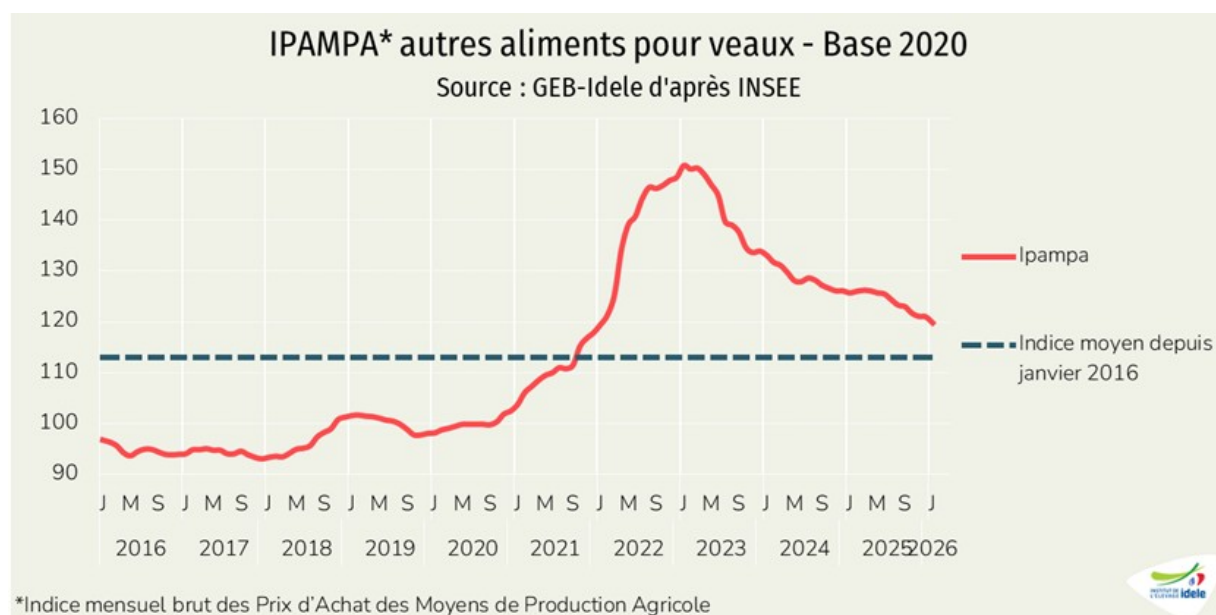
En février, les abattages étaient de nouveau en fort recul en France (-8% /2025 à 71 000 têtes).



En cumulé sur les deux premiers mois de l'année, **146 000 veaux ont été abattus**, en baisse de 11% /2025, poursuivant la tendance observée depuis maintenant un an. En tonnage, la baisse est similaire, à **21 000 téc sur deux mois**. Le léger recul des poids carcasses (-1,3 kg /2025) traduit la fluidité du marché.

L'aliment fibreux toujours en baisse

En janvier, les indices des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) des aliments pour veaux poursuivaient leur dégrue amorcée après le pic de 2023.



En janvier :

- L'**IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** atteignait 121,2 points, en baisse de 2% sur un an,
- L'**IPAMPA autres aliments pour veaux** (aliments fibreux) reculait à 119,8 points (-5% /2025), son plus bas niveau depuis janvier 2022.

Les effets de la guerre en Iran sur le marché du gaz ne seront visible qu'à la publication des indices pour le mois de mars.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

Cours en hausse faute d'offre

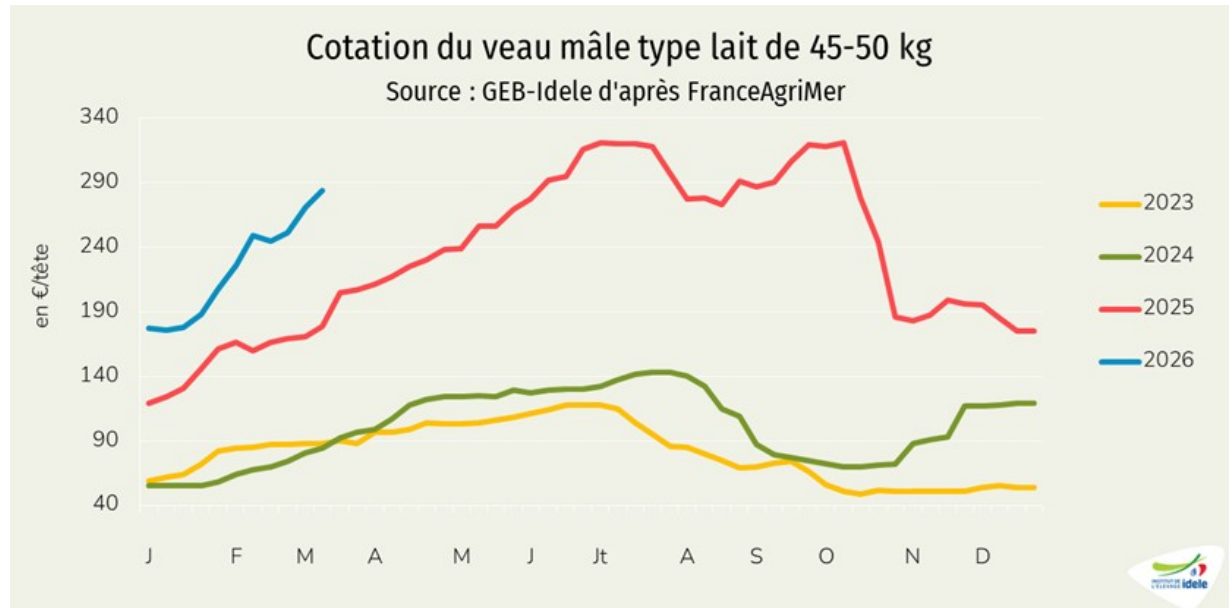
Dernière révision le 23 mars 2026

Les cours des veaux laitiers sont restés en hausse dans toute l'Europe, faute d'offre suffisante pour la production de veaux de boucherie et de viande rouge. Seule l'Espagne voit ses prix reculer dans le sillage des prix des

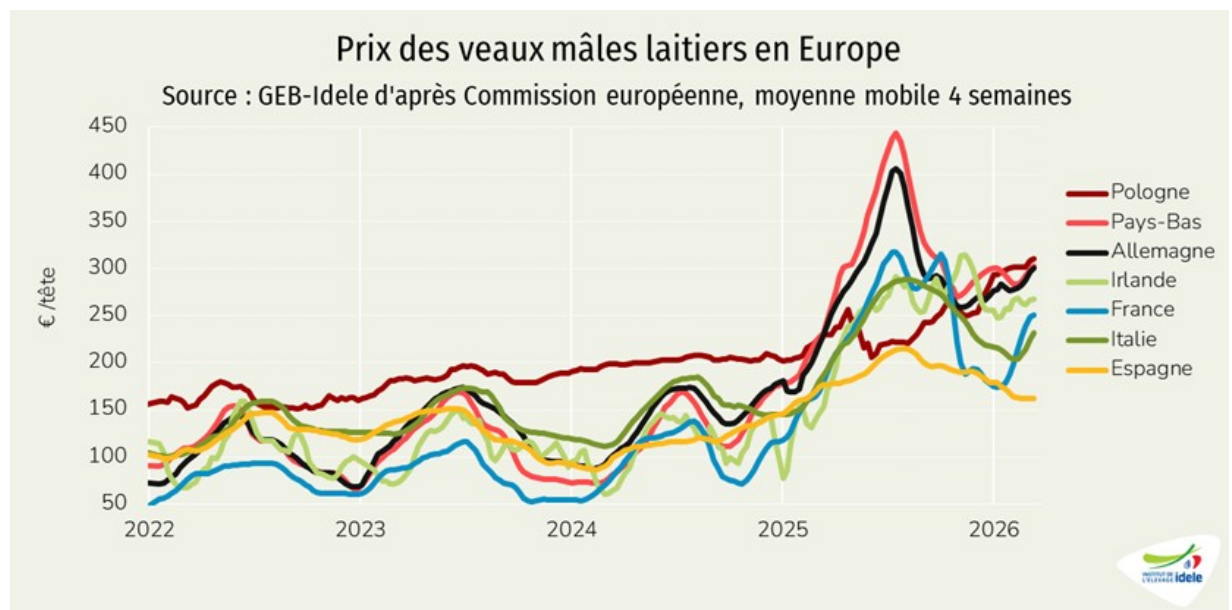
jeunes bovins.

Forte hausse des cours en UE

Les prix des veaux laitiers ont poursuivi leur forte hausse en mars, atteignant des niveaux inédits pour la saison.



En France, les **veaux mâles de type lait** s'achetaient à 284 €/tête en semaine 11, en hausse de 35 € sur un mois et de 105 € sur un an. Le manque d'offre semble net sur les marchés. Cette situation de hausse est généralisée en Europe, avec des records de prix saisonniers généralisés, à l'exception notable de l'Espagne.



Ainsi, d'après la Commission européenne, les cotations des veaux mâles laitiers en mars 2026 étaient nettement supérieures à celles de l'année précédente :

- Les **veaux laitiers polonais** confirmaient leur place de plus chers d'Europe, à 310 €/tête (+85 €/2025), talonnés par les **veaux laitiers néerlandais** (302 €/tête, +75 €/2025) et **allemands** (301 €/tête, + 82 €/2025),
- Les **veaux laitiers irlandais** se stabilisaient à 267 €/tête (+82 €/2025), après un pic en fin d'année dernière,
- Les **veaux italiens** connaissaient une hausse similaire à celle des veaux français (+14% en quatre semaines), atteignant 232 €/tête (+52 €/2025).

Seuls les **veaux espagnols** étaient en baisse sur un an, à 162 €/tête (-12€ /2025). Les perturbations sur le marché de la viande, dues notamment à la peste porcine africaine, peuvent expliquer cette baisse.

Léger recul des exportations

En début d'année, les envois de veaux laitiers français étaient en léger recul.

Export français de veaux de mère laitière (<2 mois) - moyenne hebdomadaire

Source : GEB - Idele d'après SPIE-BDNI



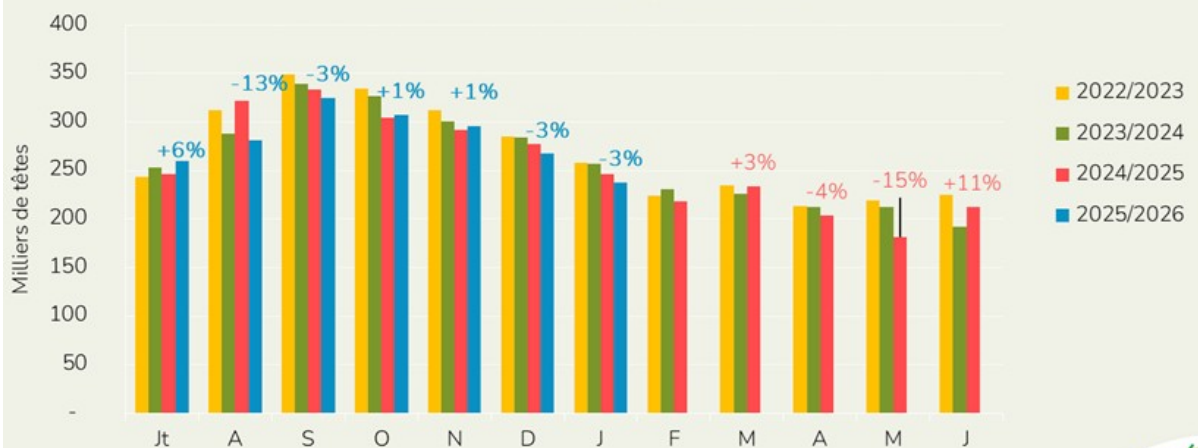
Sur cinq semaines, **32 000 veaux ont été exportés**, soit 1 000 de moins qu'en 2025. La destination de **95% de ces veaux a été l'Espagne**, marché historique des veaux laitiers français.

Nette baisse des naissances

Les **naissances de veaux laitiers étaient en baisse de 3,4% en janvier**, avec 238 000 têtes.

Naissances de veaux de mère laitière

Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



Sur ce total, **139 000 veaux sont a priori destinés à l'engraissement** (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), en baisse plus nette (-4,5% /2025), traduisant probablement un moindre recours au sexage lors des inséminations du printemps 2025.

Abondance de lait sur fond de tensions géopolitiques

Dernière révision le 23 mars 2026

13%

Dernière révision le 23 mars 2026

C'est la part du Moyen-Orient en 2025 dans les exportations européennes de produits laitiers, soit 3,88 milliards € sur les 29,63 milliards d'euros exportés.

Lait de vache » Collecte laitière »

Collecte française en hausse, prix en baisse

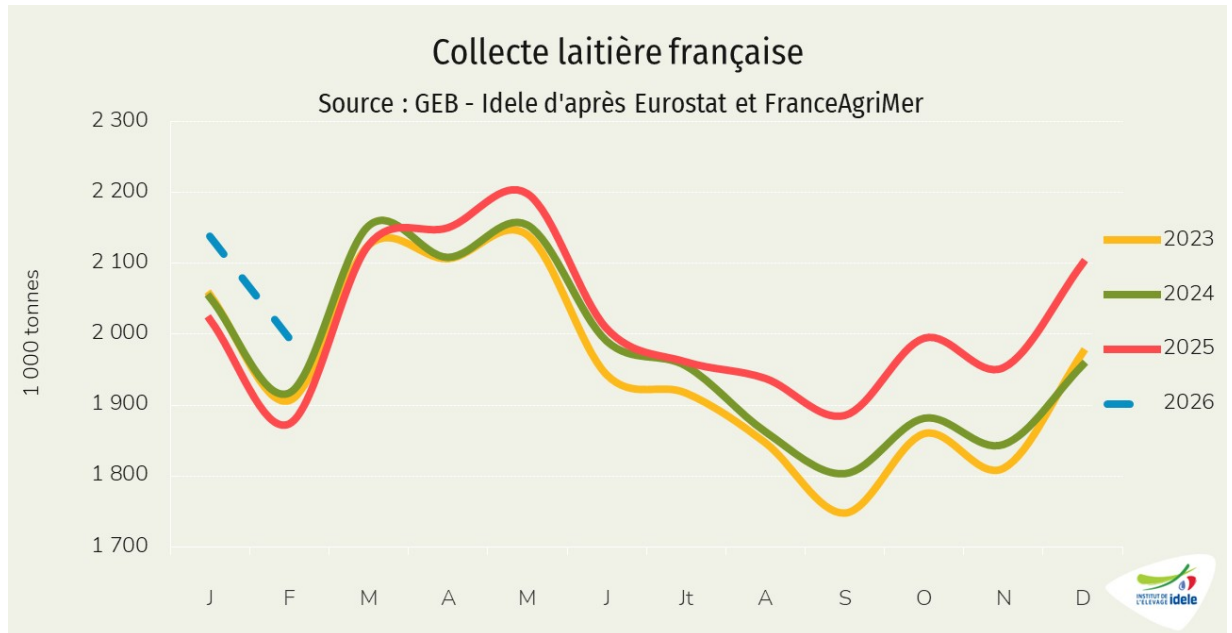
Dernière révision le 24 mars 2026

La collecte laitière française reste dynamique en ce début d'année 2026, portée par des gains de productivité. Mais les prix du lait baissent face à un surplus de production difficile à absorber.

La collecte laitière reste soutenue début 2026

En janvier 2026, la collecte laitière française a poursuivi son net redressement (**+5,8% /janv. 2025**). Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, cette tendance se serait prolongée en février, avec une hausse sur un an estimée à plus de 6%. Cette progression intervient malgré la poursuite du repli du cheptel laitier (-2,4% / janv. 2025). Elle s'explique par un gain marqué de productivité, soutenu par des coûts d'alimentation contenus, la bonne qualité des fourrages récoltés en 2025 et la montée en puissance de la robotisation dans les élevages.

La mise à l'herbe des vaches reste pour l'heure partielle, freinée par des conditions de portance des sols parfois insuffisantes. Dans ce contexte, la ration distribuée à l'auge demeure déterminante pour soutenir les performances laitières.



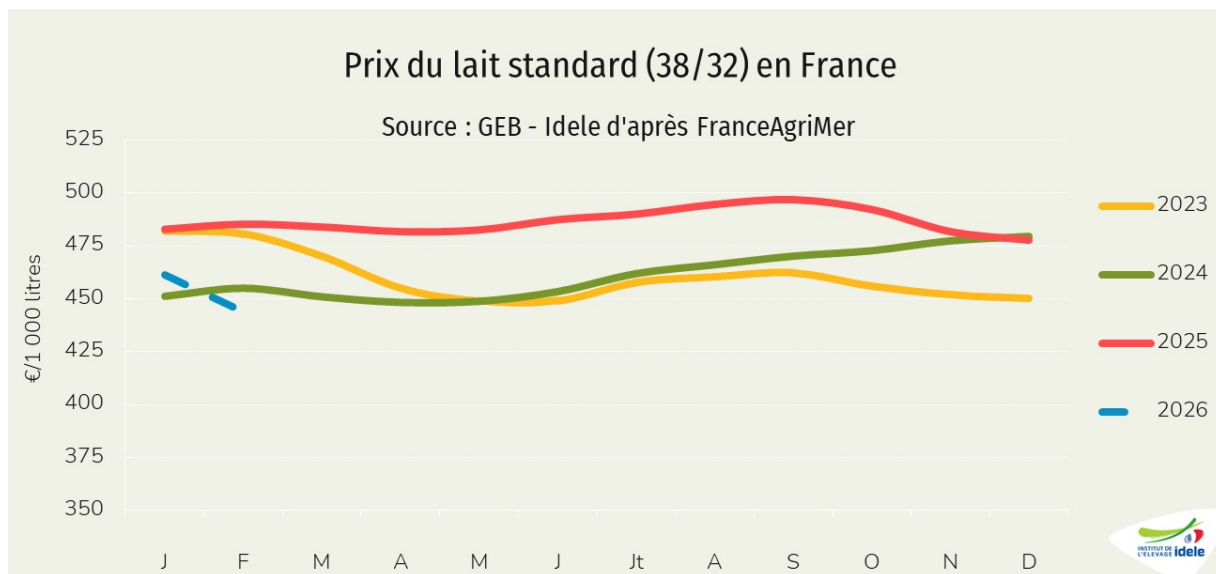
En mars la collecte française semble rester sur une dynamique de hausse alors même que le prix du lait a baissé. Les regards se tournent désormais vers avril : **la baisse des prix entraînera-t-elle un reflux de la production ?** À l'échelle européenne, la collecte est également restée très dynamique en janvier (voir article collecte monde). Reste à déterminer dans quelle mesure la baisse des prix du lait influencera, dans les prochains mois, le niveau de production au sein de l'UE alors que les prix des commodités se redressent. À ces incertitudes s'ajoutent les effets, encore difficiles à mesurer, de la FCO qui a touché le Grand Ouest l'été dernier. Les décalages de vêlages attendus pourraient en effet perturber le pic de production printanier et déplacer une partie des volumes vers la période estivale.

Le prix du lait sous pression face au surplus de production

Depuis octobre dernier, le prix du lait en France a amorcé un recul. En janvier pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **461 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau de janvier 2025 (-22 €).

Selon l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix standard poursuivrait son repli en février (estimé à -40 € /fév. 2025). En mars, les prix devraient encore diminuer, de 5 à 10 € en moyenne par rapport au mois précédent.

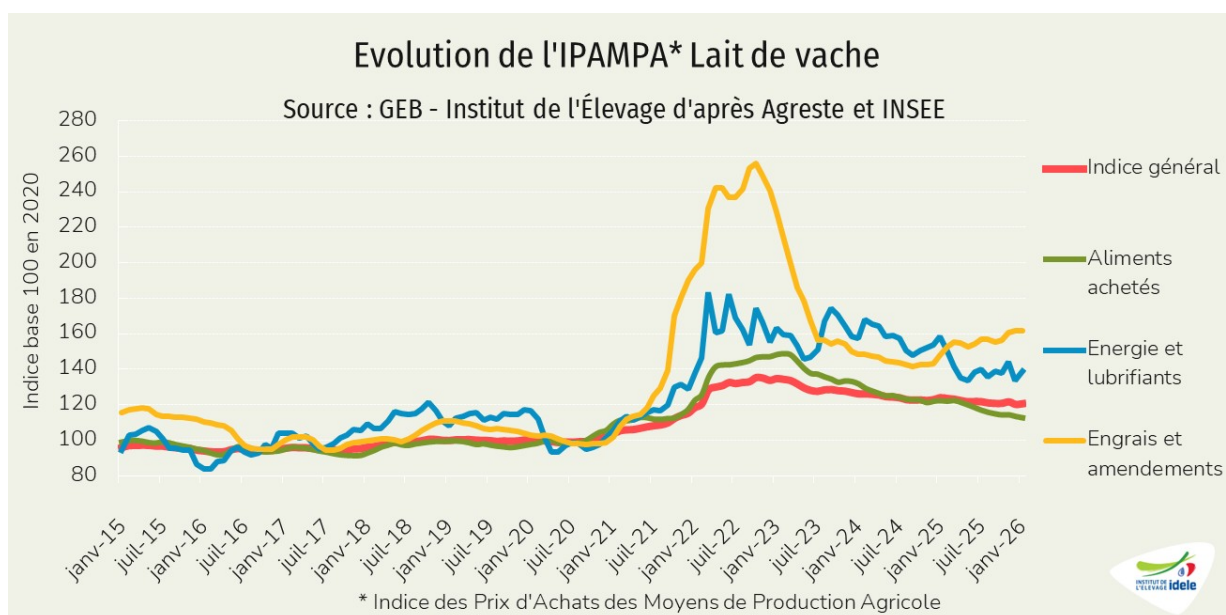
Reste à savoir si cette tendance se poursuivra ou si un redressement interviendra. Le surplus de lait, observé depuis plusieurs mois en France et dans l'UE, devient de plus en plus difficile à absorber pour certains sites laitiers désormais saturés. Dans ce contexte, les laiteries exercent une pression à la baisse sur les prix payés aux éleveurs, afin de freiner la collecte. Tant que la production restera élevée, les prix du lait auront du mal à repartir à la hausse.



Marge laitière en recul

Les charges en élevages, d'après l'IPAMPA lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), ont **très légèrement augmenté en janvier 2026** d'un mois sur l'autre (+0,3%) et ont diminué de 2,7% / janv. 2025. Sur un an, le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-7,9% /2025), pour l'énergie (-12,6%) mais en hausse soutenue pour les engrais (+9,5%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont diminué de 3,7% sur un an, alors que les biens d'investissement ont légèrement augmenté de 0,9%. Le **conflit au Moyen-Orient** déclenché le 28 février a fait flamber le prix de l'énergie et des engrais. Son impact ne sera visible sur l'IPAMPA qu'à partir de la publication de l'indice de mars.

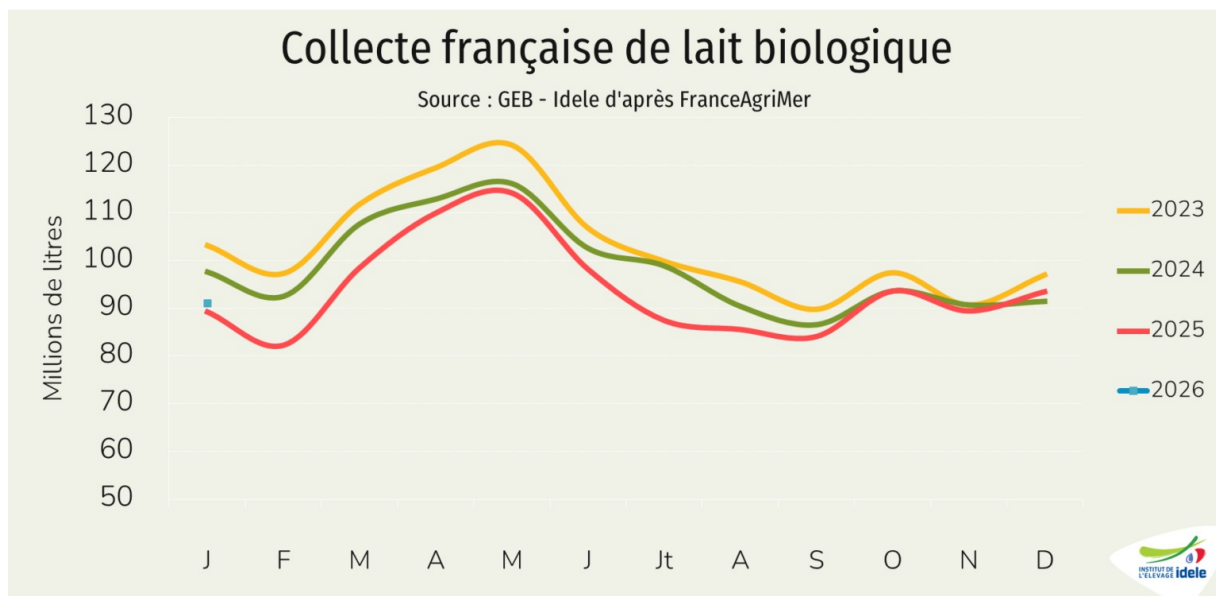
La marge MILC, estimée à 236 €/1 000 l en janvier dernier, connaît son troisième mois consécutif de recul, perdant 13 € sur un mois. Ce repli résulte de la combinaison d'une baisse du prix du lait, d'une stabilité des prix des produits issus de la vente des animaux et d'une très légère hausse des charges. Sur un an, la MILC reste toutefois en progression, avec une augmentation de 21€/1000 l. Le produit lait a baissé de 20 €, les coproduits viande ont augmenté de 31€, tandis que les charges se sont réduites (-10€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025. Par ailleurs les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années et les charges associées ne sont pas encore pris en compte dans la MILC et l'IPAMPA qui sont en base 2020.



Rebond de la collecte de lait bio

Après trois années de repli, **la collecte de lait bio renoue avec la croissance depuis décembre 2025**. En janvier 2026, la collecte a progressé de 2% sur un an, pour atteindre 91 millions de litres. Cette reprise intervient toutefois dans un contexte de forte contraction du nombre de livreurs: la filière a perdu 5,5% de ses producteurs en un an, pour s'établir à 3500 exploitations en janvier 2026.

La hausse de la collecte s'explique ainsi par un gain de productivité des vaches laitières. Les fourrages d'herbe et de maïs, de bonne qualité en 2025, ont favorisé une amélioration des performances, tant en volume de lait produit qu'en matière sèche utile, avec des taux de matières grasses et protéiques en progression. La mise au pâturage reste néanmoins irrégulière, rythmée par des épisodes pluvieux. Dans ce contexte, le maintien d'une ration à l'auge de qualité, en complément du pâturage, contribue à soutenir la production par vache.



Lait de vache » Commerce extérieur »

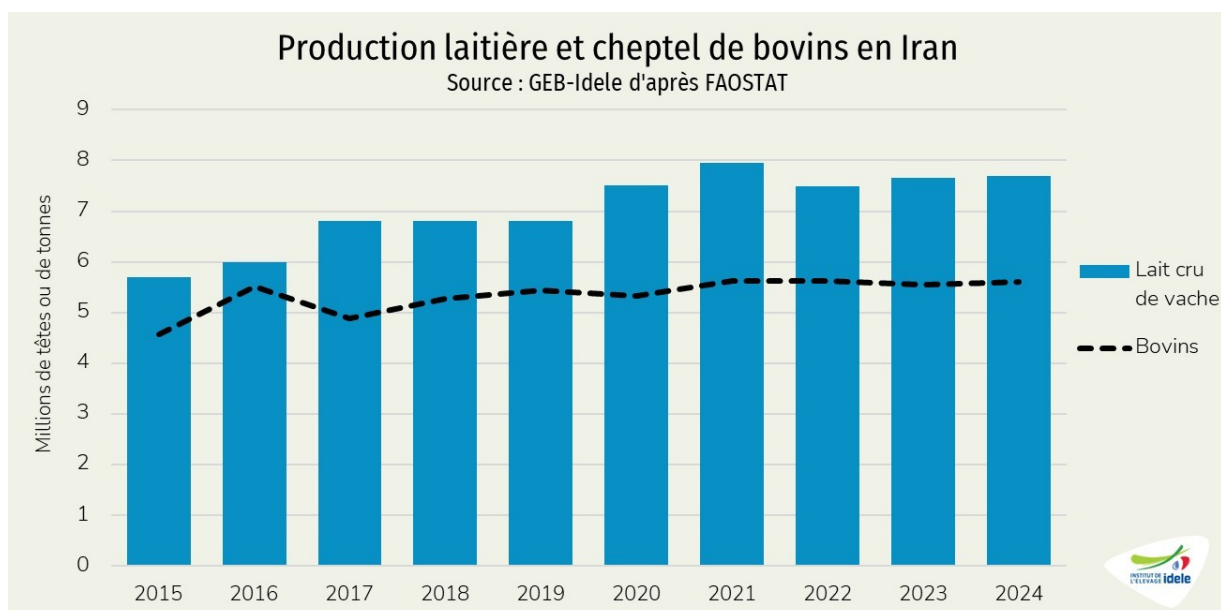
Quels effets du conflit au Moyen-Orient pour le marché des produits laitiers ?

Dernière révision le 23 mars 2026

Le conflit initié en Iran par les États-Unis et Israël fin février pourrait fortement perturber les marchés laitiers en fonction de sa durée. L'Iran est un producteur important dans la zone et les pays du Moyen-Orient sont des importateurs de poids sur le marché mondial.

L'Iran, un acteur laitier important dans le Moyen-Orient

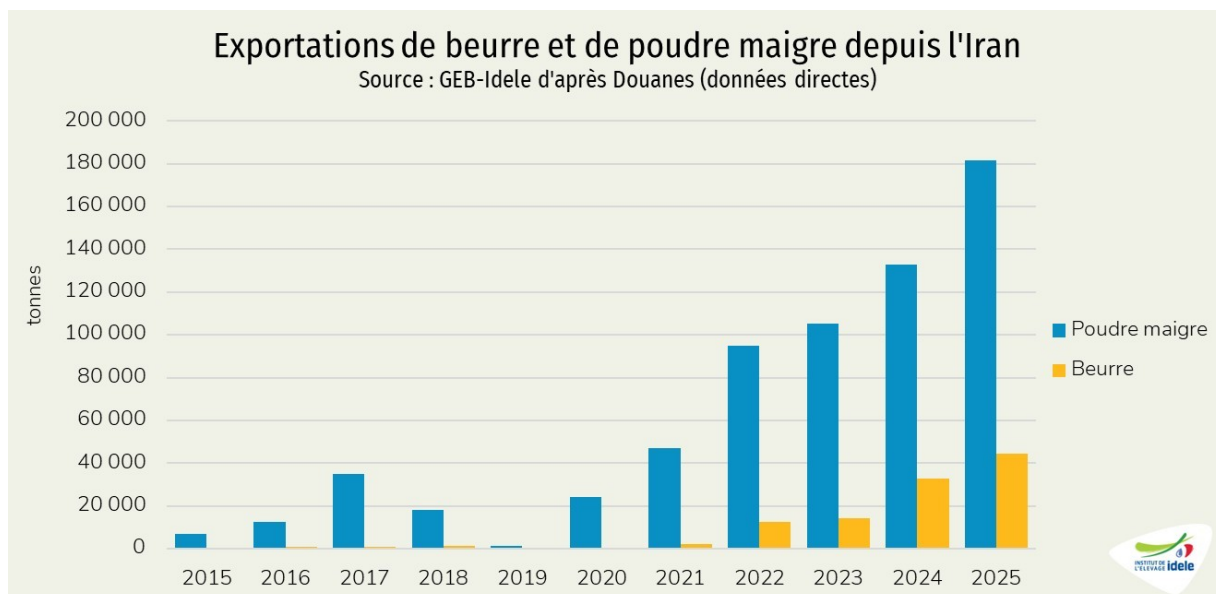
L'Iran est un acteur majeur de la production laitière au Moyen-Orient. D'après les données de la FAO, le pays comptait 5,60 millions de bovins en 2024 et a produit 7,70 millions de tonnes de lait de vache la même année.



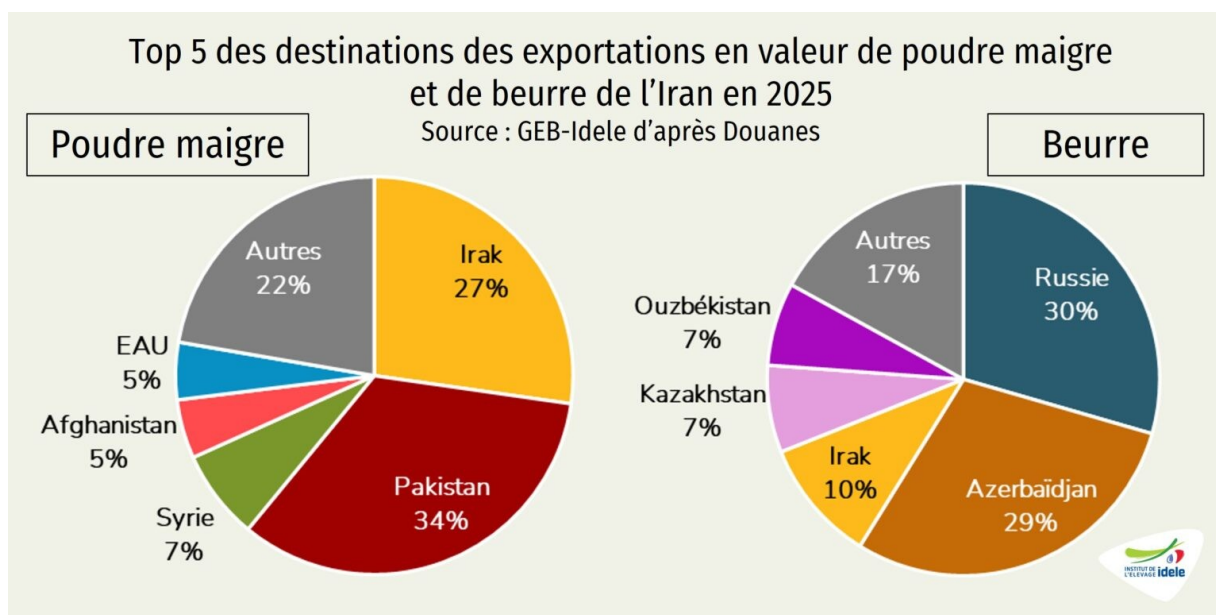
Les données disponibles sur les fabrications laitières sont limitées. Toutefois, d'après la FAO, **l'Iran aurait produit en 2023 environ 300 000 tonnes de fromage et 200 000 tonnes de beurre, ainsi que 4,8 millions de tonnes de lait écrémé dont une partie a été transformée en poudre maigre**. Toujours d'après la FAO, le pays aurait aussi produit 12 500 tonnes de poudre de lactosérum. D'autres produits sont également fabriqués : matière grasse anhydre, crème, poudres grasses, lait concentré.

Une partie de ces fabrications iraniennes est destinée à l'exportation. Ici encore, les statistiques sont peu nombreuses. Seules les données des douanes iraniennes ou celles de ses partenaires, quand elles existent, sont exploitables.

D'après les douanes iraniennes, **les exportations iraniennes sont significatives pour le beurre et surtout pour la poudre maigre.** En 2025, l'Iran aurait exporté 44 500 t de beurre (+37% /2024) et 182 000 t de poudre de lait écrémé (+37%). L'Iran serait ainsi devenu le 4^{ème} exportateur mondial de poudre maigre derrière l'UE, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande mais devant l'Australie. En 2025, les exportations de beurre comme de poudre maigre depuis l'Iran auraient dépassé 310 millions d'euros.



D'après les douanes iraniennes, **les principaux destinataires des envois iraniens se situent à proximité : Moyen-Orient, Asie centrale, ...** En 2025, le premier client pour la poudre maigre iranienne était le Pakistan (34% en valeur), devant l'Irak (27%) et la Syrie (7%). Pour le beurre, les premiers clients étaient la Russie (30%), l'Azerbaïdjan (29%) et l'Irak (10%).



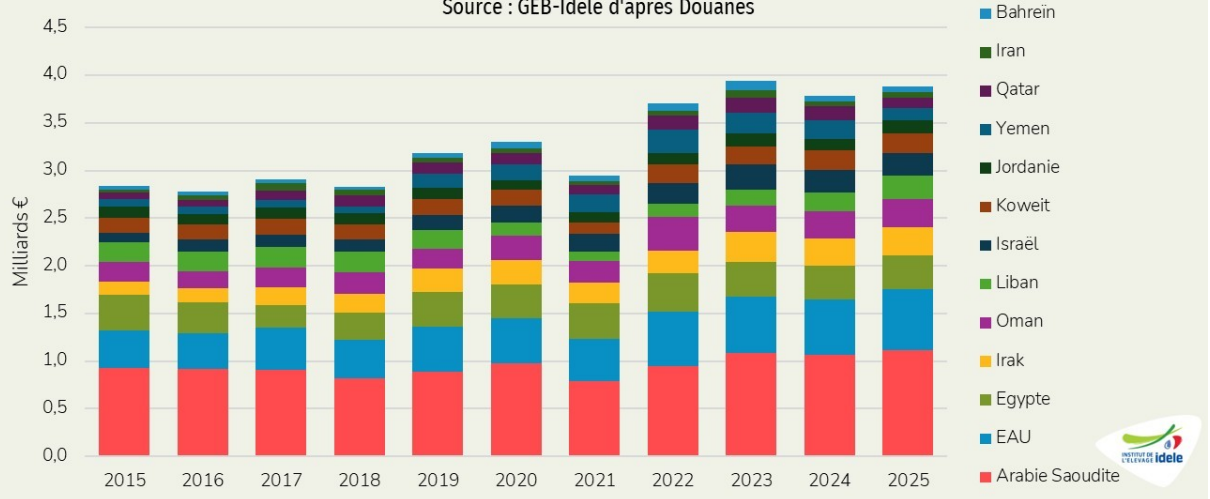
D'abord source de tensions sur les marchés de l'énergie, le déclenchement par les États-Unis et Israël du conflit en Iran le 28 février 2026 soulève désormais de nombreuses interrogations sur le devenir de la production laitière iranienne. Cette guerre pourrait entraîner des conséquences importantes sur les marchés agricoles du pays et de la zone, d'autant que le conflit s'est rapidement étendu, avec la riposte de l'Iran sur les bases militaires étatsuniennes dans le golfe persique et l'ouverture d'un nouveau front au Liban le 1^{er} mars entre Israël et le Hezbollah.

Le Moyen-Orient, une destination importante pour les produits laitiers européens

Le Moyen-Orient est un **débouché majeur pour les exportations européennes de produits laitiers, globalement en croissance** depuis la fin de la pandémie de covid. En 2025, l'UE avait exporté pour plus de 3,8 milliards € de produits laitiers dans la région.

Exportations annuelles en valeur de produits laitier depuis l'UE-27 vers le Moyen-Orient

Source : GEB-Idele d'après Douanes

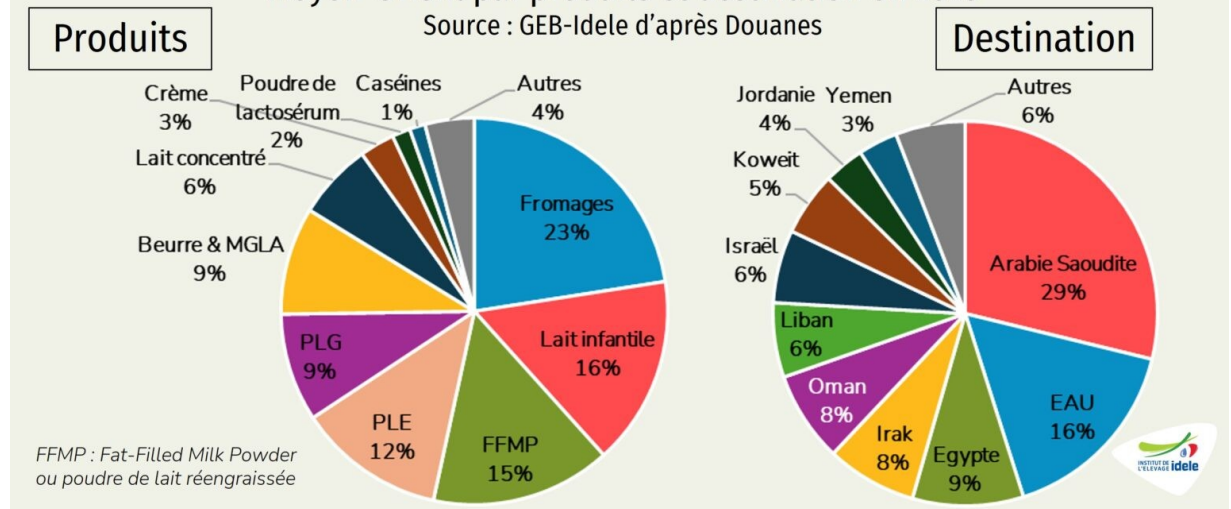


En 2025, les principaux clients des envois de l'UE étaient l'Arabie Saoudite (29% des envois de produits laitiers en valeur), devant les Émirats Arabes Unis (16%), l'Égypte (9%), l'Irak (8%), Oman (8%) et le Liban (6%).

Parmi les produits expédiés en 2025, le premier poste en valeur concernait les fromages (23% des envois), devant les poudres de lait infantile (16%), les poudres de lait réengraissé à base de matières grasses végétales ou FFMP (15%), la poudre de lait écrémé (12%), les poudres grasses (9%) et le beurre et matières grasses laitières anhydres (9%).

Exportations en valeur de produits laitiers de l'UE à destination du Moyen-Orient par produits et destination en 2025

Source : GEB-Idele d'après Douanes



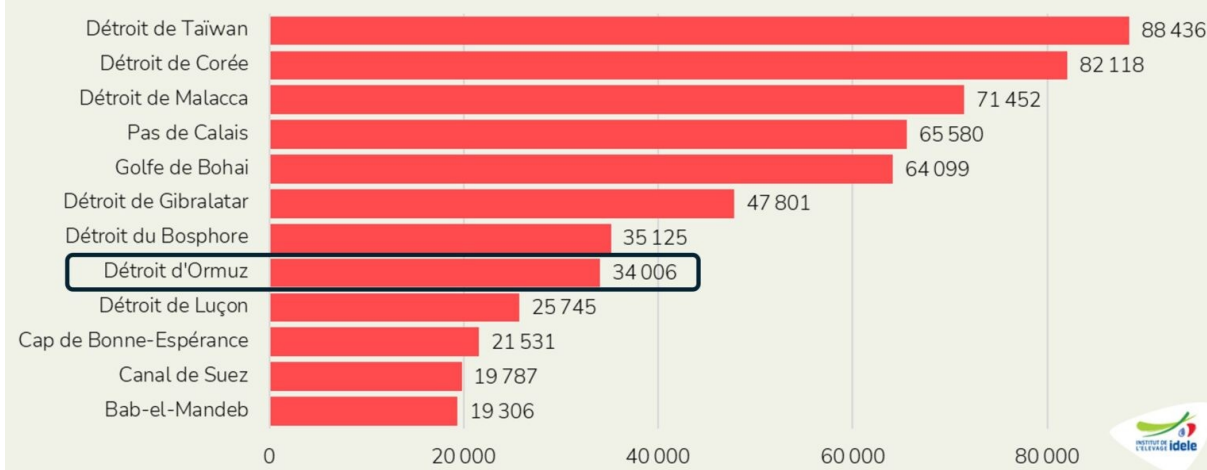
La situation conflictuelle dans la zone depuis la fin du mois de février dernier soulève de nombreuses interrogations sur le commerce de produits laitiers.

Le conflit au Moyen-Orient perturbe les routes maritimes

Outre les effets potentiels sur la production iranienne et ses exportations, la prolongation du conflit pourrait avoir des effets sur le commerce mondial de produits laitiers. Notamment car depuis le début du conflit, l'Iran perturbe fortement l'utilisation par les navires commerciaux du détroit d'Ormuz, 8^{ème} détroit du commerce maritime mondial.

Nombre moyen annuel (2019-2025) d'escales en transit dans les principaux goulets d'étranglement du commerce maritime mondial

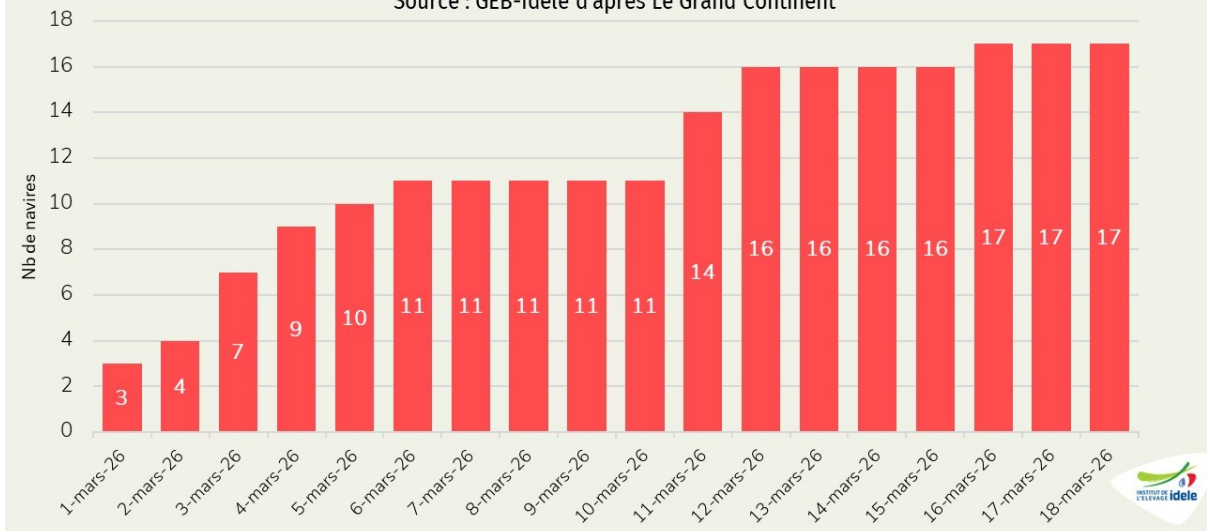
Source : GEB-Idele d'après IMF Portwatch



Entre le 1^{er} et le 18 mars dernier, les attaques sur les navires civils ont constamment augmenté. Sur la période, 217 navires civils ont été pris pour cible dans ce détroit par le gouvernement iranien.

Navires civils attaqués dans le détroit d'Ormuz

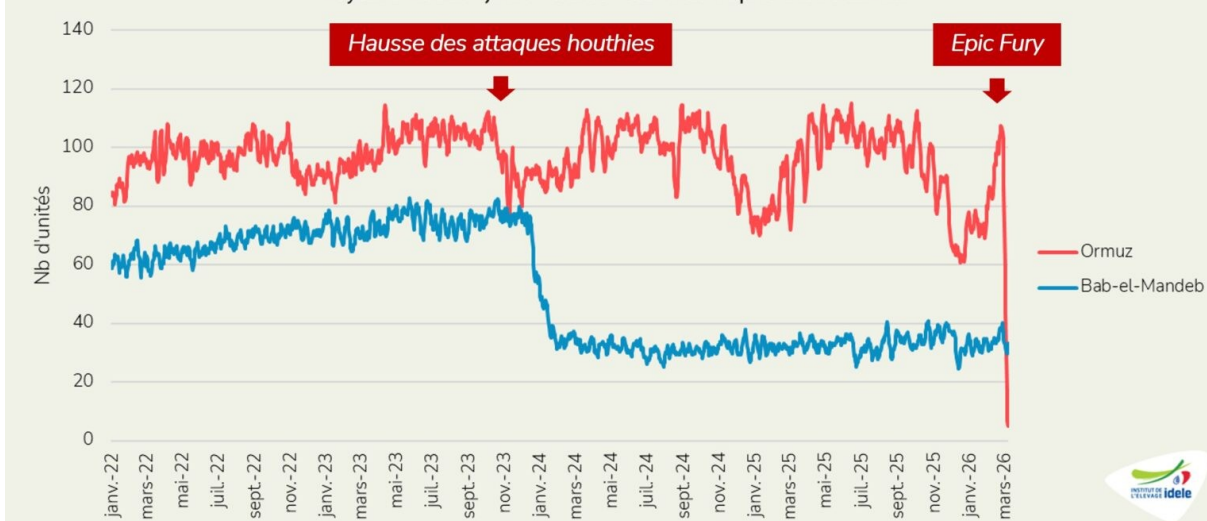
Source : GEB-Idele d'après Le Grand Continent



Dans la zone, le détroit de Bab-el-Mandeb avait déjà vu ses flux commerciaux diminuer de près de 60% fin 2023 en raison de la multiplication des attaques des Houthis du Yémen déclarant agir en solidarité avec les Palestiniens. Aujourd'hui, avec le développement du conflit en Iran et dans la zone, l'utilisation du détroit d'Ormuz par les navires commerciaux a chuté et est désormais presque nul.

Trafic journalier dans les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb

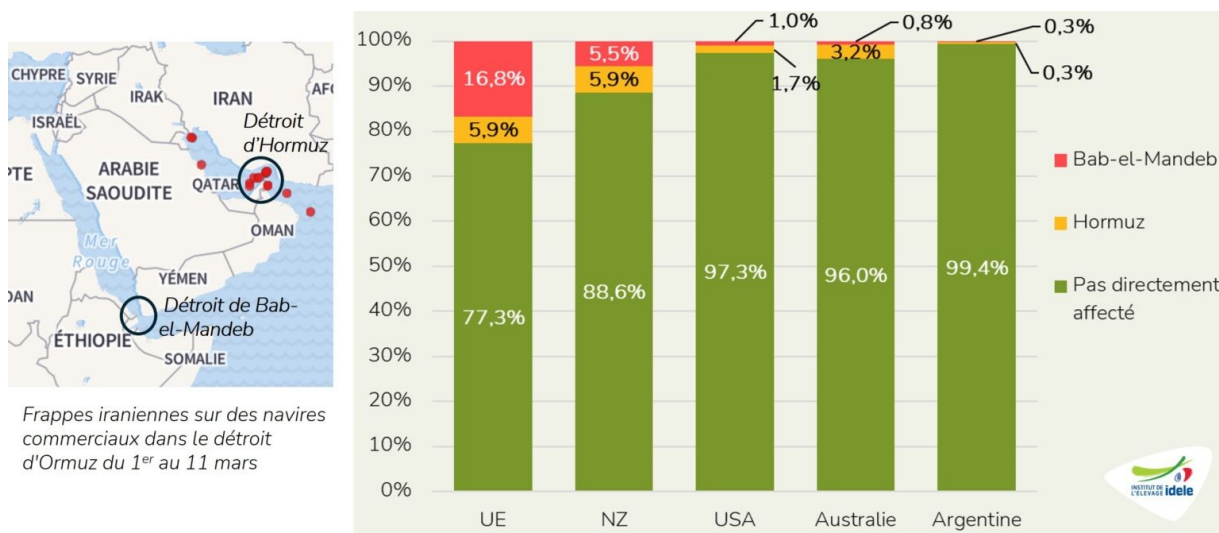
Moyenne mobile 7 jours - source : GEB-Idele d'après IMF Portwatch



Si l'Iran importe peu de produits laitiers depuis l'UE, la **fermeture du détroit d'Ormuz bloque les exportations maritimes vers l'Irak, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats Arabes Unis et la partie orientale de l'Arabie Saoudite**. L'Arabie Saoudite a certes d'autres options d'importation via ses ports occidentaux comme ceux de Djeddah, de Yanbu ou de Jizan, mais celles-ci restent menacées par les attaques houthies. Et pour les autres pays de la zone, le détroit d'Ormuz reste la seule voie d'accès maritime.

Les exportations de l'UE sont donc particulièrement exposées en cas de prolongation du conflit. C'est également le cas des exportations de la Nouvelle-Zélande et dans une moindre mesure des États-Unis et de l'Australie. En outre, le développement du conflit soulève des menaces de groupes yéménites alignés sur l'Iran qui pourrait également perturber le transport maritime restant à travers le détroit de Bab el-Mandeb et donc poser des risques pour d'autres flux commerciaux laitiers.

D'après la Rabobank, cette voie est essentielle pour les exportations laitières de l'UE vers le Moyen-Orient mais aussi vers l'Asie. **En 2025, les flux originaux de l'UE et transitant par le détroit d'Ormuz représentaient près de 6% des envois totaux en valeur. Et ceux transitant par le détroit de Bab el-Mandeb représentaient près de 17% du total.** Les perturbations affecteraient également les exportations néo-zélandaises dont près de 6% transitaient par Ormuz et près de 6% encore par Bab-el-Mandeb, notamment vers les destinations UE et Royaume-Uni.



Les principales compagnies maritimes ont montré leur capacité à s'ajuster après la multiplication des attaques fin 2023 contre des navires commerciaux en mer Rouge. Les réponses des compagnies maritimes sont déjà nombreuses. Récemment, la CMA CGM annonçait déployer des solutions alternatives permettant de relier les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, le Sultanat d'Oman, l'Irak, Qatar, le Bahreïn, le Koweït et la Jordanie depuis différents ports dont celui de Djeddah via des routes terrestres et ferroviaires.

Si le conflit persiste, certains experts envisagent ainsi plutôt des temps de transit plus longs plutôt qu'une interruption structurelle des flux commerciaux. Les expéditions de l'UE vers l'Asie du Sud-Est qui nécessitent généralement neuf à dix semaines pourraient ainsi prendre jusqu'à douze semaines.

Volatilité des cours des commodities laitières

Du côté des marchés des commodities, le conflit semble actuellement participer à la hausse des cours du beurre comme de la poudre maigre. En effet, **l'incertitude a encouragé certains acheteurs mondiaux à sécuriser leurs approvisionnements**. Mais cet effet pourrait s'estomper une fois les stocks constitués, ce qui pourrait à nouveau exercer une pression sur les prix par la suite. Le conflit devrait donc continuer à stimuler la volatilité des prix dans les prochaines semaines. Néanmoins, les fortes disponibilités en lait, déterminantes pour l'évolution des marchés laitiers, pourraient limiter cette volatilité à plus long terme. La durée du conflit restera décisive.

Des conséquences sur l'économie générale difficilement quantifiables

Outre les conséquences directes sur les routes maritimes, ce conflit régional aura des impacts probablement négatifs sur **l'économie de la zone et le pouvoir d'achat des pays concernés**.

Par ailleurs, au niveau mondial, il est à craindre une **hausse des prix de l'énergie et des fertilisants**, ainsi qu'une probable inflation généralisée, à l'image de la période qui a suivi le déclenchement par la Russie de la guerre en Ukraine en février 2022.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Hausse de la production mondiale mais rebond des cours des commodities

Dernière révision le 24 mars 2026

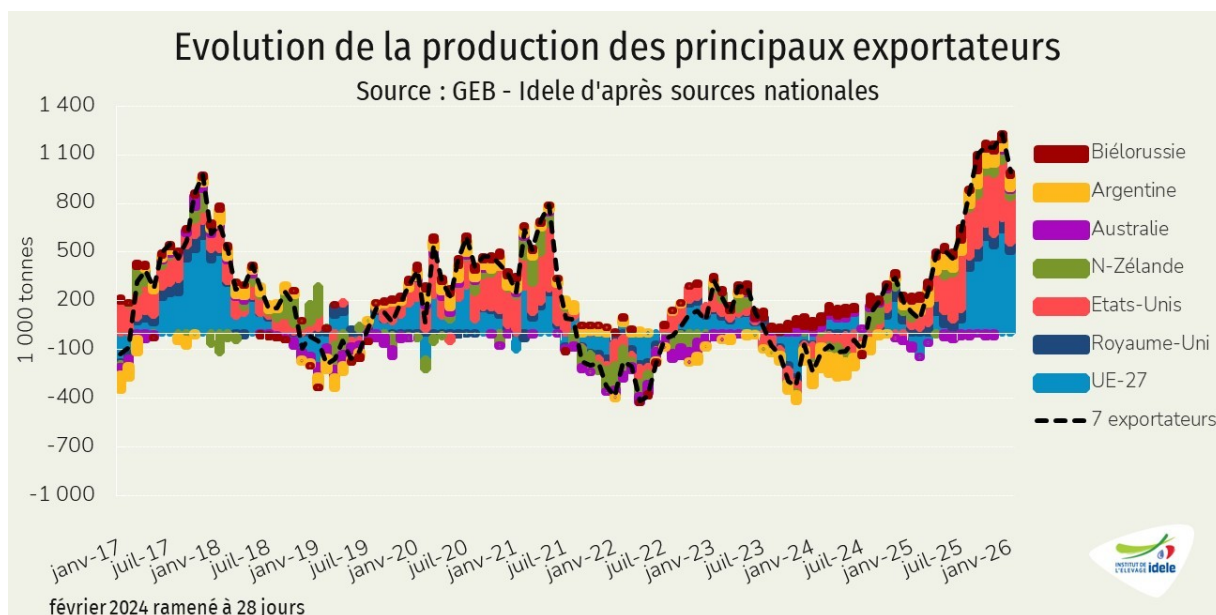
Pas de changement côté production de lait dans les principaux bassins exportateurs. Elle restait toujours orientée à la hausse début 2026. Avec l'abondance de lait, les prix à la production ont reculé. Mais les cours des commodities se redressent, parfois nettement.

La production encore en hausse chez les principaux exportateurs

En janvier 2026, malgré un léger ralentissement du rythme, **la croissance sur un an de la production de lait est restée marquée** chez les 7 principaux exportateurs (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande Royaume-Uni et UE). La hausse approchait le million de tonnes, à 988 000 tonnes (+3,7% /2025) et l'ensemble des bassins de production restaient concernés par la progression, la majorité de la croissance de la collecte du groupe étant en UE (51%), devant les États-Unis (28%).

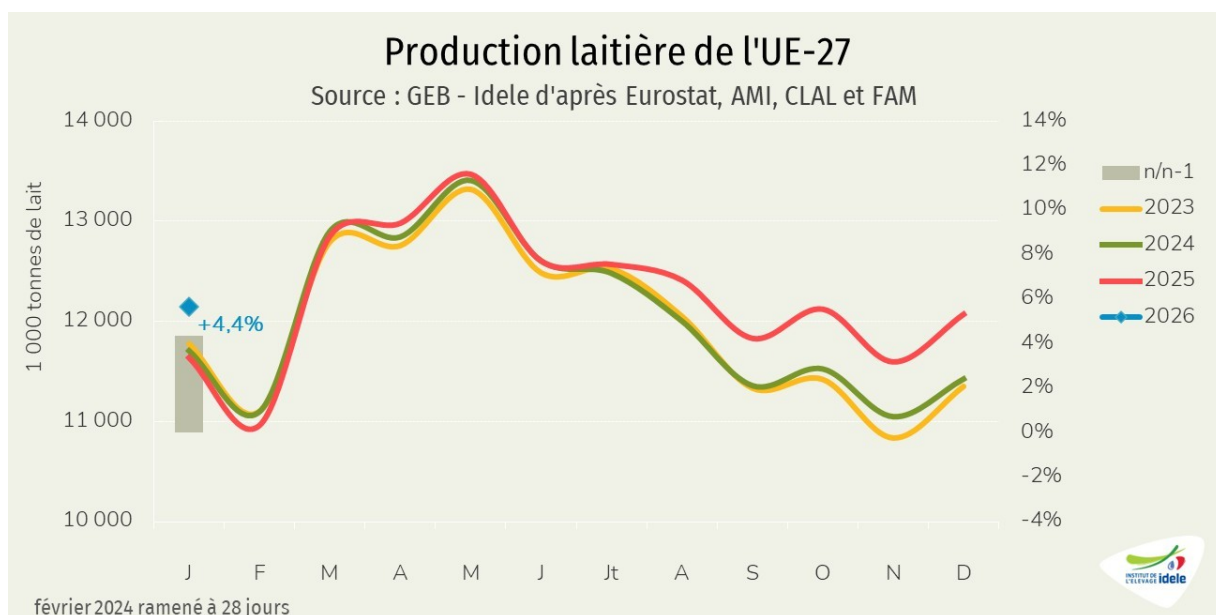
En janvier 2026, les hausses de production sur un an restaient variables :

- +503 000 t pour l'UE-27 à 12,14 millions de tonnes (+4,3% /2025) ;
- +279 000 t pour les États-Unis à 8,99 millions de tonnes (+3,2%) ;
- +75 000 t pour l'Argentine à 927 000 tonnes (+8,8%) ;
- +48 000 t pour le Royaume-Uni à 1,37 million de tonnes (+3,6%) ;
- +47 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 2,43 millions de tonnes (+2,0%) ;
- +25 000 t pour la Biélorussie à 768 000 tonnes (+3,4%) ;
- +11 000 t pour l'Australie à 740 000 tonnes (+1,5%).



L'UE reste motrice de la croissance mondiale début 2026

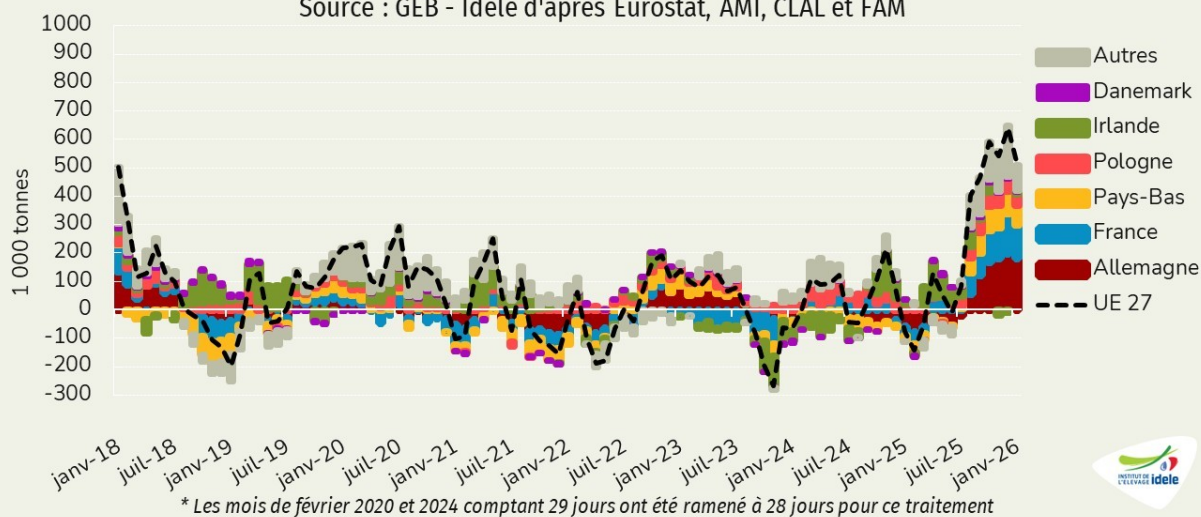
Dans le sillage du 2nd semestre 2025, **la production laitière dans l'UE-27 affichait une nette progression début 2026**. Après avoir oscillé entre +3% et +6% sur la seconde partie de 2025, la progression sur un an a dépassé +4% en janvier 2026.



En début d'année, les collectes restaient en hausse chez les principaux exportateurs européens. C'était notamment le cas de l'**Allemagne** (+6,8% /2025 à 2,70 Mt), de la **France** (+5,8% à 2,14 Mt), des **Pays-Bas** (+6,2% à 1,23 Mt), de la **Pologne** (+3,4% à 1,19 Mt) ou de l'**Irlande** (+4,2% à 174 000 t).

Evolution de la collecte des principaux pays de l'UE-27 (n / n-1)

Source : GEB - Idele d'après Eurostat, AMI, CLAL et FAM

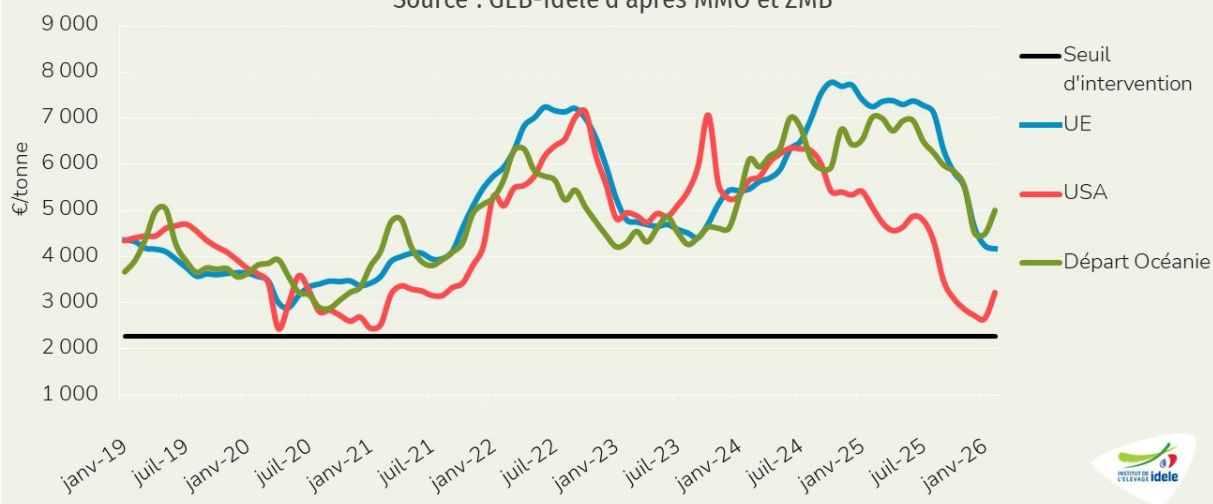


Les cours des commodities ont entamé un rebond

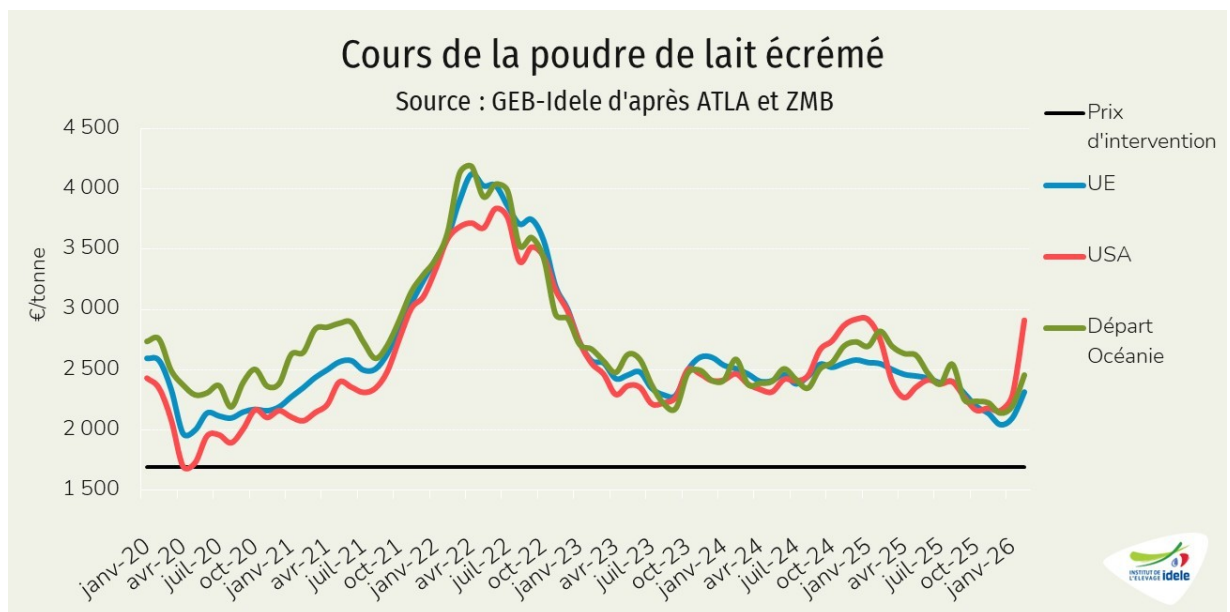
Après des mois de baisse, **les cours du beurre ont amorcé un rebond** chez une partie des principaux exportateurs avec une demande un peu plus ferme d'après l'USDA et AMI, dans un contexte toutefois marqué par des disponibilités toujours importantes en lait. Aux États-Unis, la cotation est ainsi repassée au-dessus des 3 000 €/t. En février 2026, elle a atteint 3 215 €/t (+21% /janvier 2026 mais -37% /février 2025). En Océanie, le cours est même repassé au-dessus des 5 000 €/t, à 5 001 €/t (+11% /janvier 2026 mais -29% /février 2025). Constat plus nuancé dans l'UE où la baisse a seulement ralenti : le cours du beurre s'est en effet établi à 4 176 €/t (-2% /janvier 2026 et -42% /février 2025).

Cours du beurre

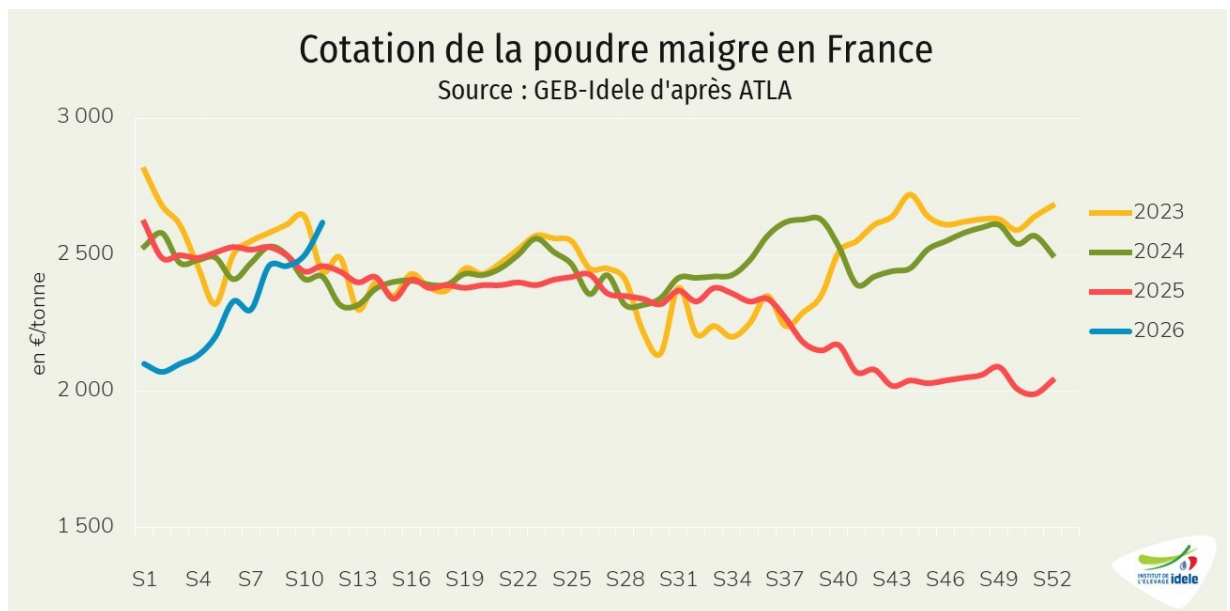
Source : GEB-Idele d'après MMO et ZMB



L'évolution a été également significative pour les cours de la poudre maigre, alors que l'offre de reste limitée aux États-Unis, les transformateurs privilégiant le fromage et le lactosérum plutôt que la poudre maigre et le beurre. En février 2026, la cotation départ Nouvelle-Zélande a atteint 2 458 €/t (+12% /janvier 2026 mais -13% /février 2025). Même constat pour l'UE : la cotation s'est établie à 2 314 €/t (+10% /janvier 2026 mais -9% /février 2025). La hausse sur un mois était encore plus marquée pour la cotation départ USA, à 2 909 €/t en février 2026 (+27% /janvier 2026 et +6% /février 2025). Elle dépassait ainsi ses homologues européenne (+26%) et néozélandaise (+18%).



Le constat de hausse concernait également la France où les cours restaient encore récemment soutenus. D'après ATLA, **la cotation de la poudre maigre destinée à la consommation humaine s'est établie à 2 909 €/t en semaine 11** (+14% sur un mois et +7% sur un an). La situation conflictuelle au Moyen-Orient semble peser sur les marchés alors que les disponibilités restent toujours importantes.

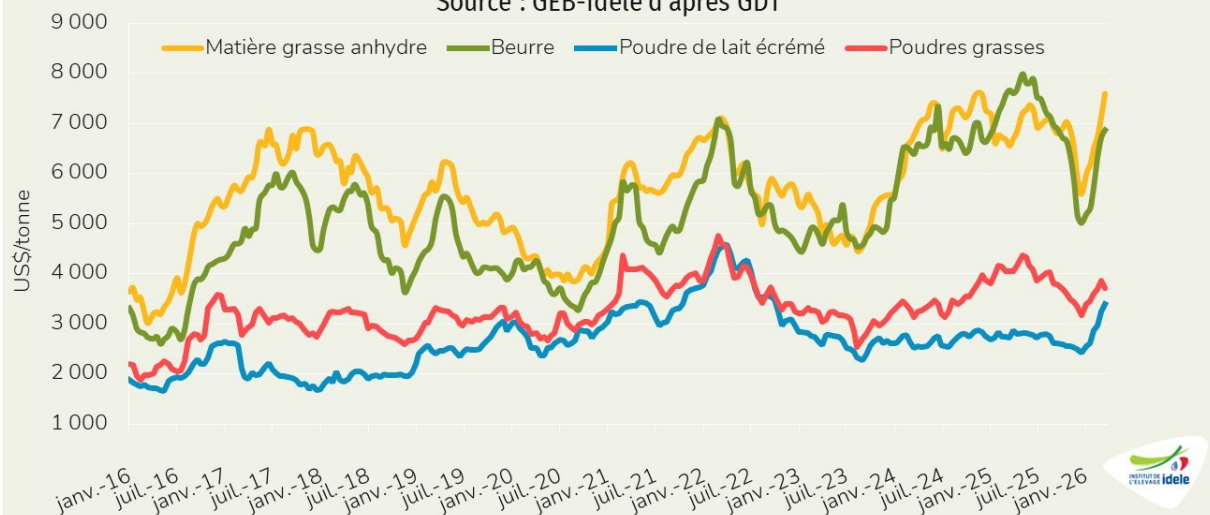


Même constat du côté de la plateforme *Global Dairy Trade*. Depuis le début de l'année 2026, les enchères sont globalement orientées à la hausse alors que le conflit au Moyen-Orient semble désormais peser sur les achats. Ainsi, lors de la dernière enchère du 17 mars 2026 :

- Le prix du beurre a augmenté de 8% en un mois et de 32% depuis le début de l'année, à 6 868 US\$/t (5 950 €/t) ;
- Le prix de la poudre maigre s'est apprécié de 15% en un mois et de 33% depuis le début de l'année, à 3 409 US\$/t (2 953 €/t).

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

Source : GEB-Idele d'après GDT



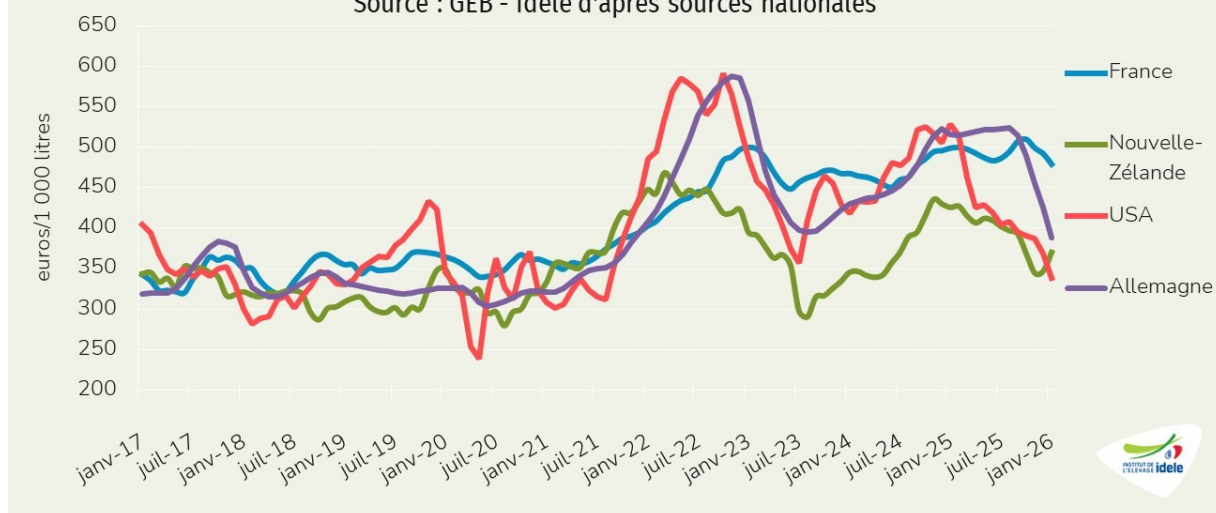
Des prix du lait jusqu'ici sous pression, avant un rebond

Face à l'abondance de lait dans les principaux bassins producteurs et exportateurs, **les prix à la production ont été sous pression** en 2^{ème} partie d'année 2025. Depuis le début de 2026, les dynamiques ont commencé à diverger. **En Nouvelle-Zélande, le prix du lait cru a progressé sur un mois** en euros (+6,7%) comme en dollars néo-zélandais (+5,9%). A 370 €/1 000 l, il restait cependant en retrait marqué sur un an (-55 €, soit -13% /janvier 2025).

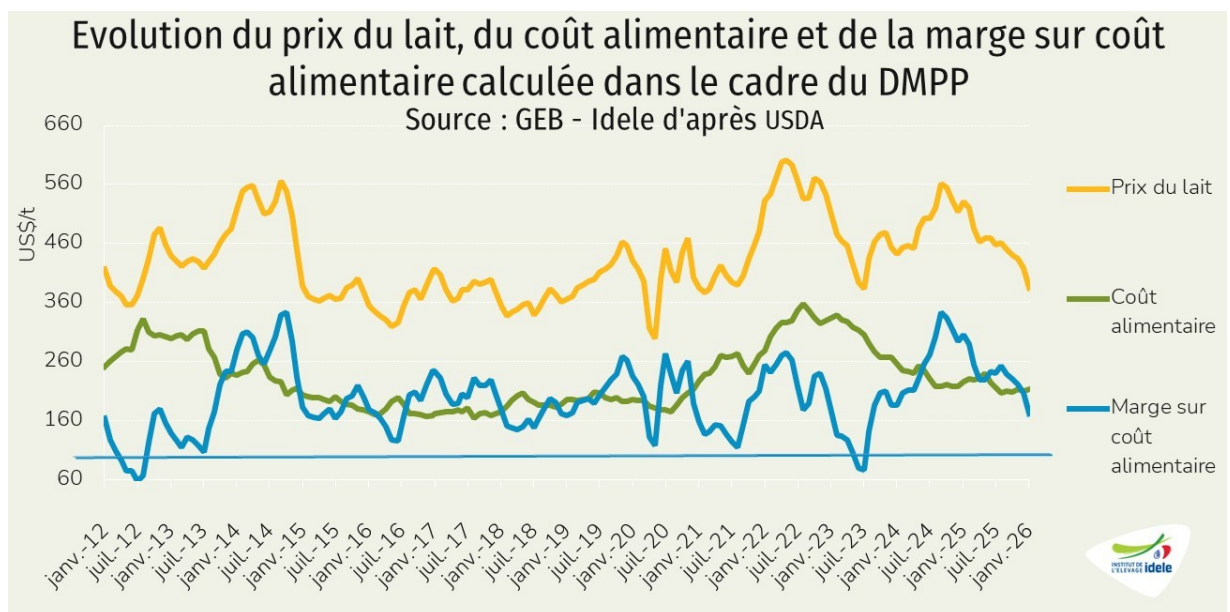
A contrario, les **prix restaient orientés à la baisse au sein de l'UE-27** comme en **France** (-2,6% en un mois et -4,0% en un an, à 370 €/1 000 l). **Le recul était plus fort pour le prix moyen allemand qui est passé en janvier 2026 sous la barre des 400 €/1 000 l**. Sensible à l'évolution des cours de commodities laitières et assez réactif, il était en baisse de 37 € en un mois (-8,9%) et de 128 € en un an (-24,8%), à 388 €/1 000 l.

Prix du lait à la production

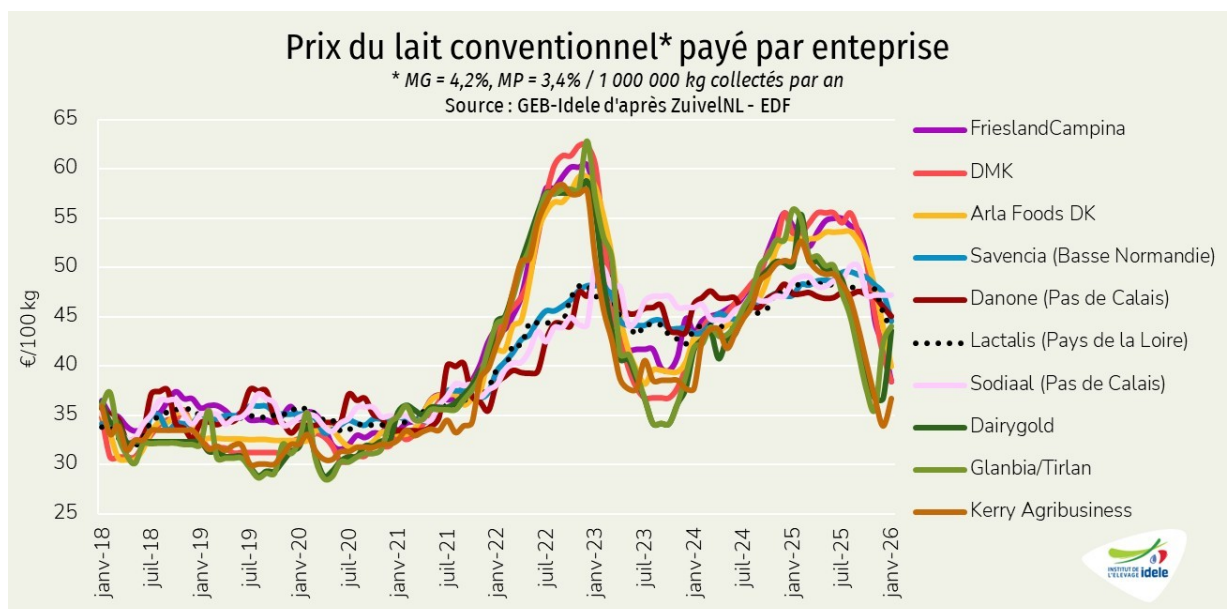
Source : GEB - Idele d'après sources nationales



Aux **États-Unis, le prix du lait payé aux éleveurs s'était à nouveau replié à 339 €/1 000 l en janvier 2026**, en baisse de 29 € en un mois (-8,1%) et de 190 € en un an (-35,9%). Ce recul du prix du lait pèse sur la marge des éleveurs étasuniens. La marge sur coût alimentaire calculée par l'USDA dans le cadre de son programme de couverture de marge (*Dairy Margin Coverage* ou DMC) se replie depuis plusieurs mois. En janvier 2026, elle atteignait 172 US\$/t (-17% sur un mois et -77% sur un an), niveau le plus bas depuis août 2023. Pas suffisant néanmoins pour faire fléchir la production de lait ou le cheptel laitier. Ce dernier comptait 9,58 millions de vaches laitières en janvier 2026 (+2,0% /2025), un record pour un mois de janvier.



A court terme, les prix pourraient se redresser alors que des incertitudes pèsent sur le marché des commodities laitières. Dans l'UE, en début d'année 2026, les prix payés par les entreprises irlandaises (*Dairygold, Tirlan, Kerry Agribusiness*) orientées vers l'exportation de ces commodities s'étaient nettement redressés. Ce n'était pas encore le cas aux Pays-Bas (*Friesland Campina*), au Danemark (*Arla*) ou en Allemagne (*DMK*), où les prix ne sont pas aussi réactifs.



Malgré des disponibilités toujours importantes, **la demande actuelle soutient les cours**. Le rebond a notamment été alimenté par certains acheteurs qui, estimant que les prix avaient atteint leur point bas, ont probablement procédé à des achats afin de se couvrir sur les marchés, **d'autant que le contexte géopolitique incertain joue à plein**. Ce rebond des cours sera-t-il durable néanmoins alors que l'abondance en lait soulève des interrogations ?

Le conflit en Iran et dans l'ensemble du Moyen-Orient affecte actuellement les marchés en pesant notamment sur des voies maritimes d'importance mondiale pour les exportations de produits laitiers comme de l'énergie. **La durée du conflit sera décisive pour les évolutions de cours des commodities et des prix du lait.**

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Hausse des ventes de produits laitiers à l'export et en rayons

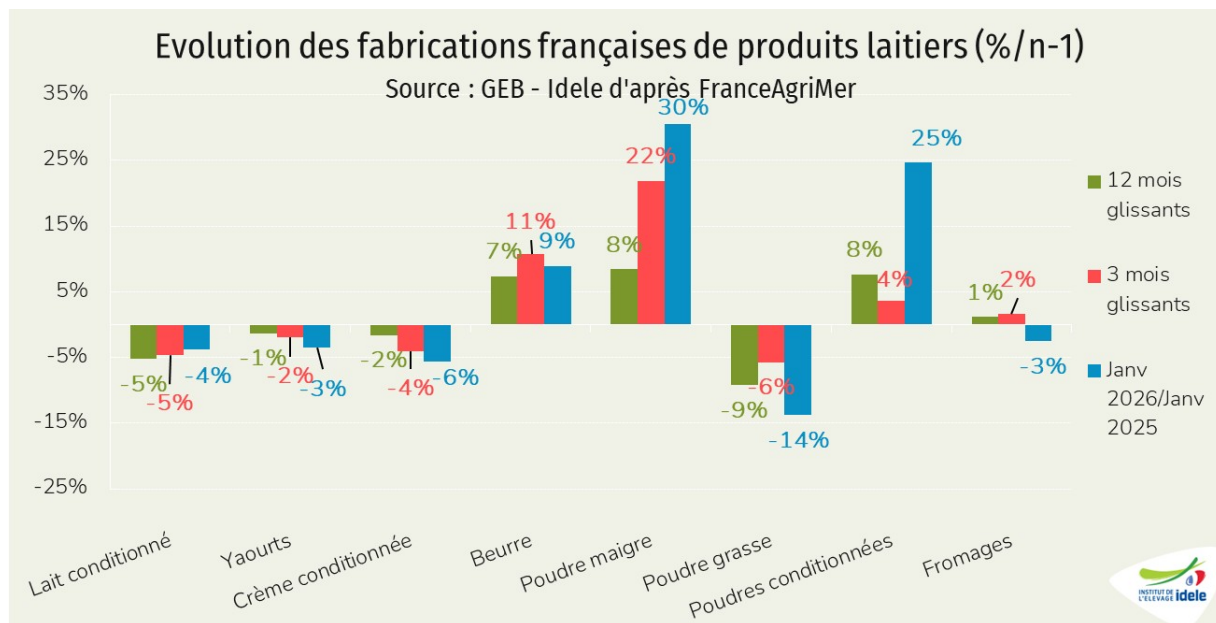
Dernière révision le 23 mars 2026

Début 2026, le marché laitier français reste dynamique, porté par une collecte abondante, des exportations soutenues et des achats des ménages solides. Les échanges ont progressé en volume, mais leur valeur s'est détériorée. Du côté des consommateurs, yaourts, fromages, crèmes et beurre continuent de séduire, tandis que les MDD confirment leur progression.

Des fabrications orientées vers les commodities

La collecte de lait en France demeure particulièrement dynamique depuis plusieurs mois, générant, comme ailleurs en Europe, des surplus de lait (voir article collecte). Face à cet afflux, les quantités supplémentaires sont majoritairement orientées vers la **fabrication de produits dits de « commodities », plus aisément stockables**

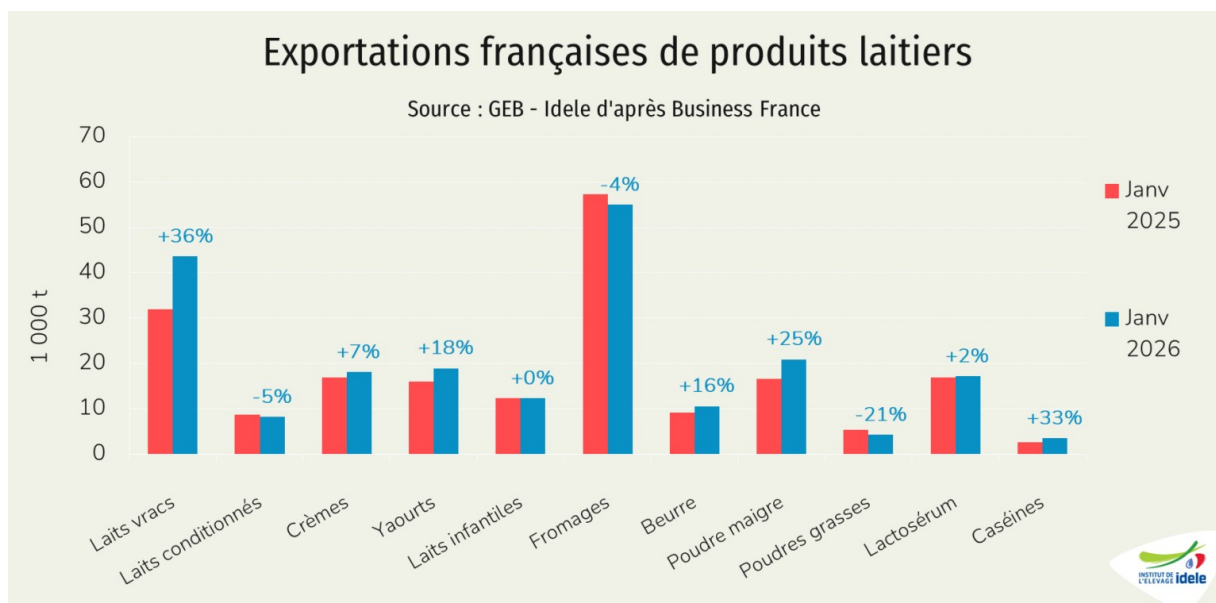
et exportables. En janvier, les fabrications de poudre maigre ont ainsi bondi de 30% /2025, celles de beurre ont progressé de 9% et celles de poudres de lait conditionnées de 25%. Ces volumes ont très largement été exportés, achetés notamment par des négociants et des industriels. A l'inverse les fabrications de produits de grande consommation sont en retrait. En janvier, la production de crème a diminué de 6% sur un an, celle de yaourts de 3% et celle de lait conditionné de 4%. Les fabrications de fromages s'inscrivent également en recul, avec une baisse de 3%.



Plus de volumes exportés mais valeur en recul

En janvier 2026, les exportations françaises de produits laitiers ont nettement progressé en volume (+6,4% /2025 en équivalent lait). Après un recul annuel de 4,5% en 2025, marqué toutefois par un rebond au dernier quadrimestre, le début de l'année **confirme la dynamique d'exportation observée à la fin de 2025.**

Les exportations de tous les produits laitiers ont enregistré des hausses de volume en janvier 2026 à l'exception des fromages, en retrait de 4% sur un an. Parmi les plus fortes progressions, on note le lait vrac (+36%), la poudre maigre (+25%), les yaourts (+18%) et le beurre (+16%). La poudre maigre bénéficie d'une demande mondiale soutenue, la France et l'UE se positionnant comme principaux fournisseurs, les États-Unis étant moins présents et l'Océanie absente sur ce segment en début d'année. Malgré la hausse des volumes, **la valeur des exportations a reculé**, s'établissant à 714 millions d'€ en janvier, soit une baisse de 4% sur un an. L'analyse du prix moyen par unité exportée illustre bien une perte de valeur sur le marché export : le lait vrac est passé de 452 €/t en janvier 2025 à 328 €/t en janvier 2026, les yaourts de 1 950 €/t à 1 612 €/t et la poudre maigre de 2 680 €/t à 2 313 €/t.

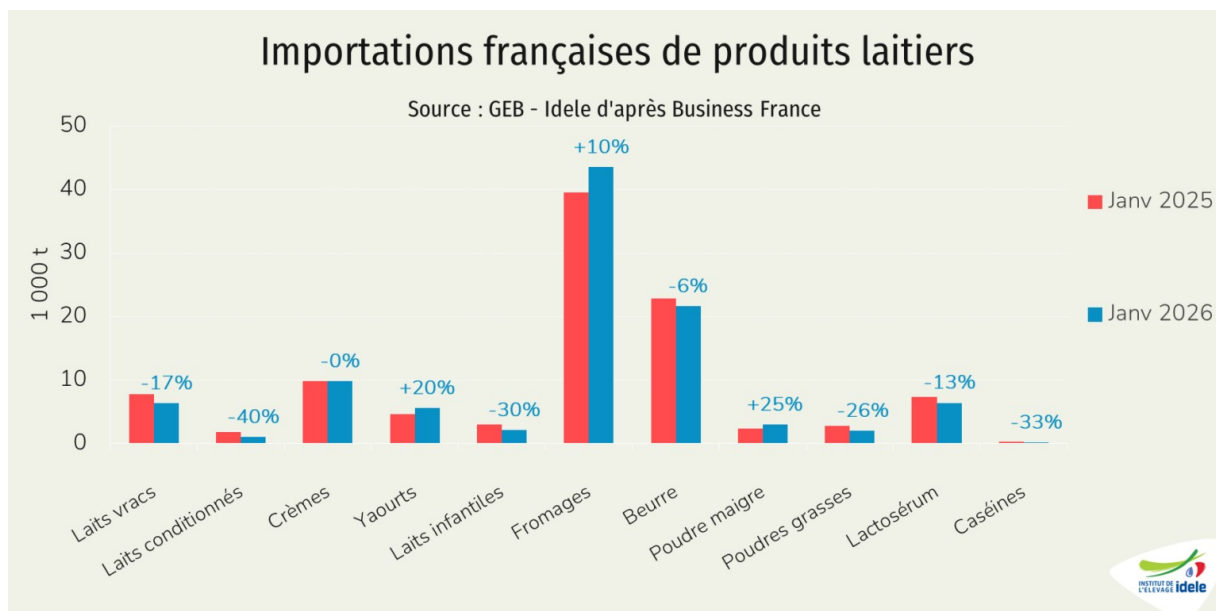


Volumes importés en hausse mais valeur en forte baisse

En janvier 2026, les importations françaises de produits laitiers ont progressé en volume (+3,3% /2025 en équivalent lait) poursuivant la tendance déjà marquée en 2025 (+5,1% /2024). Cette hausse concerne principalement les fromages (+10%) et les yaourts (+20%), tandis que les autres produits laitiers ont enregistré un recul des flux importés.

En revanche, **la valeur des importations a fortement diminué**, s'établissant à 483 millions d'€, soit -14% sur un an. L'analyse du prix moyen par unité importée met en évidence cette perte de valeur : les yaourts passent de 2

550 €/t à 1 868 €/t, le beurre de 7 560 €/t à 5 659 €/t et les fromages de 5 975 €/t à 5 377 €/t.



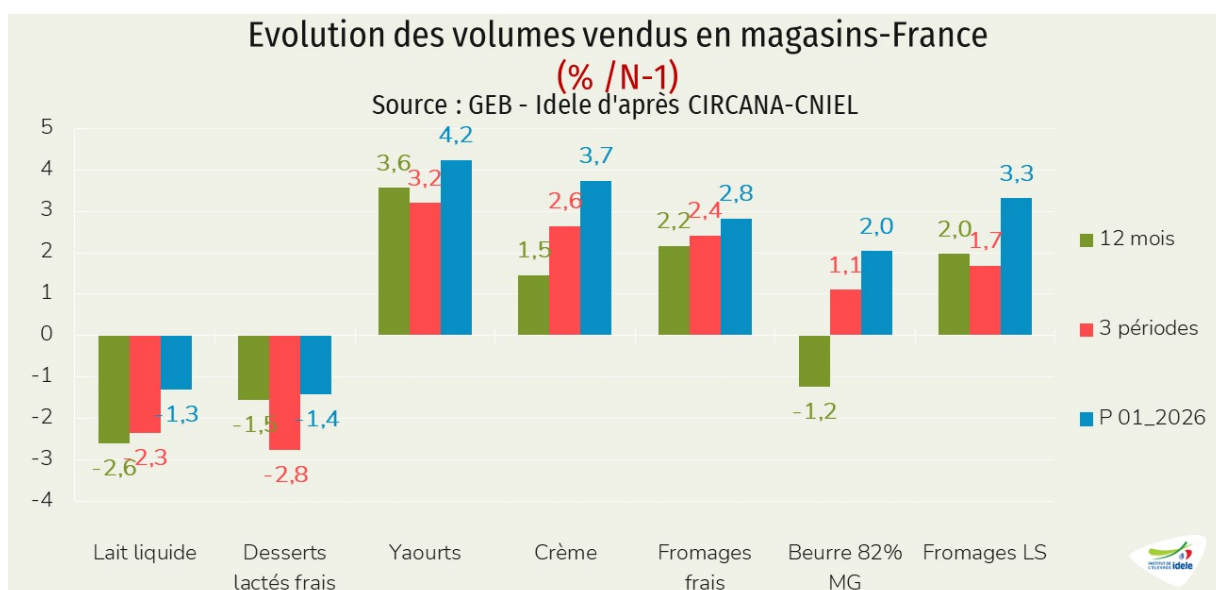
Cette évolution se traduit par un **solde commercial en amélioration**, qui a atteint 232 millions d'€ en janvier 2026, en hausse de 28% par rapport à janvier 2025, après une année 2025 marquée par des importations massives.

Forte dynamique des achats des ménages français début 2026

Sur ce début d'année, les achats de produits laitiers par les ménages français affichent une très belle dynamique. Après une progression modeste des ventes en magasins généralistes en 2025 (+0,18% /2024 en équivalent lait), les deux premières périodes de 2026 confirment un rebond marqué : +1,9% pour la période 1 (P1) et +1,6% pour la période 2 (P2) sur un an.

Toutes les catégories de produits laitiers enregistrent des hausses, à l'exception des desserts lactés frais, toujours en retrait. Même le lait conditionné retrouve une légère progression en période 2 (+0,5% /2025). Les yaourts connaissent une évolution particulièrement dynamique (+5,2% en P2), portée notamment par les versions allégées et hyper-protéinées, très prisées par les consommateurs (+35,8% /2025). La crème poursuit également sa bonne performance (+3,1%), soutenue par les crèmes fraîches et UHT légères et extra-légères. Les fromages restent en progression (+2,3%), tirés par les pâtes pressées cuites (+2,7%) et les pâtes fraîches salées type mozzarella (+10%). Les fromages frais progressent de 2,1%, notamment grâce aux fromages blancs (+3,8%). Enfin, le beurre affiche également une belle dynamique (+1,7%).

Du côté des prix en magasin, la hausse moyenne s'établit à +1,2 % sur un an pour l'ensemble des produits laitiers en P2. Les augmentations sont un peu plus marquées pour le beurre (+1,9%) et les yaourts (+3,1%).



Les marques de distributeur (MDD) continuent à gagner du terrain. Alors que les ventes en volume de marques nationales reculent sur les deux premières périodes (à l'exception de la crème en légère hausse +1,2% /2025), les MDD affichent des progressions comprises entre +4 et +5% pour le beurre, la crème, l'ultra-frais et les fromages, et +0,9% pour le lait conditionné.

Des importations d'agneaux vivants en France de plus en plus limitées

Dernière révision le 20 mars 2026

Viande ovine » France »

Un approvisionnement en agneaux limité pour Pâques

Dernière révision le 20 mars 2026

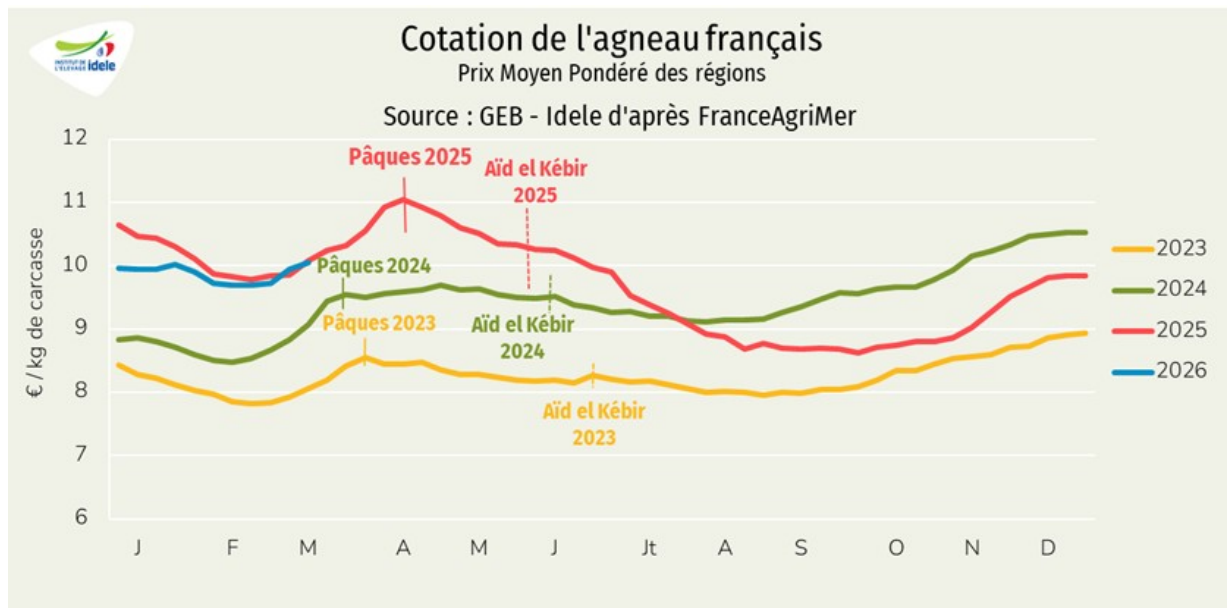
Alors que les sorties des élevages français restent en-deçà des niveaux des années précédentes, l'import de vif, essentiellement originaire d'Espagne, décline.

Le cours français se redresse pour les fêtes religieuses

En **semaine 11** de 2026 (se terminant le 15 mars), la cotation entrée abattoir de l'agneau français atteignait **10,05 €/kg**, en hausse de 0,11 €/kg d'une semaine sur l'autre. Elle restait par ailleurs 0,03 €/kg sous son niveau de 2025.

La consommation s'active avec les fêtes religieuses successives : Ramadan du 17 février au 18 mars, Pâques juives du 1^{er} au 9 avril, Pâques chrétienne le 5 avril puis l'Aïd du 27 au 30 mai. La filière s'inquiète que la finition de certains agneaux pourrait cette année encore être décalée après les fêtes.

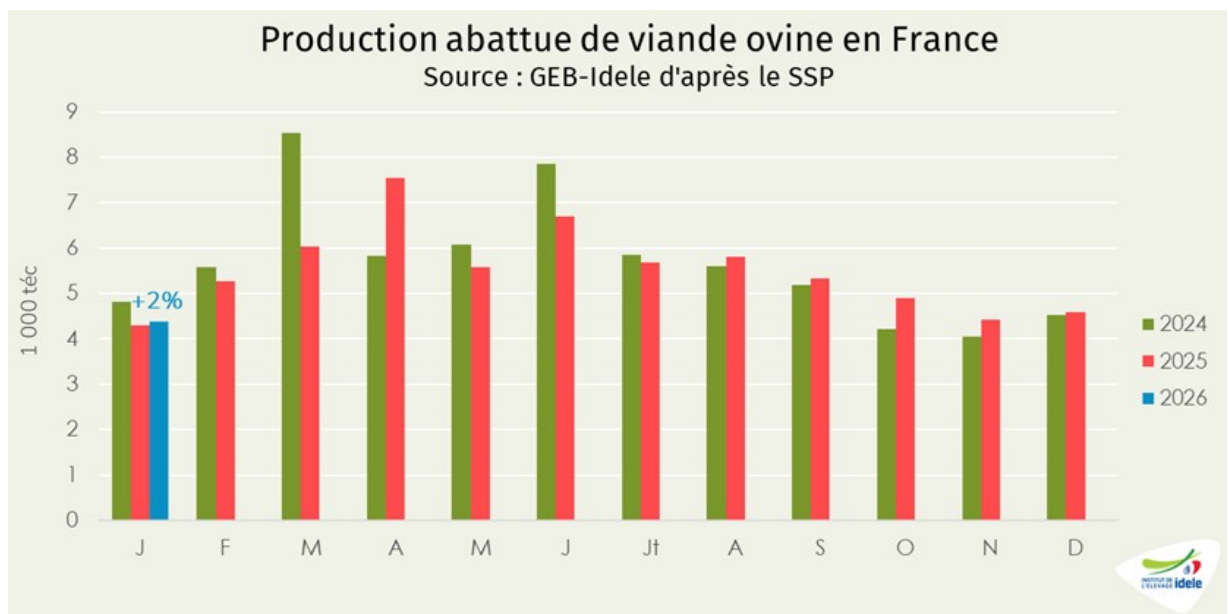
L'approvisionnement français pour Pâques pourrait de nouveau être limité cette année et il ne faudra pas compter sur l'import d'agneaux vivants (près de 6% de nos abattages d'agneaux pour mars-avril en 2024 et 4% en 2025), **pour contrebalancer nos moindres sorties.**



Les sorties et les imports de vif reculent, abattages en baisse

Selon Agreste, la **production abattue de viande ovine était en hausse de 2% d'une année sur l'autre sur janvier 2026**, à 4 400 téc, mais en recul de 14% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2021-2025).

Cette hausse est due à la fois à l'augmentation du nombre de **réformes** abattues (+9% à 27 000 têtes), et au net alourdissement de leurs carcasses, qui sont passées en moyenne de 27,1 à 29,2 kg. À l'inverse, le nombre **d'agneaux** abattus recule, de 3% à 194 000 têtes, mais leur poids moyen de carcasse a lui aussi augmenté, mais plus modestement, de 18,2 à 18,5 kg. **L'absence d'agneaux importés vivants dans les abattoirs en janvier accentue la baisse des effectifs abattus. La part de ces derniers a nettement baissé au fil des ans : 8%, puis 6%, puis 5%, puis 4%, puis enfin 3% entre 2021 et 2025.**



Selon les données d'Ovinfos, fournies par Interbev, **les volumes abattus en janvier et février seraient bien en-deçà des volumes de 2025**. Cela résulte en grande partie du recul des entrées observé dans les centres d'engraissement fin 2025, combiné à une vive hausse des exports d'agneaux vifs. **Les abattages début 2026 sont donc logiquement plus limités.**

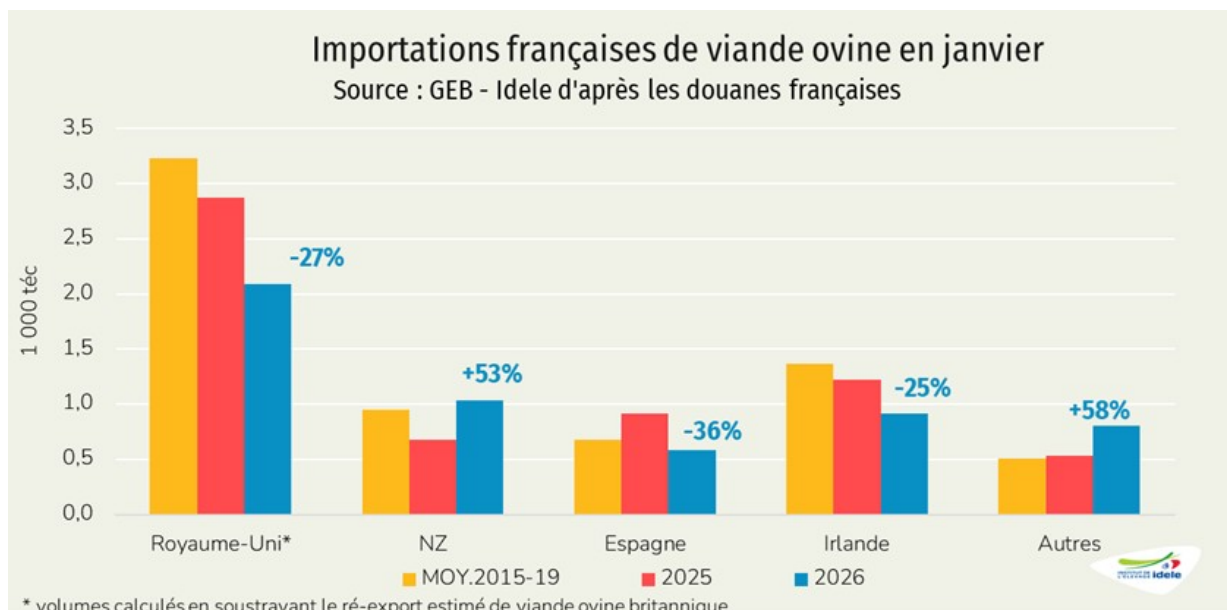
La France n'a importé aucun agneau vivant en janvier 2026 et les imports de réformes sont réduites à peau de chagrin (255 têtes). Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 21% en janvier 2026, totalisant 51 000 têtes, progressant vers l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Les exports de réformes étaient en baisse de 15%.

On craint un décalage des sorties d'agneaux au-delà des fêtes religieuses cette année encore dans certaines régions : les éleveurs ont tenté de recaler les calendriers de naissance, suite au décalage de 2025 lié à la FCO, mais cela n'a pas toujours été concluant.

La nette baisse des importations de viande ovine se poursuit en janvier 2026

Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **ont baissé en janvier 2026** (-13 %), totalisant 5 400 téc. Elles ont reculé en provenance de nos principaux fournisseurs, avec -27% du Royaume-Uni (flux en hausse jusqu'en novembre 2025), -25% depuis l'Irlande, et - 36% depuis l'Espagne. Seuls les imports en provenance de la Nouvelle-Zélande augmentent nettement (+53%).



Les importations françaises de viande ovine reculeraient de 19 % comparées à la moyenne 2015-2019.

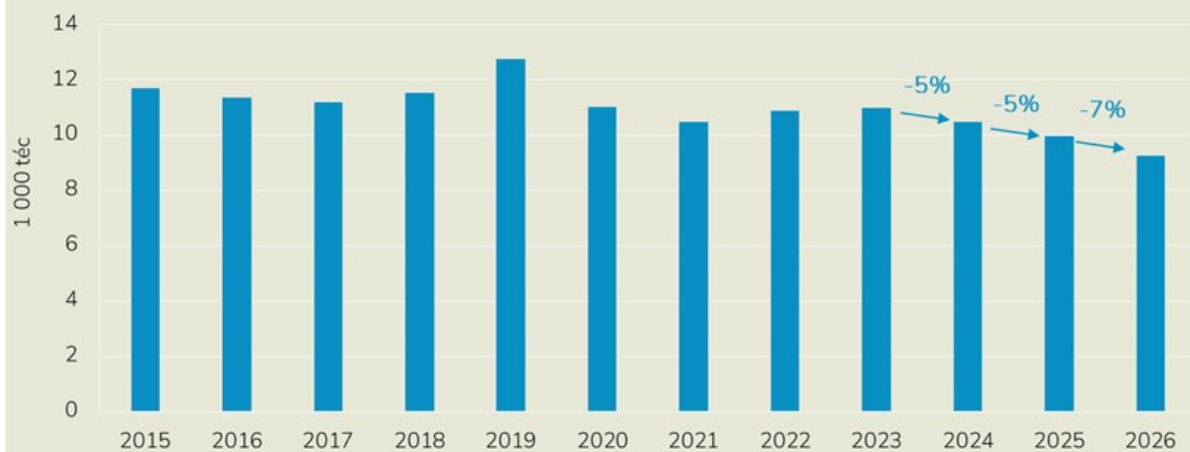
La baisse du disponible français en viande ovine s'accroît en janvier 2026

En janvier 2026, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine.



Disponible de viande ovine en France en janvier

source : GEB-Idele d'après Agreste et Douanes françaises



Le **disponible français en viande ovine recule ainsi de 7% /2025** et même de 21 % comparé à la moyenne 2015-2019.

Selon le panel Kantar, **les achats de viande ovine par les ménages français ont baissé de 14% en 2025 comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 10% du prix moyen** (à 20,22 €/kg en 2025). Les données de janvier 2026 ne sont pas encore publiées.

La consommation reste modeste et la demande pour les agneaux qui sortent au 1^{er} semestre, moins nombreux, devrait se tasser à l'été, après les fêtes religieuses.

Viande ovine » UE et monde »

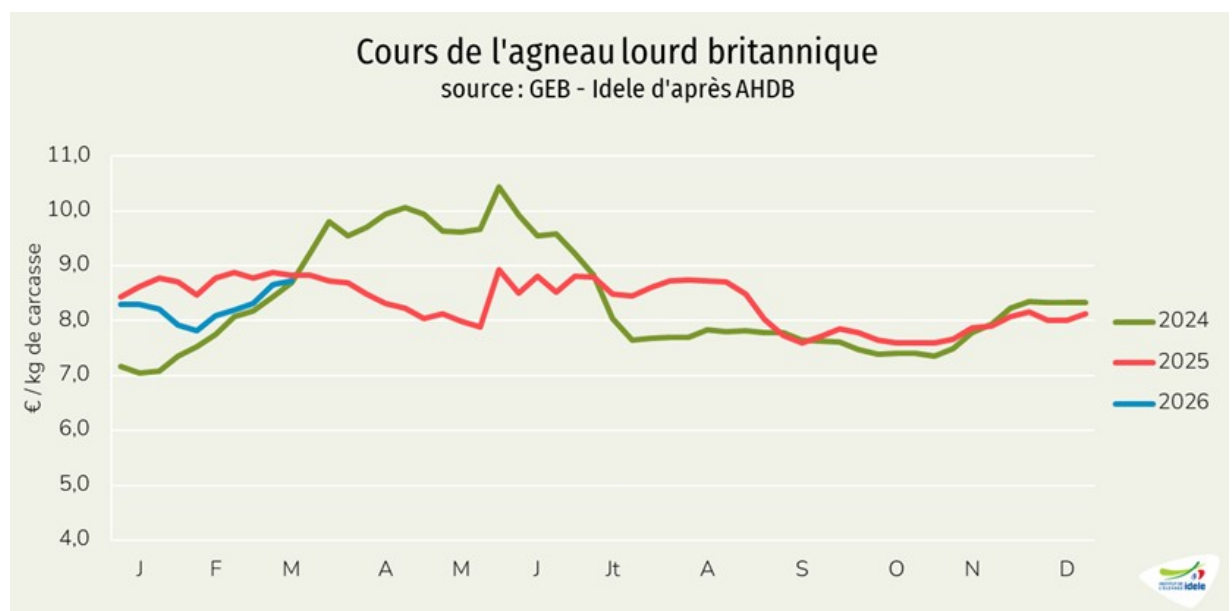
Les exports britanniques poursuivent sur une bonne lancée

Dernière révision le 20 mars 2026

Avec la hausse notable des importations de viande ovine en provenance d'Océanie et surtout d'Australie depuis l'application de l'accord de libre-échange entre les pays en mai 2023, le disponible de viande ovine britannique a nettement progressé. Cela permet au pays de libérer davantage de volumes à l'export lorsque la production intérieure le permet, et ces derniers progressent donc depuis 2025.

La cotation entrée abattoir de l'agneau britannique rejoint ses niveaux de 2024

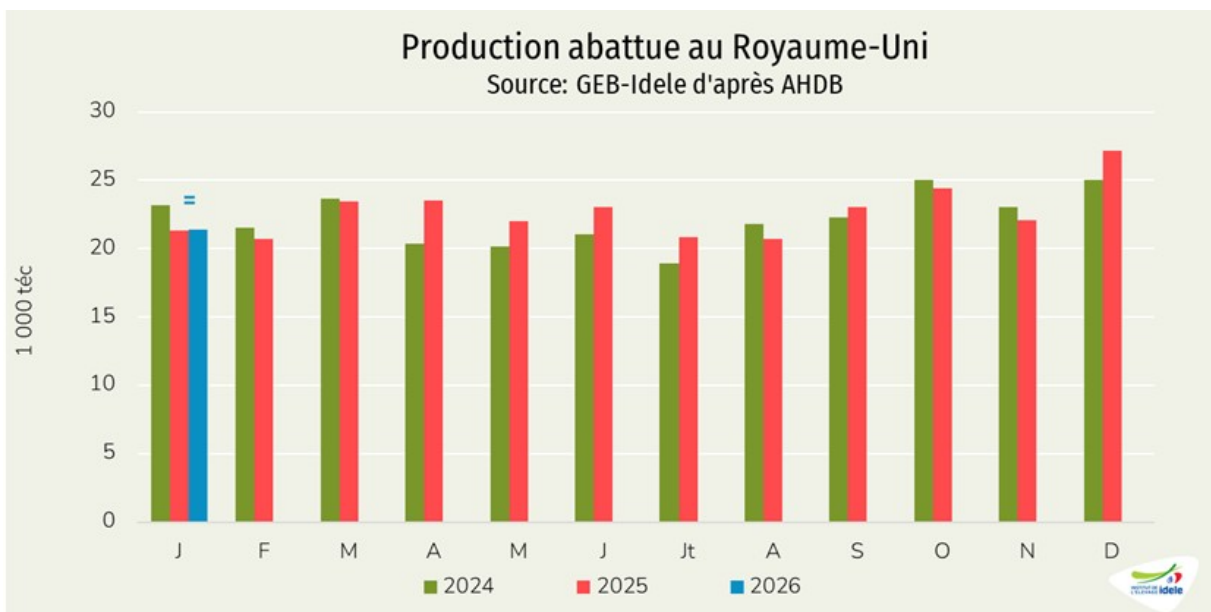
Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir atteignait **8,72 €/kg en semaine 10** (se terminant le 8 mars), soit +0,06 €/kg d'une semaine sur l'autre et -0,11 €/kg d'une année sur l'autre. Début mars, le cours de l'agneau britannique est au même niveau qu'en 2025 et 2024.



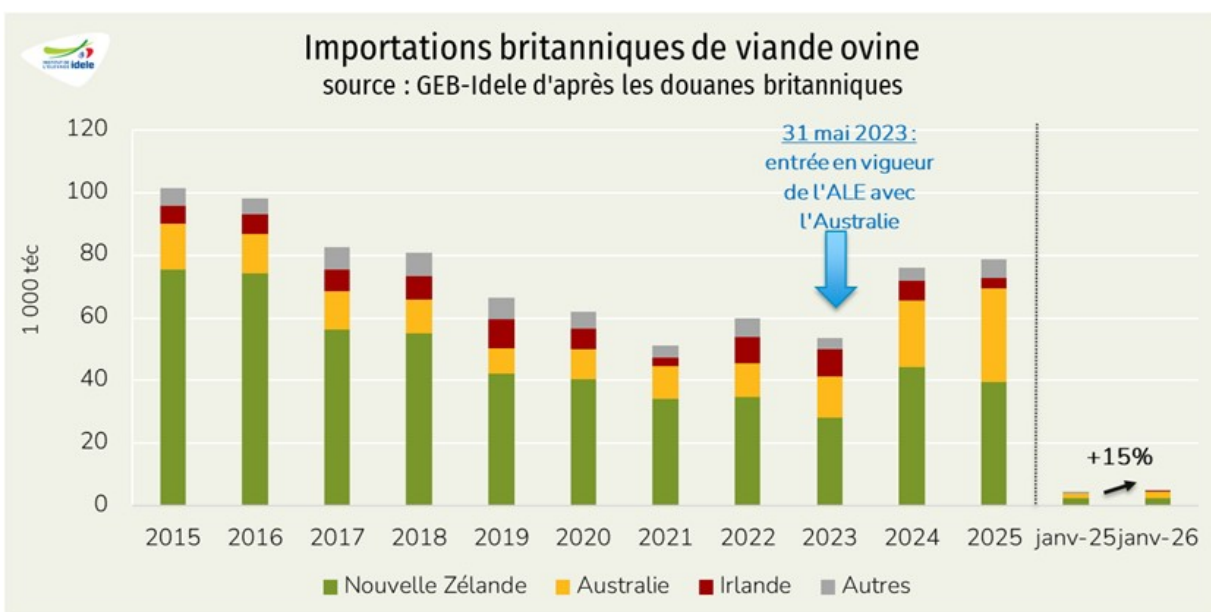
La **production de viande ovine britannique** avait progressé de 2% entre 2024 et 2025, mais cette hausse n'avait pas permis de contrebalancer la baisse de 7% entre 2024 et 2023.

Elle **est en hausse de 0,5% en janvier 2026 /2025**, à 21 400 téc. C'est 12% de moins que la production ovine moyenne des mois de janvier entre 2015 et 2019, avant *Brexit*.

Les effectifs d'**agneaux** abattus ont reculé de 3%, à 876 000 têtes et ceux des **réformes** de 7% à 102 000 têtes. Les carcasses des agneaux comme des réformes se sont alourdies de 0,9kg, atteignant respectivement 21,1 et 28,5 kg.



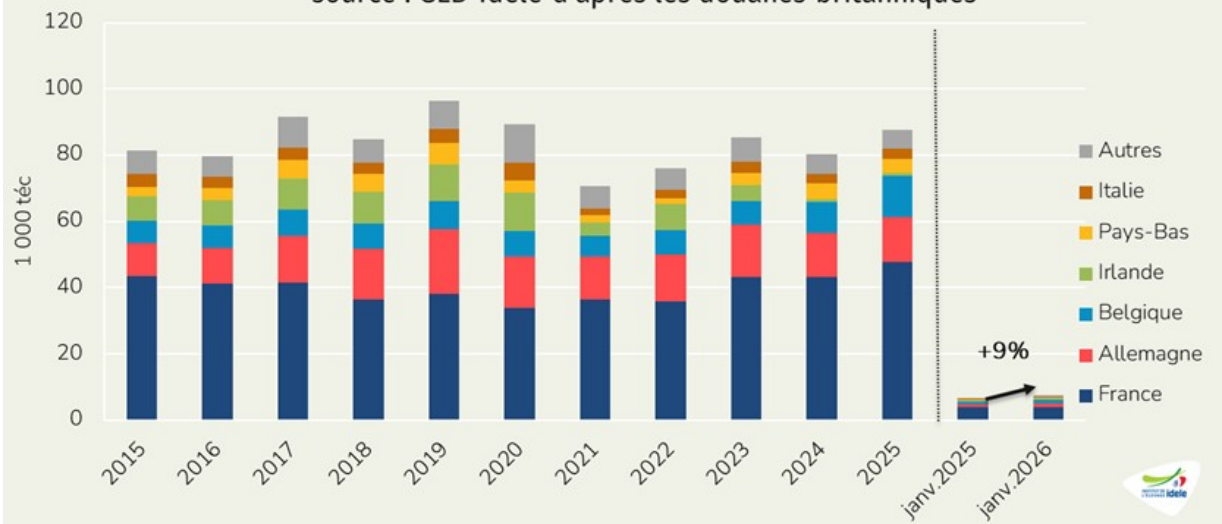
Les **importations britanniques de viande ovine** ne cessent de **progresser** depuis l'application des accords de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en 2023 : +42% en 2024 et +3% en 2025. En **janvier 2026**, ils **bondissent de 15%**, à 5 100 têtes, avec +70% d'Australie, +38% d'Irlande et – 4% de Nouvelle-Zélande.



Cela permet de libérer des volumes de viande ovine britannique à l'**export**. En effet, les exportations britanniques de viande ovine ont progressé de 9% en 2025. C'est la même progression qui a été enregistrée pour **janvier 2026 : +9% /2025, à 7 500 têtes**, avec des hausses vers ses principaux clients, sauf les Pays-Bas. On note notamment +3% vers la France (dont une partie des volumes sont réexportés vers d'autres pays clients du Royaume-Uni), +20% vers l'Allemagne et +26% vers la Belgique.

Exportations britanniques de viande ovine

source : GEB-Idele d'après les douanes britanniques



Début de campagne prometteur

Dernière révision le 23 mars 2026

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

Hausse du cheptel caprin en 2025

Dernière révision le 23 mars 2026

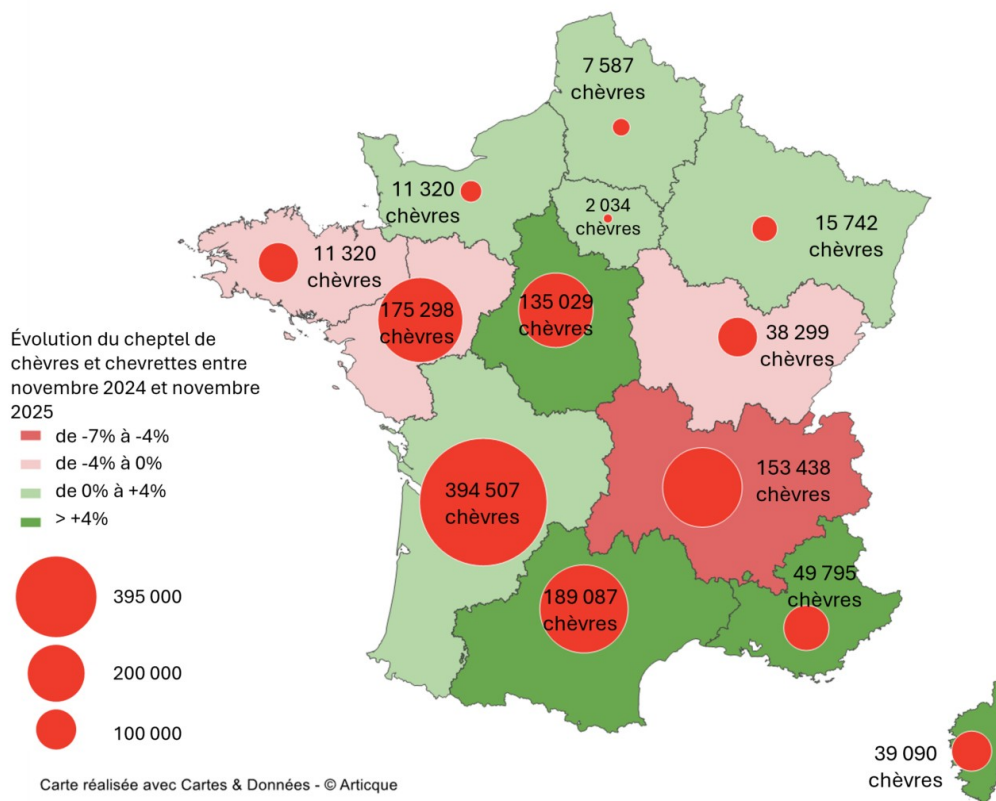
Le cheptel caprin en hausse traduit à la fois la volonté des éleveurs de conserver des chèvres face au recul de la production par animal mais aussi le besoin de renouvellement après presque deux années de fourrages distribués de faible qualité et la circulation de maladies vectorielles dans les troupeaux.

+8% de chevrettes en ferme en novembre 2025

Avec 1,25 million de chèvres et chevrettes au 1^{er} novembre 2025, le cheptel français de reproductrices est en hausse de 3% par rapport à novembre 2024. Fait notable, la hausse du cheptel est concentrée sur les chevrettes (+8%, lire ci-après), traduisant un **besoin conjoncturel important de renouvellement**. En effet, les fourrages de médiocre qualité et des maladies (FCO, contaminations par des mycotoxines...), ont entraîné dans certaines exploitations des pertes de reproducteurs.

Répartition régionale du cheptel français de chèvres et de chevrettes au 1^{er} novembre 2025

Source : GEB-Institut de l'élevage d'après le SSP-Enquête cheptel



Par ailleurs, le cumul de facteurs réduisant la production laitière par chèvre a pu inciter les éleveurs à moins réformer. Phénomène qui se traduit dans le **recul des réformes laitières (-5% en 2025 par rapport à 2024)**. En effet, le prix du lait était favorable et celui des aliments achetés en recul.

Les évolutions de cheptel sont plus ou moins fortes selon les régions. Parmi les principales régions caprines, le **Centre-Val-de-Loire a vu ses effectifs de chèvres (+9%) et de chevrettes (+12%) augmenter en 2025**. En **Occitanie également, une hausse du nombre de chèvres et chevrettes (+5% et +11%) est observée**. En **Pays de la Loire, l'évolution est contrastée entre les deux catégories d'animaux : -3% de chèvres et +3% de chevrettes**. En **Bourgogne-Franche-Comté, le nombre de chèvres est en fort recul, à -8%, mais celui des chevrettes est en hausse de 14%**. La **Nouvelle-Aquitaine a des effectifs de chèvres en légère augmentation (+1%), et les chevrettes sont en forte hausse (+9%)**. La région **AURA a vu le nombre de chèvres diminuer de façon importante (-9%), mais les chevrettes sont présentes en fin d'année (+12%)**.

On retrouve ces dynamiques régionales dans le nombre d'exploitations détenant plus de 10 caprins : - 2% en Pays-de-la-Loire, -4% en AURA, stable en Nouvelle-Aquitaine, +4% en Centre-Val-de-Loire, et +7% en Occitanie.

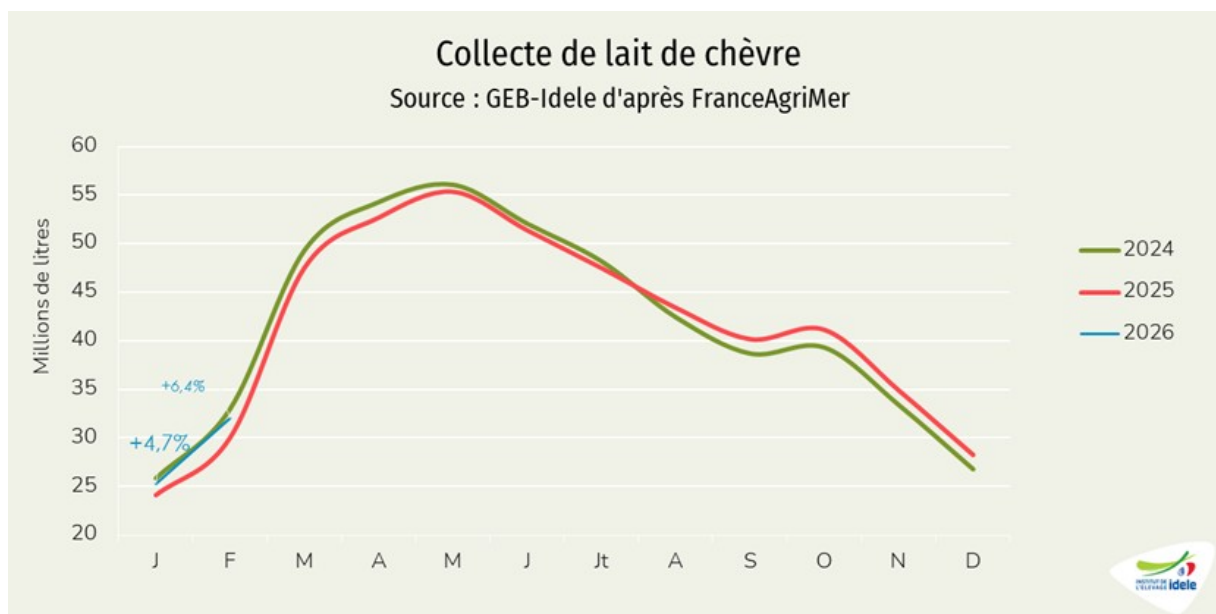
La campagne 2026 sur de bons rails

Dernière révision le 23 mars 2026

La campagne 2026 de production du lait de chèvre a démarré en fanfare. Les volumes livrés sont en hausse grâce aux fourrages de qualité et au cheptel présent en exploitation en augmentation.

+5% de lait en janvier

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 25,3 millions de litres en janvier 2026, une hausse de 5% /2025.



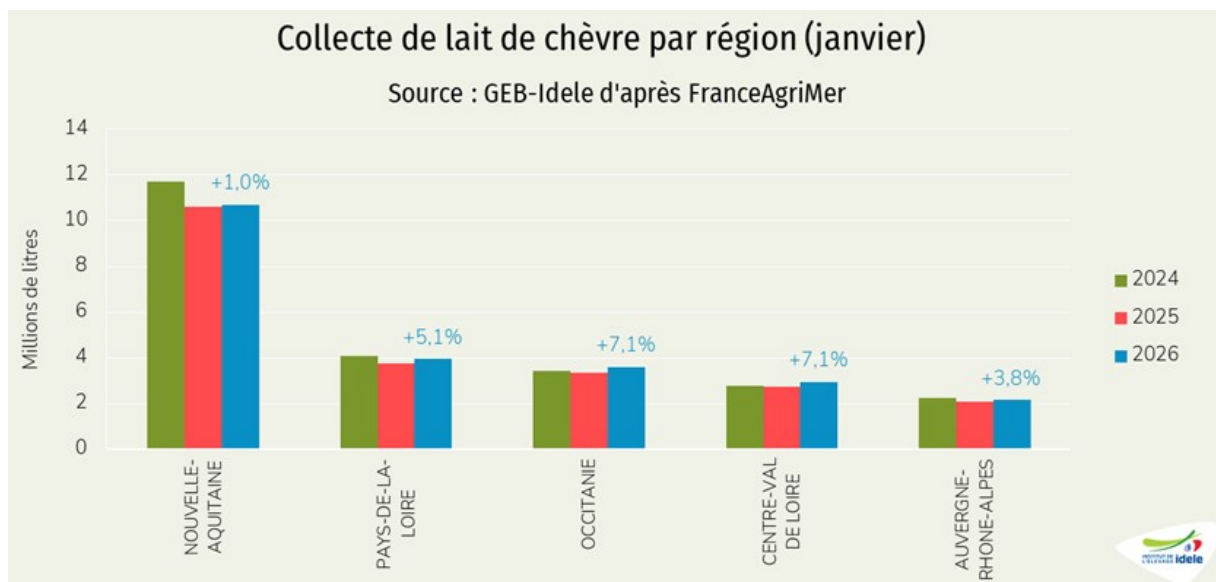
D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la production de février reste dans la même lignée, en hausse de 6% /2025. **En cumul jusqu'à la semaine 11 (15/03), la hausse serait également de +6% /2025.**

Dans la continuité de fin 2025, les livraisons de lait de chèvre débutent donc 2026 de façon dynamique. La qualité des fourrages de 2025 et la présence fin 2025 de plus de chèvres et de chevrettes qu'à la même date en 2024 selon l'enquête cheptel d'Agreste expliquent ce bon début d'année. Pour maintenir ce niveau de production, la récolte fourragère du printemps devra être de qualité et disponible assez rapidement, les stocks 2025 étant réduits.

Hausse générale des livraisons

En janvier, la collecte a progressé dans toutes les régions, à des niveaux variables :

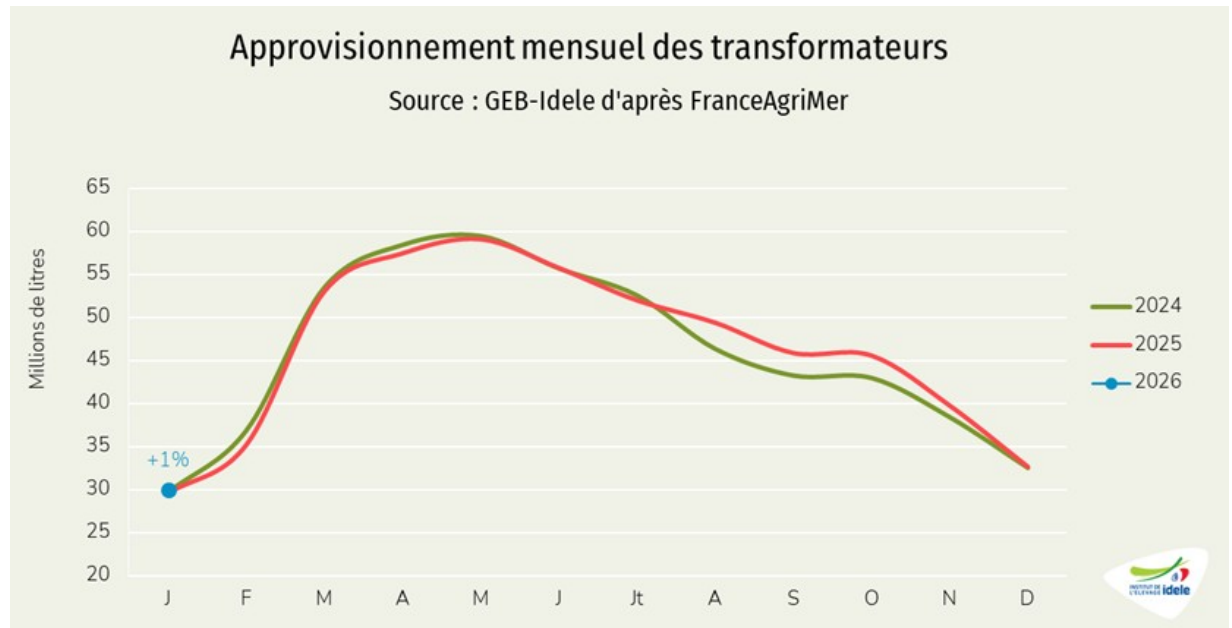
- +7% en Centre-Val de Loire, et en Occitanie,
- +5% en Pays de la Loire
- +4% en AURA
- +1% en Nouvelle-Aquitaine.



Des approvisionnements supérieurs à 2025

Les **stocks de produits de report caprins** sont quasiment à leur niveau de janvier 2025 (-1%), en légère hausse sur un an (+1% /2024) et en retrait par rapport au mois de novembre (-25%).

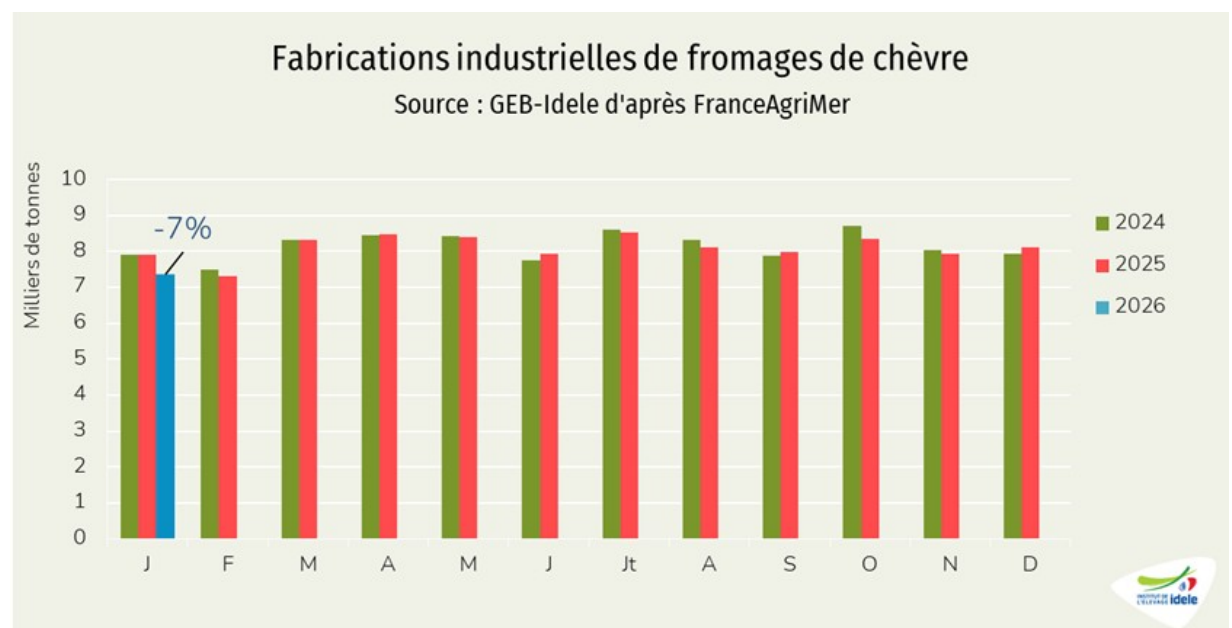
Les industriels français ont **importé 4,7 millions de litres équivalent lait** en janvier 2026 (-14% /2025 et +7% / décembre 2025).



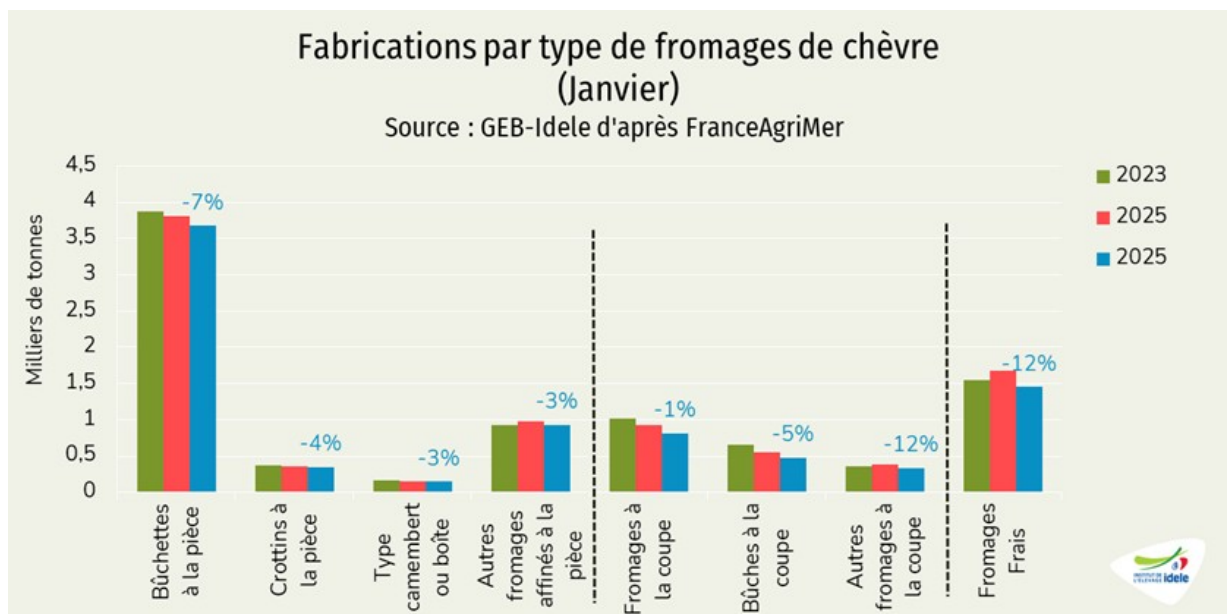
Les **approvisionnements des transformateurs** affichent une petite hausse par rapport à janvier 2025, à **30,0 millions de litres (+1% /2025)**.

Recul des fabrications fromagères

Les **fabrications de fromages de chèvre** sont en **recul de 7%** d'une année sur l'autre en janvier, totalisant **7 375 tonnes**.



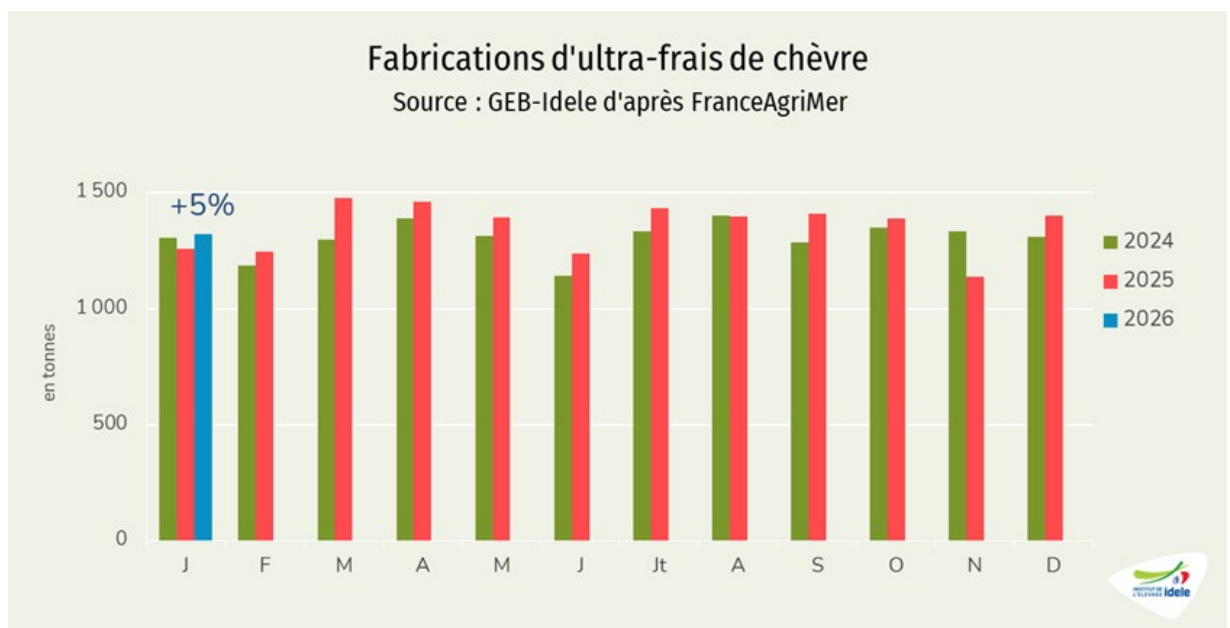
Les **fromages de chèvre dits « à la coupe »**, c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, avaient déjà souffert en 2025 des difficultés de ce secteur. **Les volumes fabriqués sont en recul de 12% /janvier 2025**.



Les **fromages frais**, qui avaient bien progressé l'année passée, **marquent le pas en janvier (-13% /2025)** principalement à cause de la catégorie « fromages frais traditionnels » (-19% /2025).

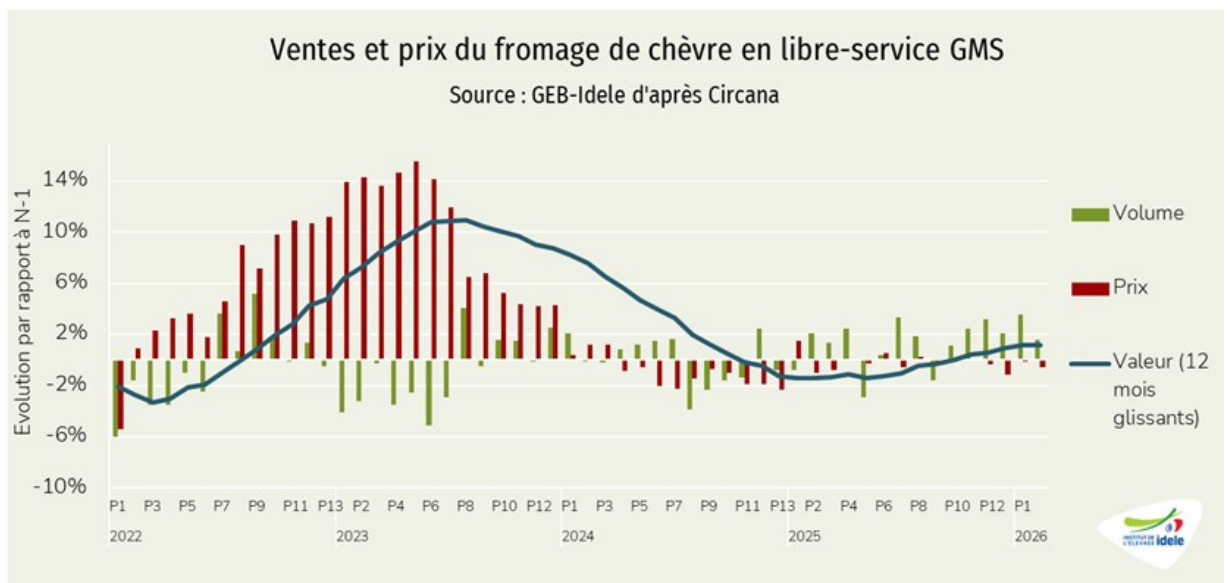
Quant aux fabrications de **fromages de chèvres à la pièce destinés à la vente au détail, elles sont en recul de 4% /2025**. La bûchette reste leader en volume mais recule de 3% /2025.

Le segment **ultra-frais au lait de chèvre débute 2026 comme il avait terminé 2025 : à +5% de fabrications par rapport à janvier 2025**.



Achats de fromages de chèvre toujours dynamiques

Au cours de la **deuxième période 2026 du panel Circana (du 25/01/2026 au 22/02/2026)**, les **ventes de fromages de chèvre sont en hausse en volume (+1,6% /P2 2025) et en valeur (+1,0%)**. En cumul annuel mobile (CAM), elles croissent de 1,4%.



Les achats des ménages au rayon libre-service des grandes surfaces sont toujours **sur une dynamique positive**. Le prix moyen de vente est en léger retrait (-0,6% /P2 2025).

Ce dynamisme des achats cache de fortes disparités. Ainsi, **les AOP sont en retrait** de 2,4% sur la deuxième période et en cumul annuel mobile (CAM). En CAM, les ventes de **Rocamadour** (seconde AOP caprine en volume) ont diminué de 2,8%, mais sur le cumul des deux premières périodes de 2026, elles sont en hausse de 7%. Quant à la première AOP caprine, le **Sainte-Maure-de-Touraine**, elle affiche une baisse de 8,1% sur la P2 2026 et de 4,4% en CAM.

Les achats de **fromages bio** par les ménages ont reculé de 8,6% sur la P2.

Les marques nationales continuent de marquer leur territoire, avec des volumes en hausse en de 4,1% sur la P2 2026 et de 5,9% en cumul courant. Les marques de distributeurs affichent +1% sur la P2 2026 et seulement +0,4% en cumul courant.

Quant aux **produits frais**, leur dynamisme se confirme dans les achats, **en hausse de 3,5% en cumul courant**.

Un hiver doux et pluvieux qui dynamise la pousse mais complique la mise à l'herbe

Dernière révision le 20 mars 2026

Les troupeaux laitiers ont commencé à sortir quelques heures dès le début du mois de mars, tandis que les bovins allaitants restent majoritairement en bâtiment dans l'attente de meilleures conditions. Les opérations d'épandage, comme les mises à l'herbe, ont souvent été décalées ou réalisées dans des conditions parfois limites, notamment pour faire face à la nécessité de vider les fosses à lisier. Enfin, les premières fauches de ray-grass d'Italie ont eu lieu à la mi-mars et devraient se généraliser dans les semaines à venir si les conditions météorologiques restent favorables.

La première note *agroclimatique et prairies* est sortie et vous pouvez la retrouver en intégralité sur idele.fr.